

#secteurprivé,
facteur clé de
développement

OPPORTUNITÉS
CAPITAUX
CROISSANCE
IMPACT

Adjectif : *essentiel*

Absolument nécessaire ; extrêmement important.

« L'emploi est essentiel pour une prospérité durable. »

2-3

PERSPECTIVE DE LA DIRECTION

4-19

ESSENTIEL

Pourquoi le secteur privé est un facteur clé de développement

4

20-27

RÉSULTATS D'IFC AU PLAN MONDIAL

L'équipe de direction d'IFC	20
IFC : principales données financières	23
IFC : principales données opérationnelles	23
L'impact d'IFC dans le monde	24

28-55

IMPACT DU SECTEUR PRIVÉ

Stimuler la croissance	30
Renforcer la résilience	40
Améliorer les conditions de vie	48

56-104

À PROPOS D'IFC

**Nous pensons que le monde
a absolument besoin
de l'investissement privé
pour mettre fin
à l'extrême pauvreté
d'ici 2030 et promouvoir
une prospérité partagée.**

Groupe de la Banque mondiale : résumé des résultats de 2015

*Message du Président du
Groupe de la Banque mondiale
et Président du Conseil
des Administrateurs*

L'exercice écoulé a été décisif pour le développement mondial. Les décisions prises par la communauté internationale en 2015 auront des répercussions à long terme sur la capacité du monde à atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé de mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030.



Aujourd'hui, près de 1 milliard de personnes disposent encore de moins de 1,25 dollar par jour pour vivre. Ce chiffre est certes stupéfiant, mais il ne faut pas perdre de vue qu'au cours des 25 dernières années, le taux d'extrême pauvreté a été réduit de deux tiers dans le monde. Sur la même période, de nombreux pays ont réussi à rendre possible ce qui paraissait impossible.

« En travaillant de concert, nous pouvons promouvoir une croissance durable qui ne fait pas d'exclus et donner des chances aux pauvres et aux personnes vulnérables. Nous pouvons être la génération qui aura mis fin à l'extrême pauvreté. »

Mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030 sera une entreprise difficile, mais tout à fait réalisable. Depuis des décennies, les principales institutions qui forment le Groupe de la Banque mondiale — la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (IBRD), l'Association internationale de développement (IDA), la Société financière internationale (IFI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) — analysent et diffusent notre expérience mondiale de la lutte contre la pauvreté. Tirant les enseignements de notre expérience, nous avons recensé les méthodes efficaces pour assurer le développement dans des contextes précis, et celles qui ne le sont pas, et certaines tendances se dessinent clairement.

Des données factuelles montrent que la stratégie axée sur « la croissance, l'investissement et l'assurance » peut être largement payante. Nous devons promouvoir une croissance économique forte, durable et solidaire ; nous devons investir dans les ressources humaines, surtout dans la santé et l'éducation ; et nous devons mettre en place des filets de protection sociale et des mécanismes de protection contre les catastrophes naturelles et les pandémies afin d'empêcher que des populations sombrent dans la pauvreté extrême.

Nous savons aussi que, en tant qu'institution, le Groupe de la Banque mondiale doit mieux répondre à l'évolution des besoins des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire. Dans un monde où les capitaux sont plus facilement accessibles, nous devons nous appuyer davantage sur notre plus grand atout, à savoir la conjugaison de notre masse de connaissances avec des financements innovants pour mettre en œuvre des programmes qui ont le plus grand impact sur les plus pauvres. Notre objectif est d'aider les pays à traduire l'expérience mondiale en savoir-faire pratique afin de résoudre leurs problèmes les plus épineux.

Au cours de l'exercice écoulé, le Groupe de la Banque mondiale a accordé près de 60 milliards de dollars de prêts, de dons, de prises de participation ou de garanties à ses membres ou à des entreprises privées. La IBRD a fourni des financements d'un montant record par rapport à tout autre exercice en dehors de celui au cours duquel la crise financière mondiale battait son plein, avec des engagements totalisant 23,5 milliards de dollars. Pour sa part, l'IDA, le fonds de la Banque mondiale pour les plus pauvres, vient tout juste de conclure le premier exercice ayant enregistré le plus important volume d'engagements dans un cycle de reconstitution de ses ressources, soit 19 milliards de dollars. Avec le concours de notre personnel déterminé et dévoué, nous avons pu renforcer notre performance et faire en sorte que les connaissances et les compétences en matière de développement au sein de notre institution soient transférées plus facilement à travers le monde entier.

Alors que le monde cherche à porter le volume des financements destinés au développement de plusieurs milliards à plusieurs milliers de milliards de dollars — grâce à des sources de fonds de pays à revenu élevé, intermédiaire et faible —, l'action du Groupe de la Banque mondiale tout entier sera essentielle pour attirer des investissements du secteur privé dans les marchés émergents et les pays fragiles. IFI et la MIGA, deux de nos

institutions qui se consacrent au développement du secteur privé, ont entrepris de redoubler d'efforts en ce sens. Au cours de l'exercice écoulé, IFI a financé des activités axées sur le développement du secteur privé à hauteur d'environ 17,7 milliards de dollars, dont 7,1 milliards de dollars mobilisés auprès de partenaires d'investissement. La MIGA a émis des garanties contre des risques politiques et pour l'amélioration des termes du crédit à hauteur de 2,8 milliards de dollars en appui à divers investissements, parmi lesquels des projets d'infrastructure indispensables.

Près de 1 milliard de personnes vivant dans l'extrême pauvreté veulent l'égalité des chances pour accéder à une vie meilleure. Elles comptent sur des politiques et des programmes qui leur ouvrent des perspectives. Les États doivent saisir l'occasion qui se présente. Nos partenaires du secteur privé doivent envisager de nouveaux investissements. Le Groupe de la Banque mondiale, les banques de développement multilatérales qui sont nos partenaires et nos futurs nouveaux partenaires doivent tous œuvrer ensemble pour ne pas laisser échapper cette occasion, animés par une conviction profonde. En travaillant de concert, nous pouvons promouvoir une croissance durable qui ne fait pas d'exclus et donner des chances aux pauvres et aux personnes vulnérables. Nous pouvons être la génération qui aura mis fin à l'extrême pauvreté.



JIM YONG KIM

*Président du Groupe de la Banque mondiale
et Président du Conseil des Administrateurs*

ENGAGEMENTS MONDIAUX

Le Groupe de la Banque mondiale a continué d'accorder une aide importante aux pays en développement durant l'exercice écoulé, et l'organisation s'est attachée à obtenir des résultats plus rapidement, se rendant encore plus utile à ses clients et à ses partenaires, et apportant des solutions de niveau mondial à des problèmes locaux.





USD 60 MILLIARDS

de prêts, dons, prises de participation et garanties en faveur de pays partenaires et d'entreprises privées.

Le montant total inclut les projets multirégionaux et mondiaux. La répartition par région tient compte des classifications des pays par la Banque mondiale.

L'IMPACT DE NOTRE ACTION

Le Groupe de la Banque mondiale tout entier est allé puiser dans ses atouts, son savoir-faire et ses ressources pour aider les pays et d'autres partenaires à faire véritablement la différence sur le plan du développement, en stimulant la croissance économique, en promouvant l'inclusion sociale et en assurant la durabilité des interventions menées.

STIMULER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

BIRD/IDA

49

millions de particuliers et de très petites, petites et moyennes entreprises ont bénéficié de services financiers

27 700

kilomètres de routes construites ou remises en état

IFC

237

millions de clients ont bénéficié de raccordements téléphoniques

2,5

millions d'emplois fournis

MIGA

14,7

milliards de dollars de nouveaux prêts consentis par des clients de la MIGA

100 325

emplois fournis

PROMOUVOIR L'INCLUSION SOCIALE

BIRD/IDA

123

millions de personnes ont bénéficié de services dans le domaine de la santé, la nutrition et le planning familial

14,5

millions de personnes couvertes par des programmes de protection sociale

IFC

3,5

millions d'élèves et étudiants ont bénéficié de prestations d'éducation

3,4

millions d'agriculteurs ont reçu une aide

MIGA

21,8

millions de personnes ont gagné accès à l'électricité

142

millions de personnes ont gagné accès à des moyens de transport

ASSURER LA DURABILITÉ

BIRD/IDA

41

millions de tonnes d'équivalent CO₂ doivent être réduites grâce notamment à des instruments climatiques spéciaux

34

pays ont bénéficié du renforcement de leurs systèmes de gestion des finances publiques

IFC

19,5

milliards de dollars de recettes publiques générées par des clients d'IFC

9,7

millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites grâce aux investissements d'IFC durant l'exercice 15

MIGA

4

millions de personnes ont gagné accès à l'eau potable

3

milliards de dollars de recettes publiques générées par des clients de la MIGA

LES INSTITUTIONS DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales sources de financements et de connaissances pour les pays en développement. Il est composé de cinq institutions ayant en commun la détermination à lutter contre la pauvreté, accroître la prospérité partagée et promouvoir le développement durable.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

accorde des prêts aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables.

L'Association internationale de développement (IDA)

accorde des prêts sans intérêts, appelés crédits, aux gouvernements des pays les plus pauvres.

La Société financière internationale (IFC)

fournit des prêts et des services-conseil et procède à des prises de participation afin de stimuler les investissements du secteur privé dans les pays en développement.

L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)

fournit des assurances contre les risques politiques et aide à améliorer les termes des crédits pour les investisseurs et les prêteurs afin de favoriser les investissements directs étrangers dans les économies émergentes.

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)

fournit des facilités internationales pour l'arbitrage et le règlement des différends liés aux investissements.

FINANCEMENTS ACCORDÉS PAR LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE À SES PARTENAIRES

Par exercice, en millions de dollars

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE	2015	2014	2013	2012	2011
Engagements ^a	59 776	58 190	50 232	51 221	56 424
Décaissements ^b	44 582	44 398	40 570	42 390	42 028
BIRD					
Engagements	23 528	18 604	15 249	20 582	26 737
Décaissements	19 012	18 761	16 030	19 777	21 879
IDA					
Engagements	18 966	22 239	16 298	14 753	16 269
Décaissements	12 905	13 432	11 228	11 061	10 282
IFC					
Engagements ^c	10 539	9 967	11 008	9 241	7 491
Décaissements	9 264	8 904	9 971	7 981	6 715
MIGA					
Émissions brutes de garanties	2 828	3 155	2 781	2 657	2 099
FONDS FIDUCIAIRES EXÉCUTÉS PAR LES BÉNÉFICIAIRES					
Engagements	3 914	4 225	4 897	3 988	3 828
Décaissements	3 401	3 301	3 341	3 571	3 152

a. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, et les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires, ainsi que les émissions brutes de garanties de la MIGA. Les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires englobant tous les dons exécutés par les bénéficiaires, le total des engagements du Groupe de la Banque mondiale est différent du montant présenté dans la Fiche de performance institutionnelle du Groupe de la Banque mondiale, lequel ne se rapporte qu'à un sous-ensemble d'activités exécutées au moyen de fonds fiduciaires.

b. Inclut les décaissements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires.

c. Engagements à long terme sur le propre compte d'IFC. N'inclut pas les financements à court terme mobilisés auprès d'autres investisseurs.

es·sen·tial
/esāsjɛl/

IFC EN BREF

Tout au long de son histoire, IFC s'est fait un devoir de s'atteler à des tâches difficiles — sachant que les enseignements tirés de son expérience l'aideront à guider le secteur privé pour qu'il contribue encore davantage à la croissance et à la réduction de la pauvreté.

Membre du Groupe de la Banque mondiale, IFC est la plus importante institution mondiale d'aide au développement dont les activités sont axées sur le secteur privé dans les pays en développement. Créée en 1956, IFC est contrôlée par les 184 pays qui en sont membres et définissent ensemble sa politique.

Grâce à sa présence dans une centaine de pays, un réseau composé de centaines d'institutions financières et plus de 2 000 clients dans le secteur privé, IFC est particulièrement bien placée pour créer des opportunités là où elles font le plus défaut.

IFC utilise son capital, ses compétences et son influence pour aider le monde à mettre fin à l'extrême pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée.



Il est indispensable que
les secteurs public et privé
jouent chacun leur rôle.

PERSPECTIVE DE LA DIRECTION

Une lettre du Vice-président exécutif et Directeur général d'IFC, Jin-Yong Cai

Les besoins des pays en développement sont considérables. Durant les vingt dernières années, toutefois, notre expérience a démontré qu'une étroite coopération entre les secteurs public et privé pouvait donner des résultats spectaculaires. Depuis 1990, le nombre d'êtres humains vivant en situation d'extrême pauvreté a été réduit de plus de moitié et la taille des classes moyennes travailleuses des pays en développement a presque triplé.

Aujourd'hui, la communauté internationale lance une ambitieuse initiative — les Objectifs de développement durable — pour surmonter l'ensemble des obstacles qui entravent les progrès des pays en développement et nuisent à leur prospérité. La réalisation de ces objectifs au cours des quinze prochaines années demandera que la communauté internationale y consacre des milliers de milliards de dollars par an et exploite de façon optimale la puissance des économies de marché — qui gagnent en efficacité lorsqu'elles sont équitables, transparentes et solidaires. Dans cette perspective, il est indispensable que les secteurs public et privé jouent chacun leur rôle.

Nous sommes convaincus que le secteur privé est un élément essentiel du développement durable — et nous savons comment

créer les partenariats public-privé nécessaires pour relever les défis les plus urgents en matière de développement. Durant l'exercice 15, les investissements à long terme d'IFC dans les pays en développement se sont montés à 17,7 milliards de dollars, soit une augmentation de 17 % par rapport à l'exercice précédent. Plus de la moitié de ce montant — quelque 7 milliards de dollars — a été mobilisée auprès d'autres investisseurs qui se sont associés à nos projets en raison des excellents résultats obtenus par IFC durant ses soixante années d'existence tant au plan du développement qu'en matière de rendements financiers.

L'action d'IFC a contribué à créer des opportunités dans une centaine de pays en développement, notamment sur les marchés les plus difficiles. Nos investissements à long terme dans les pays les plus pauvres — ceux qui sont admis à emprunter à l'Association internationale de développement du Groupe de la Banque mondiale — ont atteint près de 4,7 milliards de dollars, soit plus du tiers de l'ensemble de nos projets. IFC a réalisé 10 % de ses projets (pour un montant supérieur à 600 millions de dollars) dans des régions fragiles ou touchées par un conflit.

Ce faisant, IFC a aidé ses clients à améliorer les conditions de vie des populations et à promouvoir une croissance durable. Ces clients ont fourni 2,5 millions d'emplois, contribué à

l'éducation de 3,5 millions d'élèves et assuré des soins à plus de 17 millions de patients. Ils ont distribué de l'eau à plus de 23 millions de personnes et alimenté en électricité et en gaz respectivement 56 millions et 35 millions d'usagers.

Nous avons obtenu tous ces résultats en dépit des turbulences des marchés, de la baisse des cours des produits de base et de l'instabilité politique régnant dans certaines régions. Durant l'exercice, IFC a dévoilé plusieurs projets présentant un potentiel considérable au plan du développement. Nous avons aidé la Colombie à mettre en œuvre un ambitieux projet (chiffré à 24 milliards de dollars) de modernisation de son réseau routier. En Inde, nous avons joué un rôle de catalyseur dans les efforts engagés pour développer les marchés financiers et nous avons lancé un programme d'obligations offshore libellées en roupies dont le succès a amené la banque centrale indienne à étudier la possibilité de permettre aux entreprises nationales d'émettre des obligations similaires sur les marchés étrangers. Par ailleurs, IFC a accepté de réaliser un montage financier d'un montant de 300 millions de dollars pour faciliter la construction du plus important parc éolien d'Amérique centrale.

Dans le domaine des services-conseil, IFC a continué d'obtenir d'excellents résultats au profit de ses clients. Plus de 90 % des clients

de ces services se sont déclarés satisfaits de notre travail. En outre, nous avons réalisé près de deux tiers de nos activités de conseil dans les pays les plus pauvres, dont 20 % dans des régions fragiles ou touchées par un conflit.

IFC Asset Management Company a continué de croître en portant à 8,5 milliards de dollars le montant des actifs dont elle assume la gestion dans neuf fonds de placement et en mobilisant 761 millions de dollars à l'appui des projets d'IFC.

Je suis fier des efforts déployés par le personnel d'IFC pour améliorer les conditions de vie de millions d'êtres humains dans les pays en développement. Il est toutefois possible de faire encore beaucoup plus pour relever les défis du développement — particulièrement en mobilisant les financements nécessaires à la réalisation des Objectifs de développement durable. IFC, j'en suis convaincu, est bien placée pour surmonter ces défis dans les années à venir grâce à ses résultats.



JIN-YONG CAI

*Vice-président exécutif
et Directeur général d'IFC*

ESSENTIEL : POURQUOI LE SECTEUR PRIVÉ EST UN FACTEUR CLÉ DE DÉVELOPPEMENT

Au cours des vingt dernières années, les progrès remarquables du développement économique à travers le monde ont permis d'arracher plus de 700 millions de personnes à l'extrême pauvreté tout en créant des millions d'emplois. La crise financière mondiale de 2008 a cependant ralenti ces progrès et l'économie mondiale a encore du mal à repartir de l'avant.

Plus d'un milliard de personnes vivent encore avec moins de 1,25 dollar par jour. Si l'on veut mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030 et créer les conditions nécessaires à une prospérité durable, il faut accélérer la croissance économique. La croissance doit être à l'épreuve de défis toujours plus nombreux, comme le changement climatique, les conflits et l'instabilité, et des épidémies qui se propagent rapidement.

On ne peut relever ces défis sans un secteur privé fort et engagé. Les pays en développement ont besoin de quelque 2 000 milliards de dollars par an rien que pour réaliser les investissements dont ils ont besoin dans les secteurs de l'électricité, des transports et de la santé.

Plus grande institution mondiale d'aide au développement intervenant auprès du secteur privé, IFC sait comment mobiliser d'importants capitaux privés pour créer des opportunités dans les régions les plus difficiles. Au cours des six dernières décennies, la Société a mobilisé environ 2,6 milliards de dollars de capitaux auprès de ses États membres, ce qui lui a permis de porter à 224 milliards de dollars le montant total de ses financements en faveur de l'expansion du secteur privé.

Une action particulièrement ciblée est toutefois requise pour que la croissance du secteur privé profite à ceux qui en ont le plus besoin. IFC joue un rôle important à cet égard — en réalisant des investissements qui élargissent les perspectives des populations pauvres, en aidant les entreprises à améliorer les normes environnementales et sociales ainsi que les règles en matière de gouvernance et en promouvant,

dans le domaine du climat de l'investissement, la mise en place de mécanismes propices à une prospérité partagée par tous.

C'est là une tâche difficile, qui demande parfois des jugements et des choix délicats. Mais depuis qu'elle existe, IFC s'est toujours attelée à des tâches difficiles — sachant que les enseignements tirés de son expérience l'aideront à guider le secteur privé pour qu'il contribue encore davantage à la croissance et à la lutte contre la pauvreté.

**Une action particulièrement
ciblée est requise pour que la
croissance du secteur privé profite
à ceux qui en ont le plus besoin.**

Les pays en développement ont besoin de quelque 2 000 milliards de dollars par an rien que pour réaliser les investissements dont ils ont besoin dans les secteurs de l'électricité, des transports et de la santé. Ils ne peuvent relever un défi d'une telle ampleur sans collaboration entre le secteur public et le secteur privé.

— Ouvrir ici pour
voir ce qui
reste à faire.

— Au cours des six dernières décennies, IFC a mobilisé environ 2,6 milliards de dollars de capitaux auprès de ses États membres, ce qui lui a permis de porter à 224 milliards de dollars le montant total de ses financements en faveur de l'expansion du secteur privé. Mais bien plus reste à faire.

12

USD 2,6
MILLIARDS

Mobilisés
auprès des
actionnaires de la
Société depuis 1956

USD 224
MILLIARDS*

Financements
mobilisés par
IFC depuis 1956
pour développer
le secteur privé

*Chiffre non corrigé de l'inflation.

USD 250

MILLIARDS

Déficit de financement annuel
dans le secteur de l'éducation

o•p•p•o•r•t•u•r•n
/•o•p•o•r•t•y•n•i

ESSENTIEL : OPPORTUNITÉS

IFC s'efforce en priorité de créer des opportunités là où elles font le plus défaut — dans les pays les plus pauvres et les plus fragiles, et pour les catégories de population les plus vulnérables.

ités

te/

Pour 1,5 milliard d'habitants des pays en développement, les emplois précaires et peu rémunérés sont la norme. Il est impératif d'accélérer la création d'emplois, d'élargir les possibilités offertes aux femmes et de moderniser les services de santé et d'éducation.

Nom : opportunités

Ensemble de conditions qui permettent de faire quelque chose. « Nous avons identifié une bonne opportunité commerciale. »

ESSENTIEL : CAPITAUX

IFC aide à mobiliser des capitaux privés pour financer le développement tout en favorisant la prospérité pour tous. Pour ce faire, la Société aide les entreprises à atténuer les risques et à améliorer les normes environnementales et sociales ainsi que les règles en matière de gouvernance.

Pour mobiliser des capitaux privés, il faut offrir un assortiment d'incitations approprié qui réponde à un double besoin : la rentabilité pour les entreprises privées et des services financièrement abordables pour les ménages.

Nom : capitaux

Richesse sous forme de liquidités ou autres actifs détenus par une personne physique ou morale, ou disponibles ou fournis à des fins particulières, par exemple pour créer une entreprise ou pour investir. « Les taux de rendement des capitaux investis étaient élevés. »

ca
/ka

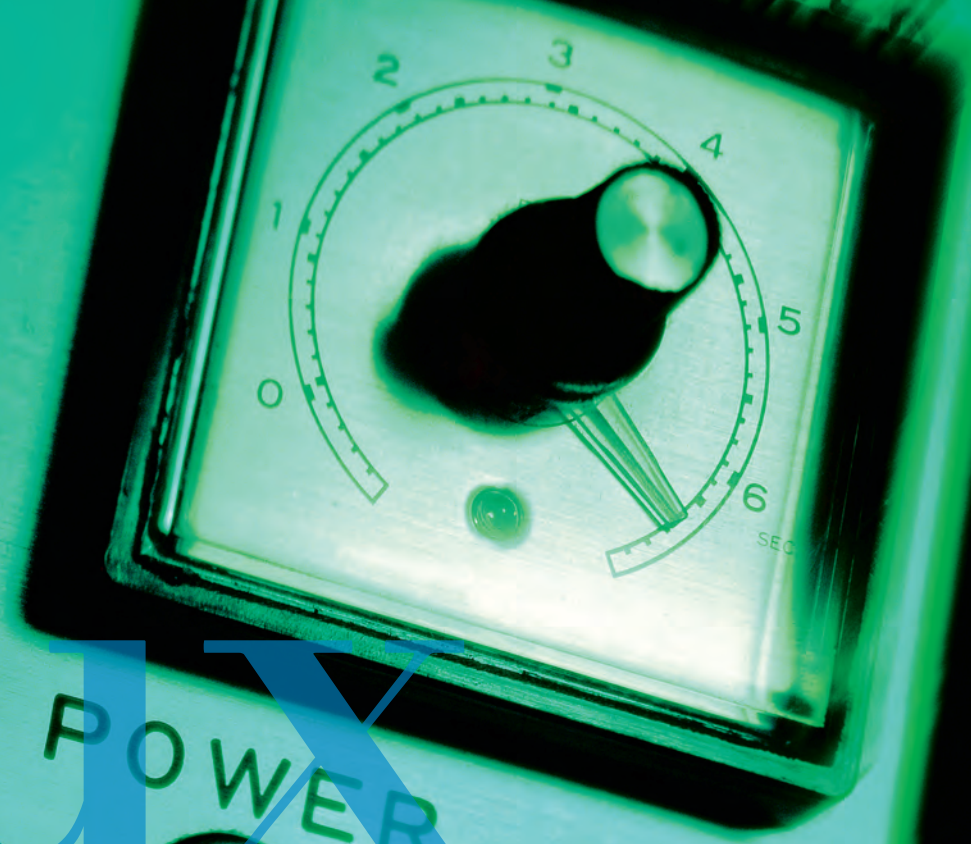
Jusqu'à

USD 690

MILLIARDS

Déficit de financement annuel
dans le secteur de l'électricité

pitau
pitou/



Jusqu'à

USD 470

MILLIARDS

Déficit de financement annuel
dans le secteur des transports

croissant
/krwa

ESSENTIEL : CROISSANCE

IFC aide les entreprises à lever les obstacles à la croissance durable. La Société s'emploie à renforcer les infrastructures, à promouvoir les petites et moyennes entreprises et à faciliter l'accès des individus aux financements dont ils ont besoin pour prospérer.

—

Près d'un milliard de personnes luttent pour survivre avec moins de 1,25 dollar par jour. Si l'on veut mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030 et promouvoir une prospérité partagée, il faut accélérer la croissance économique et la création d'emplois.

Nom : croissance

Accroissement de la valeur ou de l'activité économique. « L'État veut relancer la croissance économique. »

ce
sans/

ESSENTIEL : IMPACT

IFC cherche des moyens créatifs d'optimiser la capacité du secteur privé de créer des opportunités et de promouvoir une croissance solidaire, ce qui maximise l'impact.

Le secteur privé stimule l'innovation sans laquelle l'économie ne peut prospérer. Il représente 90 % des emplois et produit la plus grande partie des biens et des services dont les gens ont besoin pour améliorer leurs conditions de vie.

Nom : *impact*
Effet ou influence d'une personne, d'une chose ou d'une action sur une autre. « Nos initiatives régionales ont eu un impact sensible sur l'emploi. »

●
im ●
/
er

Jusqu'à

USD 240

MILLIARDS

Déficit de financement
annuel dans le secteur
des télécommunications

paquet
paquet/

L'ÉQUIPE DE DIRECTION D'IFC

L'équipe de dirigeants chevronnés d'IFC veille à ce que l'institution utilise ses ressources efficacement en cherchant à optimiser son impact sur le développement et à répondre aux besoins de ses clients.

L'équipe de direction met à profit des années d'expérience en matière de développement et tire parti de la diversité de ses connaissances et de ses perspectives culturelles — autant de qualités qui renforcent le caractère unique de la Société. L'équipe définit les stratégies et les politiques de manière à permettre à IFC de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres des pays en développement.



James Scriven, Vice-président, Risque institutionnel et viabilité



Jean-Philippe Prosper, Vice-président, Services mondiaux à la clientèle



Gavin Wilson, Directeur général, IFC Asset Management Company



Ethiopis Tafara, Conseiller juridique et Vice-président, Risque institutionnel et viabilité



Nena Stoilkovic, Vice-présidente, Partenariats mondiaux, et Vice-présidente du Groupe de la Banque mondiale - Pôles mondiaux d'expertise



Anshul Krishan, Secrétaire général



Dimitris Tsitsiragos, Vice-président, Services mondiaux à la clientèle



Jingdong Hua, Vice-président et Trésorier



Karin Finkelston, Vice-présidente, Partenariats mondiaux



Jin-Yong Cai, Vice-président exécutif et Directeur général d'IFC

RÉTROSPECTIVE DE L'EXERCICE D'IFC

Au cours de l'exercice 15, IFC a investi près de 18 milliards de dollars, dont plus de 7 milliards de dollars mobilisés auprès d'autres investisseurs. Grâce à son approche globale, elle a aidé les entreprises à innover, à mettre en place des industries compétitives au niveau international et à créer des emplois de qualité.

IFC : PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES	2015	2014	2013	2012	2011
Millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices*					
Revenu (perte) net(te) imputable à IFC	445	1 483	1 018	1 328	1 579
Dons à l'IDA	340	251	340	330	600
Revenu avant dons à l'IDA	749	1 739	1 350	1 658	2 179
Total, actif	87 548	84 130	77 525	75 761	68 490
Prêts, participations et titres de dette, nets	37 578	38 176	34 677	31 438	29 934
Juste valeur estimative des participations	14 834	14 890	13 309	11 977	13 126
PRINCIPAUX RATIOS					
Rendement de l'actif moyen (base GAAP)	0,5 %	1,8 %	1,3 %	1,8 %	2,4 %
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP)	1,8 %	6,4 %	4,8 %	6,5 %	8,2 %
Encaisses et placements immédiatement disponibles en pourcentage des besoins estimés de liquidités pour les trois prochains exercices	81 %	78 %	77 %	77 %	83 %
Ratio d'endettement	2,6:1	2,7:1	2,6:1	2,7:1	2,6:1
Montant total des ressources nécessaires (milliards d'USD)	19,2	18,0	16,8	15,5	14,4
Montant total des ressources disponibles (milliards d'USD)	22,6	21,6	20,5	19,2	17,9
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé	7,5 %	6,9 %	7,2 %	6,6 %	6,6 %
* Voir page 4 l'Examen et l'Analyse de la Direction et les États financiers consolidés pour plus de détails sur le calcul des chiffres portés dans ce tableau : http://www.ifc.org/FinancialReporting .					
IFC : PRINCIPALES DONNÉES OPÉRATIONNELLES	2015	2014	2013	2012	2011
Millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices					
ENGAGEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS À LONG TERME					
Nombre de projets	406	364	388	365	324
Nombre de pays	83	73	77	78	82
Pour le compte d'IFC	10 539	9 967	11 008	9 241	7 491
RESSOURCES MOBILISÉES*					
Prêts syndiqués ¹	4 194	3 093	3 098	2 691	4 680
Financements structurés	–	–	–	–	–
Initiatives d'IFC et autres	1 631	1 106	1 696	1 727	1 340
Fonds d'Asset Management Company (AMC)	761	831	768	437	454
Partenariats public-privé (PPP) ²	548	113	942	41	–
Montant total des ressources mobilisées	7 133	5 142	6 504	4 896	6 474
DÉCAISSEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS					
Pour le compte d'IFC	9 264	8 904	9 971	7 981	6 715
Prêts syndiqués ³	2 811	2 190	2 142	2 587	2 029
PORTFEUILLE D'ENGAGEMENTS					
Nombre d'entreprises	2 033	2 011	1 948	1 825	1 737
Pour le compte d'IFC	50 402	51 735	49 617	45 279	42 828
Prêts syndiqués ⁴	15 330	15 258	13 633	11 166	12 387
FINANCEMENTS À COURT TERME					
Montant moyen du solde	2 837	3 019	2 739	2 529	1 881
SERVICES-CONSEIL					
Dépenses au titre des services-conseil	202,1	234,0	231,9	197,0	181,7
Pourcentage du programme consacré aux pays IDA ⁵	65 %	66 %	65 %	65 %	64 %

N.B. À compter de cet exercice, IFC modifie sa méthode de compte rendu du montant des investissements. Désormais, afin d'aligner sa démarche sur celle des banques commerciales, la Société communique les données relatives aux investissements à court terme indépendamment des informations sur les investissements à long terme. Les investissements à court terme sont déclarés sous la forme du montant moyen du solde pour l'exercice concerné. Ce tableau présente les données de cinq années calculées en vertu de la nouvelle méthode de compte rendu.

* Financements provenant d'entités autres qu'IFC mis à la disposition des clients grâce à la participation directe de la Société à la mobilisation des ressources.

1. Comprennent les prêts B, les prêts parallèles, les prêts du programme MCPP et les participations à des prêts A.
2. Financements provenant de tiers et affectés à des projets de partenariats public-privé grâce à l'intervention d'IFC en tant que conseiller principal auprès d'entités nationales et locales ou d'autres entités publiques.
3. Comprennent les prêts B, les prêts parallèles gérés par IFC et les prêts MCPP.
4. Comprennent les prêts B, les participations à des prêts A, les prêts parallèles gérés par IFC, les participations non financées aux risques et les prêts MCPP.
5. Toutes les références faites dans ce rapport au pourcentage de dépenses de services-conseil consacrées aux pays IDA, aux États fragiles et aux pays touchés par un conflit excluent les projets à caractère mondial.

L'IMPACT D'IFC DANS LE MONDE

Les activités d'IFC ont contribué à créer des opportunités dans une centaine de pays en développement, notamment sur les marchés les plus difficiles.

La Société a consacré plus d'un tiers de ses investissements à long terme — 4,7 milliards de dollars au total — aux pays les plus pauvres du monde. Environ 10 % de ses projets, chiffrés à plus de 600 millions de dollars, ont été réalisés dans des régions fragiles ou touchées par des conflits.





USD 17,7
MILLIARDS*

d'engagements au titre d'investissements à long terme, dont plus de 7 milliards de dollars mobilisés auprès d'autres investisseurs

*Projets mondiaux inclus

L'IMPACT D'IFC DANS LE MONDE

ENGAGEMENTS À LONG TERME
PAR CATÉGORIE SOCIALE ET
ENVIRONNEMENTALE, EX. 15

Catégorie	Engagements (millions d'USD)	Nombre de projets
A	1 508	25
B	3 244	157
C	215	57
FI*	256	15
FI-1	1 311	17
FI-2	2 937	100
FI-3	1 067	35
TOTAL	10 539	406

* La catégorie FI s'applique aux nouveaux engagements portant sur des projets existants. Pour de plus amples informations sur les définitions des catégories, consulter le site www.ifc.org/escategories.

PAYS BÉNÉFICIAIRES DES PLUS
GROS ENGAGEMENTS D'IFC¹

Au 30 juin 2015 (sur la base des données pour le compte d'IFC)

Pays (classement mondial)	Portefeuille d'engagements (millions d'USD)	% du portefeuille mondial
Inde (1)	4 809	9,54 %
Chine (2)	3 608	7,16 %
Turquie (3)	3 174	6,30 %
Brésil (4)	2 519	5,00 %
Nigéria (5)	1 621	3,22 %
Indonésie (6)	1 437	2,85 %
Mexique (7)	1 383	2,74 %
Fédération de Russie (8)	1 188	2,36 %
Pakistan (9)	1 176	2,33 %
Colombie (10)	1 026	2,03 %

1. Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux imputables aux pays.

ENGAGEMENTS À LONG TERME, EX. 15

Montants en millions de dollars, pour le compte d'IFC au 30 juin 2015

Total	10 539 (100,0 %)
PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ	
Marchés financiers	4 697 (44,6 %)
Infrastructure	2 056 (19,5 %)
Agroindustrie et forêts	1 375 (13,1 %)
Services aux consommateurs et services sociaux	748 (7,1 %)
Hydrocarbures et industries extractives	515 (4,9 %)
Fonds	507 (4,8 %)
Industrie manufacturière	365 (3,5 %)
Télécommunications et technologies de l'information	275 (2,6 %)
PAR RÉGION	
Amérique latine et Caraïbes	2 379 (22,57 %)
Asie de l'Est et Pacifique	2 288 (21,71 %)
Afrique subsaharienne	1 831 (17,38 %)
Europe et Asie centrale	1 534 (14,55 %)
Asie du Sud	1 402 (13,30 %)
Moyen-Orient et Afrique du Nord	893 (8,47 %)
Monde	212 (2,01 %)

Certains montants prennent en compte les parts de projets mondiaux revenant aux régions.

PAR PRODUIT	
Prêts ¹	7 019 (66,60 %)
Participations ²	3 187 (30,24 %)
Garanties	273 (2,59 %)
Produits de gestion des risques	60 (0,57 %)

1. Y compris les produits de type prêt et quasi-prêt.

2. Y compris les produits de type participation et quasi-participation.

PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS, EX. 15

Montants en millions de dollars, pour le compte d'IFC au 30 juin 2015

Total	50 402 (100 %)
PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ	
Marchés financiers	16 046 (32 %)
Infrastructure	9 919 (20 %)
Industrie manufacturière	5 429 (11 %)
Services aux consommateurs et services sociaux	4 289 (8 %)
Fonds	4 163 (8 %)
Agroindustrie et forêts	3 401 (7 %)
Hydrocarbures et industries extractives	2 640 (5 %)
Financement du commerce	2 665 (5 %)
Télécommunications et technologies de l'information	1 849 (4 %)
PAR RÉGION	
Amérique latine et Caraïbes	11 198 (22 %)
Europe et Asie centrale	8 947 (18 %)
Afrique subsaharienne	8 681 (17 %)
Asie de l'Est et Pacifique	8 398 (17 %)
Asie du Sud	6 053 (12 %)
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5 923 (12 %)
Monde	1 203 (2 %)

Certains montants prennent en compte les parts de projets mondiaux revenant aux régions.

**NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT
PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ, EX. 15**

Total IFC	820 (USD 30 973)	63 %
Fonds	100 (USD 1 591)	74 %
Marchés financiers	243 (USD 11 481)	74 %
Agroindustrie et forêts	94 (USD 2 354)	62 %
Infrastructure	135 (USD 6 432)	61 %
Hydrocarbures et industries extractives	33 (USD 2 067)	55 %
Industrie manufacturière	89 (USD 3 921)	53 %
Services aux consommateurs et services sociaux	89 (USD 2 032)	52 %
Télécommunications et technologies de l'information	37 (USD 1 094)	41 %

Les chiffres situés à gauche de chaque barre correspondent au nombre total d'entreprises notées et à l'investissement total (en millions de dollars) d'IFC dans ces projets à la fin de l'exercice 15.

NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR RÉGION, EX. 15

Total IFC	820 (USD 30 973)	63 %
Asie de l'Est et Pacifique	110 (USD 4 341)	65 %
Amérique latine et Caraïbes	179 (USD 6 479)	65 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	91 (USD 3 924)	64 %
Afrique subsaharienne	149 (USD 3 962)	63 %
Asie du Sud	116 (USD 4 374)	61 %
Europe et Asie centrale	160 (USD 7 400)	61 %

Les chiffres situés à gauche de chaque barre correspondent au nombre total d'entreprises notées et à l'investissement total (en millions de dollars) d'IFC dans ces projets à la fin de l'exercice 15.

DÉPENSES AU TITRE DES SERVICES-CONSEIL, EX. 15

Montants en millions de dollars

Total	202,1 (100 %)
PAR RÉGION	
Afrique subsaharienne	53,6 (26,5 %)
Asie de l'Est et Pacifique	38,5 (19,0 %)
Europe et Asie centrale	33,7 (16,7 %)
Asie du Sud	22,9 (11,3 %)
Amérique latine et Caraïbes	21,8 (10,8 %)
Moyen-Orient et Afrique du Nord	20,5 (10,1 %)
Monde	11,1 (5,5 %)
PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ	
Secteur financier	64,0 (31,7 %)
Climat de l'investissement	50,5 (25,0 %)
Partenariats public-privé	30,9 (15,3 %)
Domaines intersectoriels	27,8 (13,8 %)
Énergie et utilisation efficace des ressources	16,9 (8,4 %)
Agroindustrie	11,9 (5,9 %)

**NOTES DU DOTS PONDÉRÉES ET NON PONDÉRÉES
POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT**

Ex. 15	820	63 %
	USD 30 973	72 %
Ex. 14	833	64 %
	USD 30 042	73 %
Ex. 13	716	66 %
	USD 29 674	73 %

Non pondérées ■ Pondérées ■

Les chiffres situés à gauche de chaque barre pour les notes du DOTS non pondérées correspondent au nombre total d'entreprises notées. Les chiffres situés à gauche de chaque barre pour les notes du DOTS pondérées correspondent au total des investissements d'IFC (en millions d'USD) dans ces projets.

MOBILISER LA FORCE DU SECTEUR PRIVÉ

Le secteur privé est une force indispensable au développement durable : il stimule l'innovation, améliore la productivité et l'efficacité économique et crée les emplois et la croissance nécessaires pour mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. IFC est particulièrement bien placée pour mobiliser la force du secteur privé afin de relever les défis les plus urgents de notre époque.

30 STIMULER LA CROISSANCE

IFC collabore avec des clients et des partenaires du secteur privé pour promouvoir une croissance durable et créer des emplois — en privilégiant le développement des infrastructures, la mobilisation de capitaux privés, la promotion des investissements dans la technologie et l'élargissement des débouchés offerts aux petites et moyennes entreprises.

40 RENFORCER LA RÉSILIENCE

La croissance économique n'est pas la seule condition indispensable au développement durable, loin s'en faut. Les pays en développement sont vulnérables à une liste grandissante de problèmes — que ce soit la sécurité alimentaire, le changement climatique ou l'exode rural. IFC collabore avec les entreprises et les pouvoirs publics pour aider à éliminer les principaux obstacles à une prospérité durable.

48 AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE

IFC s'emploie avant tout à sortir les gens de la pauvreté — en aidant les entreprises à créer des emplois, en élargissant l'accès à l'éducation et aux soins de santé, et en promouvant l'autonomisation économique des femmes. La Société concentre son action partout où elle peut être la plus utile et partout où la pauvreté est particulièrement enracinée.

STIMULER LA CROISSANCE : L'INFRASTRUCTURE

Créer des bases solides pour le développement

Les pays en développement consacrent chaque année près de 1 000 milliards de dollars de leurs dépenses à l'infrastructure — mais c'est à peine la moitié du montant nécessaire.

Ainsi, plus d'un milliard de personnes n'ont toujours pas l'électricité. Plus de 750 millions de personnes sont exposées aux risques que pose une eau insalubre. Plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès aux moyens de transport modernes. Ces difficultés réduisent la productivité, freinent la croissance économique et limitent les possibilités de sortir de la pauvreté.

Les pouvoirs publics ne peuvent pas à eux seuls combler le déficit de financement des infrastructures. C'est pourquoi IFC a pris les devants en finançant des projets d'infrastructure et en fournissant aux gouvernements clients des conseils sur les partenariats public-privé. Durant l'exercice 15, la Société a fourni 3,9 milliards de dollars de financements à long terme pour des projets d'infrastructure (en incluant les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs). Grâce à ses services-conseil, le secteur privé a investi 5,7 milliards de dollars dans les infrastructures publiques, ce qui devrait permettre à 16 millions de personnes d'avoir accès à des services essentiels tels que le transport, l'électricité et l'adduction d'eau.

IFC suit une approche globale en matière de développement des infrastructures. En Colombie, par exemple, son équipe chargée des partenariats public-privé fournit des conseils aux autorités pour un

vaste projet de modernisation des routes de 24 milliards de dollars. Par ailleurs, la Société a accepté d'investir 70 millions de dollars dans Financiera de Desarrollo Nacional — l'Agence colombienne de développement — pour aider à mobiliser des financements en faveur des projets d'infrastructure du pays.

Au Pakistan, où des millions de personnes ne sont pas reliées au réseau électrique national, IFC a investi 125 millions de dollars dans l'entreprise China Three Gorges South Asia pour aider à financer une série de projets d'énergie hydroélectrique, solaire et éolienne relevant du secteur privé. Une fois en service, ils devraient alimenter en électricité plus de 11 millions de personnes et accroître de 15 % la capacité nationale de production d'électricité.

Au Myanmar — où seulement un tiers des ménages ont l'électricité —, IFC et l'Association internationale de développement du Groupe de la Banque mondiale cofinancent la construction d'une centrale à gaz d'une capacité d'environ 750 MW par le secteur privé. La Société collabore également avec les compagnies publiques d'électricité à Yangon et Mandalay pour améliorer l'efficacité du système de distribution de l'électricité.

IFC s'emploie également à élargir l'accès à l'électricité au Népal, qui utilise moins de 1 % de son potentiel hydroélectrique estimé à 83 000 MW. En partenariat avec le Groupe GMR en Inde, la Société finance la construction d'une centrale hydroélectrique de 900 MW en amont du fleuve Karnali et deux projets de construction de lignes de transport d'électricité. Douze pour cent de l'électricité produite seront distribués gratuitement au Népal.

Au Kenya, à peine un quart de la population a accès à l'électricité. Pour aider le pays à étendre son réseau électrique, IFC a investi 50 millions de dollars dans Kenya Power & Lighting Company, la société nationale de distribution d'électricité, et lui a fourni des services-conseil pour l'aider à améliorer son efficacité opérationnelle.



Les pouvoirs publics ne peuvent pas à eux seuls combler le déficit de financement des infrastructures. C'est pourquoi IFC a pris les devants en finançant des projets d'infrastructure et en fournissant aux gouvernements clients des conseils sur les partenariats public-privé.

POURQUOI IL
FAUT FAIRE PLUS

1
MILLIARD

de personnes n'ont toujours
pas accès à l'électricité

STIMULER LA CROISSANCE : L'ACCÈS AUX FINANCEMENTS

Ouvrir de nouvelles voies vers la prospérité

Bishaka Bairagi rêvait de monter un atelier de confection de saris à Kolkata, en Inde, mais elle gagnait moins de 7 dollars par mois et se méfiait des prêteurs sur gages. « Ils nous traitent vraiment mal », disait-elle.

Un client d'IFC, Bandhan Financial Services, lui a prêté 66 dollars pour monter son affaire. Aujourd'hui, elle emploie 25 personnes et gagne 400 dollars par mois. Grâce à sa nouvelle source de revenus, elle a pu acheter une maison confortable et envoyer son fils à l'université.

À travers le monde, 2,5 milliards d'adultes n'ont pas accès à des services financiers de base. Dans les pays émergents, près de 200 millions de microentreprises et petites et moyennes entreprises n'ont qu'un accès limité au crédit et aux services financiers.

Les services financiers de base — cartes de débit, comptes en monnaie électronique et simples comptes bancaires — sont des outils indispensables pour sortir les populations de la pauvreté et stimuler la croissance économique. Ces comptes sont un moyen rapide pour les gens d'accéder aux services bancaires, qui les aident à accroître leurs revenus, à planifier leurs dépenses ménagères, à épargner pour l'avenir et à mieux gérer les risques économiques.

Grâce aux services-conseil d'IFC en Afrique, Nimna Diayte a pu louer du matériel pour sa petite entreprise au Sénégal.



POURQUOI IL
FAUT FAIRE PLUS

2,5
MILLIARDS

d'adultes n'ont toujours pas accès
aux services financiers de base

Bishaka Bairagi a monté son
atelier de confection de saris
avec un prêt de 66 dollars
accordé par un client d'IFC.



**Les services financiers
de base, comme les comptes
bancaires, sont indispensables
pour sortir les gens de la
pauvreté et stimuler la
croissance économique.**

IFC joue un rôle de premier plan dans la réalisation d'un objectif clé du Groupe de la Banque mondiale : l'accès de tous les adultes aux services financiers d'ici à 2020. En collaboration avec un réseau de quelque 800 institutions financières dans une centaine de pays en développement, la Société et d'autres institutions du Groupe de la Banque mondiale ont l'intention de faciliter l'ouverture de 600 millions de comptes bancaires d'ici à 2020 pour les personnes qui en sont dépourvues.

IFC a récemment formé un partenariat avec la société de cartes de crédit MasterCard pour créer un mécanisme de financement d'un montant de 250 millions de dollars qui élargira l'accès de millions de personnes aux services de paiement électroniques dans les marchés émergents. Cette collaboration permettra aux banques des pays en développement d'offrir davantage de moyens de paiement par carte de débit, carte de crédit, carte prépayée et carte électronique — qui sont plus sûrs et plus efficaces que les transactions en espèces — à davantage de particuliers et de petites entreprises.

La Société s'emploie également à lever les obstacles à l'efficacité et à la durabilité des flux de crédit — en améliorant l'accès à l'information sur le crédit, en promouvant des pratiques exemplaires de gestion du risque et en aidant les institutions financières à améliorer les normes environnementales et sociales.

En Amérique latine, IFC aide à moderniser le système régional de registres de garanties pour permettre aux emprunteurs de donner des biens meubles en gage — au lieu d'utiliser un nantissement traditionnel comme les biens fonciers. Cela permet à un plus grand nombre d'entreprises d'obtenir des prêts et de se développer. La Société met actuellement en place des systèmes de ce genre à Belize, à Sainte-Lucie, en République dominicaine et à Trinité-et-Tobago.

STIMULER LA CROISSANCE : LES PME

Accélérer la création d'entreprises locales

Lorsque Sonia Arias a lancé sa petite entreprise de textile il y a sept ans à Medellin, en Colombie, en empruntant à un taux d'intérêt élevé, il ne lui restait pas assez d'argent pour investir. Elle se souvient avoir eu l'impression qu'on lui « assenait de coups de bâton » quand elle a dû rembourser le prêt.

Aujourd'hui, un instrument financier peu connu apporte une aide précieuse à Arias et à d'autres chefs de petites entreprises qui ne possèdent pas les biens voulus pour garantir les prêts traditionnels. Les PME représentent la majorité des entreprises en Amérique latine. En Colombie, un nouveau registre de garanties leur permet de donner en gage des biens parfois très modestes (une machine à coudre, par exemple) pour recevoir un prêt.

Les résultats ont été spectaculaires. Depuis la mise en service du registre en 2014, des milliers de chefs d'entreprise ont donné en gage plus d'un million d'articles d'une valeur totale de plus de 93 milliards de dollars. Quelques-unes des plus grandes banques du pays figurent parmi les prêteurs.

La création d'entreprises locales stimule les économies émergentes. Les microentreprises et les petites et moyennes entreprises (MPME) représentent près de 90 % des entreprises et plus de 50 % des emplois dans le monde. Et pourtant, l'accès aux capitaux — surtout pour les entreprises détenues par des femmes — se limite encore souvent aux prêts assortis de taux d'intérêt prohibitifs.

Grâce à un prêt d'un client d'IFC, Sayeda Bayoumi a pu agrandir sa boutique de souvenirs près des pyramides égyptiennes.





IFC considère qu'il est essentiel de renforcer ces entreprises pour mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. Dans plus de 80 pays, la Société investit dans les petites entreprises et leur fournit des conseils sur toutes les phases du développement de leurs activités — réforme du climat de l'investissement, renforcement des compétences de gestion et accès aux financements et aux marchés. Elle joue également un rôle clé en mobilisant des financements pour les PME à l'échelle mondiale et en intervenant comme conseiller technique dans ce domaine auprès du Groupe des 20 principales économies du monde.

En 2014, IFC a collaboré avec des institutions financières du monde entier qui se spécialisent dans les prêts aux MPME. L'encours de prêts de ces institutions aux PME et aux microentreprises atteignait près de 270 milliards de dollars. Dans le cadre de son programme mondial de services bancaires aux PME, IFC a fourni des conseils à ses clients pour plus de 70 projets dans une quarantaine de pays. Près des deux tiers de ces projets se trouvaient dans des pays les plus pauvres, et 15 % dans des régions touchées par des conflits.

En Jordanie, IFC a aidé la Banque Al Etihad à lancer un nouveau modèle de services bancaires pour les femmes, notamment celles qui dirigent une petite entreprise. Le programme s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus vaste qui a permis d'accorder plus de 1,7 milliard de dollars à cette catégorie d'entreprises, qui emploient près de 120 000 personnes.

Au Pérou, les petites entreprises ont des difficultés à obtenir des financements. Pour les aider à résoudre ce problème, IFC a accepté d'investir 15 millions de dollars dans HMC Capital High Yield Peru Fund — le premier fonds du pays à investir exclusivement dans des obligations émises par des PME.

IFC considère qu'il est essentiel de renforcer ces entreprises pour mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.

POURQUOI IL FAUT FAIRE PLUS

90%

des entreprises à travers le monde sont des PME ou des microentreprises

STIMULER LA CROISSANCE : LES INVESTISSEMENTS TRANSFRONTIÈRES

Mobiliser des capitaux aux fins du développement

Les besoins des pays en développement sont énormes. D'ici à 2030, ils devront investir jusqu'à 950 milliards de dollars par an dans le secteur de l'électricité, jusqu'à 770 milliards de dollars par an dans le secteur des transports et environ 210 milliards de dollars par an dans la construction ou la modernisation d'équipements de santé tels que des hôpitaux.

À une époque où les ressources publiques sont limitées, ces chiffres dépassent de loin les capacités des pouvoirs publics. Il est impératif de former des partenariats à même de rassembler toutes les ressources disponibles pour le développement — notamment dans le secteur privé. IFC joue un rôle crucial dans la création de tels partenariats.

La mobilisation de capitaux auprès d'autres investisseurs — banques, institutions financières internationales, fonds souverains, fonds de pension et autres partenaires — est un élément essentiel de la stratégie d'IFC. Elle lui permet d'élargir l'éventail des ressources qu'elle apporte. Pour ses co-investisseurs, sa participation offre un meilleur équilibre entre risque et rendement. Pour les entreprises des pays en développement, elle aide à assurer un salubre transfert de connaissances.

Durant l'exercice 15, IFC a mobilisé 7,1 milliards de dollars d'investissements dans les pays en développement — soit 40 % du montant total de ses investissements à long terme. Ce résultat a été obtenu de deux manières qui montrent la place toujours faite par IFC à l'innovation dans ce domaine.

D'une part, IFC Asset Management Company offre un moyen novateur d'accroître le financement du développement et d'aider les investisseurs à tirer parti de la vaste expérience d'IFC en matière d'investissement dans les pays en développement. Depuis sa création en 2009, AMC a mis en place neuf fonds d'investissement qui gèrent quelque 8,5 milliards de dollars d'actifs.

D'autre part, le programme de prêts syndiqués d'IFC, le plus ancien et le plus important programme de syndication des banques multilatérales de développement, permet à plus de 175 institutions financières d'investir conjointement avec la Société dans des projets concernant des pays en développement. À la fin de l'exercice 15, le portefeuille de prêts syndiqués d'IFC se chiffrait à plus de 15,3 milliards de dollars.

En 2009, pour élargir sa base de co-investisseurs, IFC a élaboré un accord-cadre de coopération qui énonce les règles à suivre par les institutions de développement participant à ses projets. À la fin de l'exercice 15, 28 institutions étaient partie à cet accord. Depuis 2009, ces institutions ont fourni 3,4 milliards de dollars à des clients d'IFC.

Favoriser l'apport de capitaux d'un pays en développement à un autre — les investissements Sud-Sud — est un aspect important des activités d'IFC. Durant l'exercice 15, la Société a facilité près de 2 milliards de dollars d'investissements Sud-Sud. Par exemple, elle a investi 5 millions de dollars dans Nafith International, une société de logistique jordanienne qui aide à rationaliser les mouvements des camions dans quatre ports irakiens.

IFC continue d'inscrire de nouveaux projets dans son Programme de portefeuilles de prêts conjoints, dans lequel la Chine a engagé 3 milliards de dollars. Dans le cadre du programme, IFC conserve les pouvoirs requis pour monter et structurer les prêts et pour gérer le portefeuille. À la clôture de l'exercice 15, la quasi-totalité des fonds du Programme avait été allouée à des projets de développement.



Durant l'exercice 15, IFC a mobilisé 7,1 milliards de dollars d'investissements auprès de tiers dans les pays en développement — soit 40 % de ses investissements à long terme.

POURQUOI IL
FAUT FAIRE PLUS

USD 770
MILLIARDS

d'investissements annuels sont nécessaires dans le secteur des transports



STIMULER LA CROISSANCE : LA TECHNOLOGIE

Utiliser la technologie numérique pour autonomiser les pauvres

Abraham Pierre vit dans l'un des plus grands bidonvilles du pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental. Dans le quartier Jalousie de Port-au-Prince, en Haïti, les habitants n'ont pas l'eau courante ni l'électricité. Mais ils sont de plus en plus nombreux à avoir un téléphone portable, ce qui est indispensable aujourd'hui.

« Le téléphone, c'est l'accès à l'argent », dit Pierre, un professeur d'anglais qui donne aussi des cours particuliers, pour lesquels il prend ses rendez-vous et se fait payer par téléphone.

Cela n'a pas toujours été possible. Avant le tremblement de terre de 2010, seulement un Haïtien sur trois avait un téléphone portable, et moins d'un sur cent disposait d'un accès Internet. La compagnie de téléphonie publique nationale perdait près de 1,5 million de dollars par mois. Lorsque les autorités ont élaboré un plan de privatisation de Teleco pour améliorer et étendre les services téléphoniques dans le pays, elles se sont adressées à IFC pour faire de ce plan une réalité.

IFC a mis les autorités haïtiennes en contact avec la société vietnamienne Viettel, qui a pris une participation majoritaire dans Teleco et promis d'investir près de 100 millions de dollars pour améliorer le service. Le nouvel opérateur téléphonique, Natcom Haïti, a porté le nombre d'abonnés de 75 000 à 1,8 million et est aujourd'hui rentable.

IFC a aidé son client FINCA à développer les services bancaires par téléphonie mobile en République démocratique du Congo.



Abraham Pierre, professeur d'anglais en Haïti, se fait payer via son téléphone portable.



POURQUOI IL
FAUT FAIRE PLUS

1 sur 100

Avant 2010, moins d'un Haïtien sur cent avait un accès Internet.

Le téléphone portable est maintenant omniprésent en Haïti, où beaucoup l'utilisent pour accéder à l'Internet et rester en contact avec leurs amis, parents et collègues via les réseaux sociaux.

L'un des objectifs d'IFC est d'élargir l'accès des populations les plus démunies du monde à la technologie numérique. Un recours accru à cette forme de technologie pourrait injecter plus de 1 000 milliards de dollars dans l'économie mondiale d'ici à 2020, et les premiers bénéficiaires seraient les pays émergents, selon une récente étude. Des pays comme la Chine pourraient accroître leur PIB de près de 418 milliards de dollars, car la technologie contribue à améliorer et rationaliser les pratiques commerciales.

En 2014, IFC a investi 5 millions de dollars dans la première plateforme en ligne chinoise pour le recyclage et la revente d'appareils électroniques tels que les téléphones intelligents (smartphones) et les tablettes électroniques. L'investissement permettra à Aihuishou International de développer ses activités sans nuire à l'environnement. Les Chinois ont acheté 300 millions de smartphones en 2013. Aihuishou aide à recycler certains des téléphones qui sont remplacés.

Dans l'État de Bihar, l'un des plus pauvres de l'Inde, IFC a collaboré étroitement avec les autorités pour mettre en place un système de paiement en ligne qui automatise tous les versements de prestations de santé effectués par l'État au profit des agents de santé et de leurs bénéficiaires. Le programme, qui est financé par la Fondation Bill et Melinda Gates, élimine la facturation sur papier. Il libère également les professionnels de la santé, qui ont ainsi plus de temps (jusqu'à 33 % de plus) à consacrer aux services de santé nécessaires.

RENFORCER LA RÉSILIENCE : L'URBANISATION

Renforcer les municipalités et les centres urbains

Les villes sont considérées depuis longtemps comme l'avenir, et les projections actuelles montrent que c'est plus vrai aujourd'hui que jamais auparavant. En 2014, environ la moitié de la population mondiale vivait en milieu urbain. D'ici à 2050, ce chiffre devrait passer à 66 %. En Asie et en Afrique, la population urbaine aura doublé entre 2000 et 2030.

Les villes du futur représenteront bientôt 90 % de l'accroissement de la population mondiale, 80 % des émissions de carbone à l'échelle mondiale et 75 % de la consommation d'énergie. Pourtant, les villes sont l'endroit où de plus en plus de gens veulent vivre, car ils y trouvent des entreprises, des emplois, des relations et des opportunités — ce qui est particulièrement important pour les femmes dans les pays en développement.

Toutefois, une croissance explosive coûte cher. Pour accueillir les 300 millions de ruraux qui viendront grossir les rangs des citoyens en Chine au cours des deux prochaines décennies, le pays devra construire l'équivalent de toutes les infrastructures actuellement en place aux États-Unis. L'Inde et l'Afrique devront également faire face à un exode rural massif : 250 millions et 380 millions de personnes, respectivement, s'installeront dans des centres urbains.

IFC joue un rôle important en aidant les pays et les entreprises à relever le défi. La Société collabore avec ses partenaires pour répondre à une longue liste de besoins : routes, ponts, électricité,

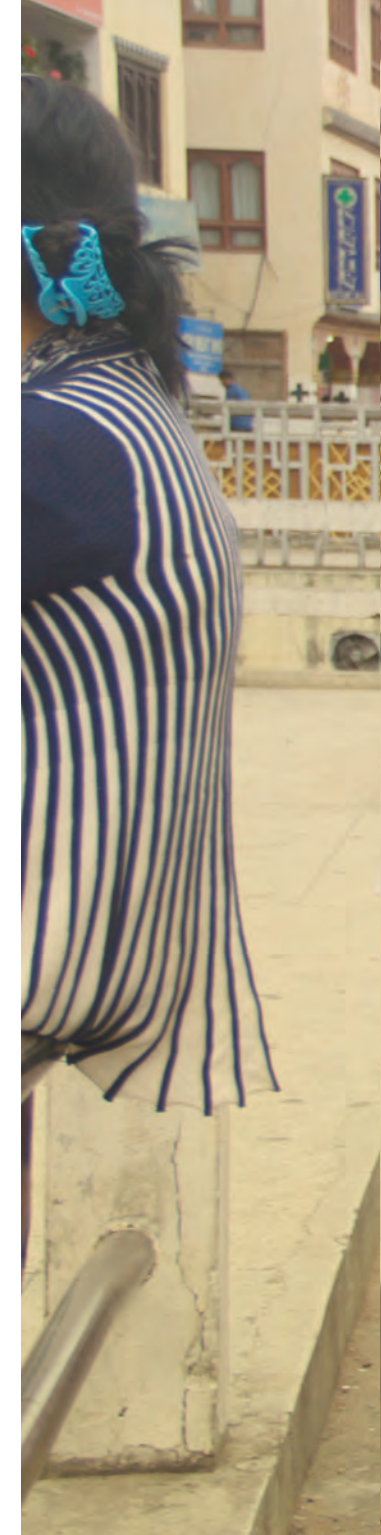
assainissement, accès à l'eau potable, etc. Elle s'est engagée à stimuler l'investissement dans les petites entreprises, à faciliter la construction de centres médicaux et à élargir l'accès à l'éducation.

En Chine, IFC aide à raccorder au réseau de distribution de gaz naturel, une source d'énergie moins chère et moins polluante, des millions de personnes qui vivent dans les villes chinoises en pleine expansion. Un accord de financement de 300 millions de dollars en faveur de China Gas Holdings et une prise de participation de 150 millions de dollars d'IFC et de son Fonds mondial pour l'infrastructure dans China Tian Lun Gas Holdings aideront à remplacer le charbon et d'autres combustibles pour répondre aux besoins des ménages et des entreprises ainsi qu'aux besoins de transport.

En Amérique latine, où 80 % de la population vit en milieu urbain, IFC a lancé une nouvelle initiative en faveur des villes qui vise à mobiliser toutes les ressources dont elle dispose pour promouvoir une croissance urbaine durable. Ainsi, en Colombie, la Société collabore avec les municipalités de Cali et Medellín pour améliorer le fonctionnement des entreprises municipales de services collectifs afin qu'elles desservent davantage de citoyens.

Parmi les projets en cours, on peut citer un financement de 176 millions de dollars pour un projet de transport en commun intelligent qui étendra et améliorera le réseau d'autobus de Bogota de façon à desservir 6 millions d'utilisateurs par jour.

Au Bhoutan, où une personne sur sept vit dans la capitale Thimphu, IFC a mobilisé 8 millions de dollars de capitaux privés et créé un partenariat public-privé pour réduire les problèmes de circulation. L'un des projets prévus est la construction du premier garage à étages de la ville, qui offrira des places de stationnement hors rue et permettra ainsi de décongestionner la voie publique tout en générant des centaines de milliers de dollars de recettes municipales.



Qui dit villes dit entreprises, emplois, contacts et opportunités — ce qui est particulièrement important pour les femmes dans les pays en développement.

POURQUOI IL
FAUT FAIRE PLUS

LES DEUX TIERS

de la population mondiale vivront
en ville d'ici à 2050



RENFORCER LA CAPACITÉ D'ADAPTATION :
LES MARCHÉS LOCAUX DES CAPITAUX

Créer des marchés financiers efficaces

Pour instaurer une prospérité durable, il faut des marchés des capitaux efficaces. Des marchés efficaces stimulent la croissance en aidant les entreprises à se développer et à créer des emplois. Ils aident les gens à acheter un logement et à investir dans leur avenir. Ils aident les pouvoirs publics à mobiliser des fonds pour construire des hôpitaux et des centrales électriques. Ils protègent les économies locales contre les risques financiers émanant d'autres pays.

Dans les pays en développement, beaucoup d'entreprises ont des difficultés à lever des fonds en monnaie nationale et doivent donc emprunter en devises, ce qui les expose à un risque accru — comme l'ont constaté de nombreuses entreprises des marchés émergents confrontées à la hausse du dollar.

IFC contribue de manière cruciale à renforcer les marchés locaux des capitaux. Pour ce faire, la Société émet des obligations en monnaie nationale, ce qui protège les entreprises contre les fluctuations des taux de change. Elle encourage un large éventail d'investisseurs internationaux à participer aux émissions de titres. Par ailleurs, elle aide les pays en développement à élaborer des politiques et des règles visant à renforcer les marchés des capitaux.

Au fil des ans, IFC est devenue le premier émetteur étranger d'obligations en monnaie nationale dans de nombreux pays en développement, incitant ainsi de nombreux pays à prendre de nouvelles mesures pour développer leurs marchés des capitaux.





De nombreuses entreprises ont des difficultés à lever des fonds en monnaie nationale et doivent donc emprunter en devises.

En Inde, au cours des deux dernières années, IFC a mis en place un programme d'émission d'obligations en roupies — d'un montant équivalant aujourd'hui à 5,5 milliards de dollars — qui permettra de mobiliser des financements dans des domaines cruciaux pour le pays, tels que les routes, le réseau électrique et les aéroports. Dans le cadre du programme, la Société a effectué sa première émission d'obligations sur les marchés étrangers (les obligations Masala), levant l'équivalent de 1,6 milliard de dollars auprès d'investisseurs internationaux pour financer des projets en Inde. Par ailleurs, IFC a levé l'équivalent de près de 100 millions de dollars dans le cadre d'une émission d'obligations sur le marché national, les obligations Maharaja.

Le succès de ce programme souligne le rôle catalyseur d'IFC dans le développement des marchés des capitaux : la Société a émis des obligations assorties d'échéances suffisamment variables pour établir de solides prix de référence pour les obligations libellées en roupies. Forte de la demande d'obligations en roupies ainsi créée auprès des investisseurs, la banque centrale indienne a envisagé d'autoriser les entreprises locales à émettre des obligations en roupies sur les marchés étrangers.

IFC a également aidé la Chine à accroître sa présence sur les marchés mondiaux des changes. Durant l'exercice 15, IFC a émis plus de 400 millions de dollars d'obligations libellées en renminbi à la Bourse de Londres, où elle est devenue l'un des plus gros émetteurs de ces titres sur ce marché. Le produit de ces émissions contribuera à soutenir le développement du secteur privé en Chine.

Au total, IFC a émis des obligations dans les monnaies de 17 pays émergents. En outre, la Société a fourni des financements libellés en plus de 60 monnaies nationales, sous forme de prêts, swaps, garanties, mécanismes de mutualisation des risques et autres produits structurés et titrisés.

POURQUOI IL FAUT FAIRE PLUS

USD 3 100
MILLIARDS

de titres de créance émis par les pays émergents en dollars

RENFORCER LA CAPACITÉ D'ADAPTATION : LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Aider à contenir une menace mondiale

Les pays en développement seront les plus durement touchés par le changement climatique, qui risque de compromettre l'action qu'ils ont engagée pour répondre à leurs besoins alimentaires et leurs besoins en eau et en énergie.

Les pays en développement auront besoin de sommes colossales pour faire face au changement climatique : jusqu'à 1 000 milliards de dollars par an. Le secteur privé a un rôle indispensable à jouer, et IFC est à l'avant-garde des efforts visant à mobiliser des capitaux privés pour relever ce défi.

La Société fournit des financements et des services-conseil pour aider à mettre en place des programmes qui améliorent les rendements énergétiques et valorisent les énergies renouvelables, tels que la construction écologique et l'énergie solaire. Depuis 2005, IFC a investi sur le long terme plus de 13 milliards de dollars dans des projets liés au climat, dont 2,3 milliards de dollars dans 103 projets menés dans 31 pays durant l'exercice 15. La Société a aussi mobilisé 2,2 milliards de dollars auprès d'autres investisseurs.

IFC collabore avec les pouvoirs publics, les entreprises et les investisseurs pour les aider à faire face à la modification probable des méthodes de gestion des émissions de carbone à l'échelle mondiale. Cette année, les dirigeants de 190 pays se réuniront pour essayer de parvenir à un accord mondial sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. La Société conseille ses clients sur la manière de traiter des questions telles que la tarification du carbone, l'échange de droits d'émission et la façon de mobiliser des financements sur le marché du carbone.

Au Panama, IFC a accepté de fournir un financement de 300 millions de dollars pour aider à construire le plus grand parc éolien

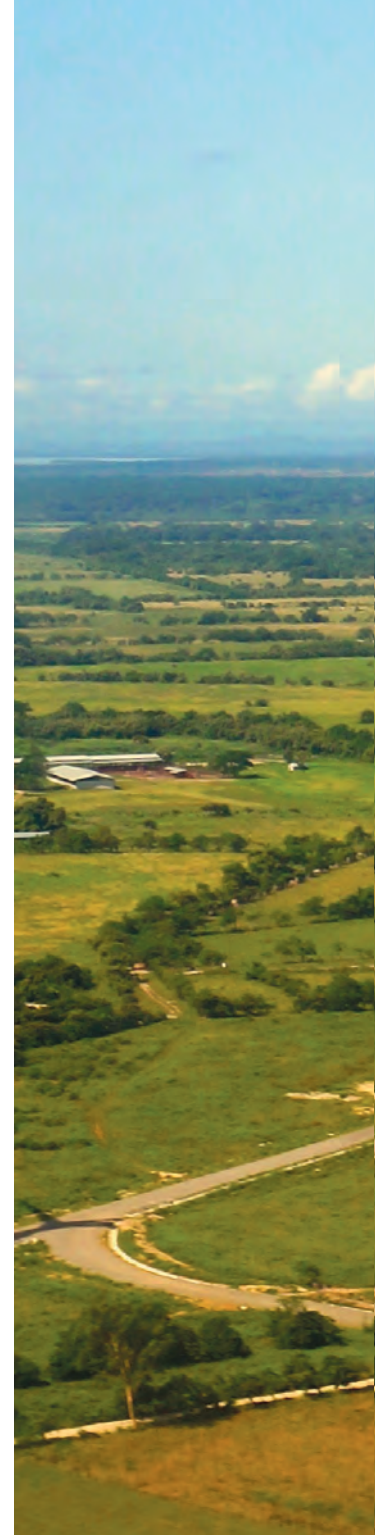
d'Amérique centrale dans la région de Penonomé. La nouvelle centrale, d'une capacité prévue de 337,5 MW, permettra d'abaisser le prix de l'électricité et de réduire la dépendance du Panama à l'égard des combustibles fossiles. Le projet contribuera pour beaucoup à réduire les émissions de carbone.

En Jordanie, la Société a aidé à mettre sur pied un projet d'énergie solaire de 207,5 millions de dollars, dont 116 millions de dollars ont été mobilisés auprès d'autres bailleurs. Dans le cadre de ce projet, le plus important de ce type jamais entrepris par le secteur privé dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, il est prévu de construire sept centrales photovoltaïques solaires qui produiront 102 mégawatts d'électricité et aideront à réduire les émissions de carbone.

IFC est l'un des plus grands émetteurs d'obligations vertes, des titres qui aident à financer des investissements climatiquement rationnels, notamment dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. En septembre 2014, la Société a lancé le premier programme permettant aux investisseurs américains d'acheter des obligations IFC cotées AAA pour aider à financer ce type de projets dans les pays en développement. Au total, IFC a émis 3,75 milliards de dollars d'obligations vertes.

IFC a également mobilisé 418 millions de dollars pour le Fonds catalyseur géré par IFC Asset Management Company, qui investit dans des fonds créés pour aider les entreprises à trouver des moyens novateurs de lutter contre le changement climatique. Durant l'exercice 15, le Fonds a investi 25 millions de dollars dans un fonds de capital-investissement dont l'objectif est de mobiliser 125 millions de dollars pour des projets d'énergie propre au Chili, en Colombie et au Pérou.

En partenariat avec la Fondation Shell, IFC a investi dans un fonds doté d'un capital initial de 30 millions de dollars pour financer les entreprises qui installent des dispositifs solaires hors réseau, principalement en Asie et en Afrique. Le fonds permettra d'améliorer les conditions de vie de près de 20 millions de personnes au cours des trois prochaines années. Cette initiative vient compléter les efforts conjointement menés par IFC et la Banque mondiale afin de créer un nouveau marché pour les installations et services d'éclairage solaire hors réseau dans le cadre du programme *Éclairer le monde* d'IFC.





Au Panama, IFC a accepté de fournir un financement de **300 millions de dollars** pour aider à construire le plus grand parc éolien d'Amérique centrale dans la région de Penonomé.

POURQUOI IL
FAUT FAIRE PLUS

USD 1 000
MILLIARDS

sont nécessaires chaque année pour faire face au changement climatique dans les pays en développement

RENFORCER LA CAPACITÉ D'ADAPTATION : L'AGROINDUSTRIE

Nourrir le monde sans épuiser ses ressources

La demande mondiale de produits alimentaires et agricoles doublera d'ici à 2050, ce qui pose un défi colossal à la communauté internationale : comment nourrir une population toujours plus nombreuse sans épuiser des ressources déjà insuffisantes.

IFC collabore avec le secteur privé pour relever ce défi. Elle investit dans le secteur de l'agroindustrie pour accroître l'offre de denrées alimentaires nourrissantes à un prix abordable et faire en sorte que ceux qui en ont le plus besoin y ont accès.

Durant l'exercice 15, IFC a investi un montant total de 3,2 milliards de dollars (en incluant les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs) dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire du secteur agroindustriel. Ces investissements dans la production, la transformation alimentaire, la logistique et la distribution ont permis de venir en aide à 3,4 millions d'agriculteurs à travers le monde.

Les activités de la Société facilitent l'accès des agriculteurs aux financements et élargissent leurs débouchés. Du Népal au Nicaragua, ses clients forment les agriculteurs pour les aider à améliorer leur productivité, à réduire le gaspillage et à adopter des modes de production écologiquement viables.

IFC favorise un développement solidaire en privilégiant la création d'opportunités pour les femmes et les petits agriculteurs — et en les aidant à gérer les risques. Au Népal, la Société et ses partenaires ont investi près de 4 millions de dollars dans Probiotech Industries,





Les activités d'IFC facilitent l'accès des agriculteurs aux financements et élargissent leurs débouchés.

une entreprise qui produit des aliments pour bétail, afin d'améliorer la productivité des exploitations avicoles et d'accroître les revenus des petits agriculteurs.

Probiotech effectue la plus grande partie de ses achats auprès de petites et moyennes entreprises, qui s'approvisionnent auprès des petits agriculteurs. Cet investissement d'IFC est un exemple de la manière dont la Société donne la possibilité aux agriculteurs et à d'autres intervenants de la chaîne d'approvisionnement d'accroître leurs revenus.

Dans les pays en développement, la demande de volailles et de viande de porc augmente rapidement avec l'expansion de la classe moyenne. Cette année, IFC a investi 60 millions de dollars dans le plus gros producteur roumain de porc — Smithfield Romania — pour l'aider à accroître la production, à créer des emplois et à promouvoir des pratiques exemplaires en matière de sécurité alimentaire, d'élevage et de gestion de l'environnement.

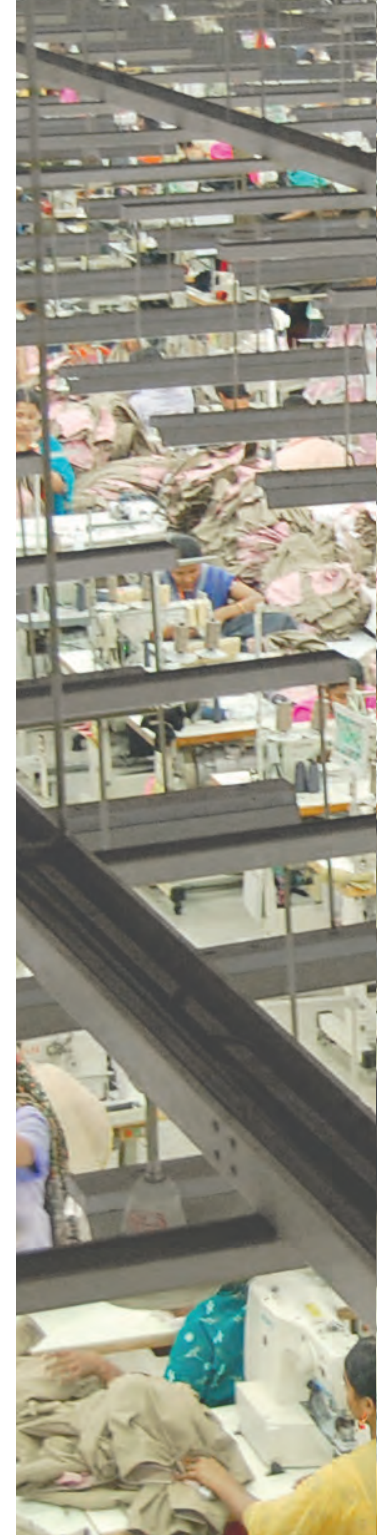
En Iraq, IFC a investi 18 millions dollars dans la filiale iraquienne de l'entreprise saoudienne Al Safi Danone pour faciliter la construction d'une usine laitière dans la ville d'Erbil, afin de faire face à la demande grandissante de produits laitiers. L'usine devrait produire quelque 59 000 tonnes de produits laitiers par an.

Lorsque l'épidémie d'Ebola a ébranlé l'économie libérienne, IFC et ses partenaires ont aidé à mobiliser 5 millions de dollars pour Wienco Liberia, qui fournit des engrais aux producteurs de cacao. D'ici à 2019, ce financement devrait permettre à 7 500 agriculteurs d'avoir plus facilement accès aux engrais et de les utiliser efficacement, ce qui pourrait doubler les rendements de cacao.

POURQUOI IL FAUT FAIRE PLUS

805 MILLIONS

de personnes souffrent encore d'une sous-alimentation chronique



AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE : L'EMPLOI

Une approche globale de la création d'emplois

Kelbesa Debelo ne voulait pas passer le reste de sa vie à cueillir des fleurs dans son village de Ziway, en Éthiopie. Il voulait apprendre l'anglais, acquérir de nouvelles compétences et bâtir une carrière.

C'était il y a six ans. Aujourd'hui, Debelo parle anglais et occupe un poste de cadre à Afriflora — le plus gros exportateur éthiopien de roses — pour lequel il faisait autrefois la cueillette. « Lorsque mes enfants seront grands, ils pourront peut-être travailler ici comme moi », dit-il.

Il ne peut y avoir de développement sans création d'emplois : ils aident à sortir de la pauvreté et à créer les conditions nécessaires pour une prospérité partagée. Or, 1,5 milliard d'habitants de pays en développement — la moitié de la population active — occupent un emploi précaire et mal rémunéré. Ces pays devront créer 200 millions d'emplois d'ici à 2019 juste pour suivre la croissance démographique.

La création d'emplois est une priorité pour IFC, un objectif qui détermine tous les aspects de ses activités. La Société collabore avec les entreprises pour les aider à se développer et à créer des emplois mieux qualifiés en élargissant l'accès aux financements, en favorisant l'investissement dans les infrastructures, en améliorant le climat de l'investissement et en promouvant l'éducation et la formation dans les pays en développement.

En 2014, les clients dans lesquels IFC investit ont financé 2,5 millions d'emplois. En Afrique, la Société a constaté qu'il était moins efficace de financer plusieurs entrepreneurs distincts que de collaborer avec un partenaire capable de mener à bien d'importants projets régionaux. C'est pourquoi elle a créé un partenariat inédit avec l'entreprise chinoise CITIC Construction, avec laquelle elle prévoit de mettre en œuvre jusqu'à 30 projets de construction de logements en Afrique qui devraient créer, directement ou indirectement, 150 000 emplois sur cinq ans.

Au Kenya, IFC a mis sur pied un financement de 70 millions de dollars pour aider l'entreprise National Cement à développer ses activités à Nairobi — et à créer 6 000 emplois. La Société a fourni 55 millions de dollars de prêts pour le projet. En outre, IFC et IFC Asset Management Company ont pris une participation de 15 millions de dollars dans l'entreprise. Les petites entreprises qui transportent les matières premières de National Cement et fournissent des services généraux en tireront aussi des avantages économiques.

Créer des conditions de travail sûres et productives est au cœur de l'action menée par IFC. Au Bangladesh, où le secteur de la confection emploie 4 millions de personnes, la Société suit une approche globale de la croissance sectorielle en facilitant l'investissement et en améliorant les normes dans la construction, la sécurité-incendie, le travail et l'environnement.

IFC est également un investisseur de premier plan dans les entreprises qui adoptent un modèle d'activité à vocation solidaire, c'est-à-dire qui offrent des biens, des services et des possibilités d'emploi aux catégories à faible revenu. Depuis 2005, IFC a investi plus de 12,5 milliards de dollars et collaboré avec plus de 450 entreprises ayant adopté ce modèle dans 90 pays afin d'intégrer plus de 200 millions de personnes — agriculteurs, étudiants, patients, usagers des services d'utilité publique et micro-emprunteurs — dans les activités essentielles.

La création d'emplois est une priorité pour IFC, un objectif qui détermine tous les aspects de ses activités.

POURQUOI IL FAUT FAIRE PLUS

1,5
MILLIARD

de personnes n'ont pas d'emploi régulier dans les pays en développement



AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE : LA PROBLÉMATIQUE HOMME-FEMME

Améliorer les perspectives économiques des femmes

Chen Yuanyuan avait du mal à trouver des financements pour son affaire de textiles, qui prend ses commandes sur le site de vente en ligne Alibaba.com. Les banques refusaient de lui faire crédit parce qu'elle n'avait aucune garantie à offrir.

Tout a changé pour elle lorsqu'elle a découvert Ant Credit, un client d'IFC. Après une entrevue sur Internet, Ant a approuvé un prêt de 67 000 dollars. Son activité a augmenté en flèche, générant plus de 8 millions de dollars de recettes par an. « Cela a été très facile d'emprunter sur Internet », explique-t-elle.

IFC sait depuis longtemps qu'il est essentiel d'accroître la participation des femmes à l'activité économique, en tant que leaders, employées, consommatrices et chefs d'entreprise, pour stimuler la croissance et assurer la prospérité. Des études montrent que les femmes réinvestissent jusqu'à 90 % de leur salaire dans leur ménage.

Grâce à son partenariat avec Ant Credit, qui fait partie du groupe chinois Ant Financial, IFC a lancé un programme qui permettra d'accorder environ 80 millions de dollars de prêts à des entreprises dirigées par des femmes. Fruit d'une collaboration entre IFC et l'initiative « 10 000 Women » de Goldman Sachs, le programme est le premier en Chine à offrir des financements en ligne spécifiquement axés sur les femmes.

Autre initiative sans précédent, IFC s'est associée avec la Banque Franco-Lao en République démocratique populaire lao pour mettre

Avec le soutien d'un client d'IFC, Jacqueline Mavinga a ouvert une boutique de vêtements à Kinshasa, en République démocratique du Congo.





en place un mécanisme de financement destiné aux PME dirigées par des femmes. Avec l'appui d'IFC, la banque s'est fixé pour objectif de tripler son portefeuille de prêts de ce type d'ici à 2017.

Dans le cadre de son programme *Banking on Women* (Miser sur les femmes), IFC investit et fournit des services-conseil pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin. Au total, la Société a lancé 29 projets d'investissement dans une vingtaine de pays et engagé plus de 800 millions de dollars sous forme d'investissements dans des institutions financières, à quoi s'ajoutent 19 projets de services-conseil dans 17 pays.

En septembre 2014, IFC a lancé le partenariat *SheWorks* (Elle travaille) afin d'offrir davantage de possibilités d'emploi à plus de 300 000 femmes à travers le monde d'ici à 2016. Dans le cadre de cette initiative, 12 entreprises comme Coca-Cola et Intel, ainsi que de nombreux clients d'IFC, ont décidé d'améliorer les possibilités d'emploi des femmes grâce à des formations aux fonctions de direction et d'encadrement et à l'assouplissement du temps de travail.

Au Nigéria, IFC a octroyé un prêt de 4,1 millions de dollars libellé en nairas au Grooming People for Better Livelihood Centre, qui fournit des microcrédits aux femmes rurales pauvres. Cette organisation, qui aide également à fournir des services de santé et d'éducation, compte pouvoir desservir près de 780 000 femmes d'ici à la fin de 2018, contre environ 277 500 en décembre 2012. Le prêt d'IFC devrait bénéficier à 2 millions de personnes.

En Turquie, en partenariat avec le Boyner Group, un conglomérat du secteur de la grande distribution, IFC aide à former les fournisseurs de Boyner contrôlés par des femmes pour leur permettre d'obtenir des crédits plus facilement et d'améliorer leurs résultats commerciaux.

POURQUOI IL FAUT FAIRE PLUS

2x

Les hommes ont deux fois plus de chances d'avoir un emploi que les femmes

Des études montrent que les femmes réinvestissent la plus grande partie de leur salaire dans leur ménage.

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE :
L'IDA ET LES RÉGIONS TOUCHÉES PAR DES CONFLITS

Créer des opportunités dans les régions en proie à des conflits

Plus de 2,5 milliards de personnes vivent dans les pays les plus pauvres du monde. Près d'un quart de la population mondiale vit dans des régions déchirées par les conflits et la violence. La pauvreté n'est nulle part plus profondément enracinée que dans ces régions du monde.

IFC intensifie ses activités dans ces régions. Son objectif est d'améliorer les conditions de vie des pauvres où qu'ils se trouvent, partout où la pauvreté est la plus criante.

Durant l'exercice 15, IFC a investi près de 4,7 milliards de dollars dans les 78 pays les plus pauvres — ceux qui sont admis à emprunter à l'Association internationale de développement (IDA) du Groupe de la Banque mondiale. Les investissements à long terme d'IFC dans ces pays ont plus que triplé au cours des dix dernières années. Près des deux tiers des dépenses au titre de son programme de services-conseil sont allés à ces pays. La Société a également procédé à plus de 3,2 milliards de dollars de contributions directes depuis 2007 à l'appui des activités de l'IDA.

Durant l'exercice 15, IFC a investi plus de 600 millions de dollars dans des régions fragiles ou touchées par des conflits (en incluant les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs). Vingt pour cent des dépenses au titre de son programme de services-conseil sont allés à ces régions.

La pauvreté et les conflits rendent de nombreux pays particulièrement vulnérables aux catastrophes. L'épidémie d'Ebola qui a ravagé l'Afrique de l'Ouest en 2014 a eu de graves





répercussions économiques dans la région. L'impact négatif sur la croissance économique de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone se chiffrait à 1,6 milliard de dollars rien que pour 2015.

IFC a réagi rapidement. Au cours des trois prochaines années, la Société a l'intention de fournir 450 millions de dollars de financements pour aider les pays touchés par Ebola à relancer leur économie. La Société a notamment créé en 2014 la Facilité de liquidité d'urgence au titre de la crise Ebola abondée à hauteur de 75 millions de dollars afin de financer les importations d'importance cruciale pour les pays touchés par l'épidémie. Elle a également fourni des services de formation à des centaines d'entreprises pour les doter des compétences nécessaires à la poursuite de leurs activités pendant la crise. Divers gouvernements ont affirmé que l'action menée par IFC, en association avec l'IDA, avait considérablement contribué à endiguer l'épidémie d'Ebola et à atténuer ses effets.

Au Libéria, IFC a investi quelque 5,3 millions de livres sterling dans la compagnie minière Aureus Mining pour l'aider à recouvrer les coûts liés à Ebola. L'aide fournie par la Société a permis à Aureus de poursuivre son projet New Liberty — la première mine d'or commerciale du pays — qui devrait créer 300 emplois.

En République démocratique du Congo, qui sort de nombreuses années de conflit, IFC a fourni un prêt de 18 millions de dollars à deux entreprises apparentées, Terra et African Milling Company Congo, pour les aider à agrandir leur exploitation et leur usine de maïs à Katanga. L'initiative devrait permettre de créer 300 emplois.

En collaboration avec Lafarge et Proparco, filiale de l'Agence française de développement dédiée au secteur privé, IFC a investi 6 millions d'euros pour transformer les déchets ménagers en combustibles qui alimenteront la cimenterie Lafarge dans le Nord de l'Iraq. Le projet aidera Lafarge à réduire sa consommation de combustibles fossiles ainsi que la pollution de l'air et de l'eau, ce qui aura un impact positif sur les populations locales.

Au Sri Lanka, NDB Capital Holdings, un client d'IFC, a créé un fonds de placement privé de 50 millions de dollars, Emerald Sri Lanka Fund, qui fournira des financements aux petites et moyennes entreprises en pleine expansion.

**Notre objectif est
d'améliorer les conditions
de vie des pauvres où
qu'ils se trouvent, partout
où la pauvreté est la
plus criante.**

**POURQUOI IL
FAUT FAIRE PLUS**

**1,2
MILLIARD**

de personnes vivent dans des régions en proie à la violence et aux conflits

Des enfants suivent une séance de lecture dans un village indien. Grâce au programme d'IFC *Éclairer l'Asie*, le village est équipé de lampes solaires.

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE : LA SANTÉ ET L'ÉDUCATION

Renforcer le capital humain

À travers le monde, plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à des services de santé de qualité. Près des trois quarts des 38 millions de décès dus à des maladies chroniques comme le cancer se produisent dans des pays en développement. À l'échelle mondiale, plus de 57 millions d'enfants ne vont pas à l'école, dont 30 millions rien qu'en Afrique.

Ces statistiques mettent en lumière un obstacle majeur à l'élimination de l'extrême pauvreté et à la promotion d'une prospérité partagée : il reste encore à fournir des services d'éducation et de santé de qualité à la hauteur des besoins et d'un coût abordable. Il est plus facile de s'attaquer à ce problème lorsque le secteur public et le secteur privé œuvrent ensemble dans l'intérêt de la société.

L'État a certes un rôle essentiel à jouer lorsqu'il s'agit d'assurer des services de santé et d'éducation de qualité à un coût abordable, mais le secteur privé peut apporter une contribution importante — en trouvant des moyens novateurs d'offrir des services de qualité là où le besoin se fait le plus sentir.

L'élargissement de l'accès aux soins de santé et à l'éducation est un élément central de la stratégie d'IFC. La Société, qui est le plus important investisseur multilatéral au monde dans les services privés de santé et d'éducation, a investi plus de 4 milliards de dollars dans des entreprises offrant ces types de services dans les marchés émergents. Durant l'exercice 15, elle a investi près de 1 milliard de dollars dans les secteurs de la santé et de l'éducation (en incluant les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs). Ses clients ont

contribué à l'éducation de 3,5 millions d'élèves et assuré des soins à plus de 17 millions de patients.

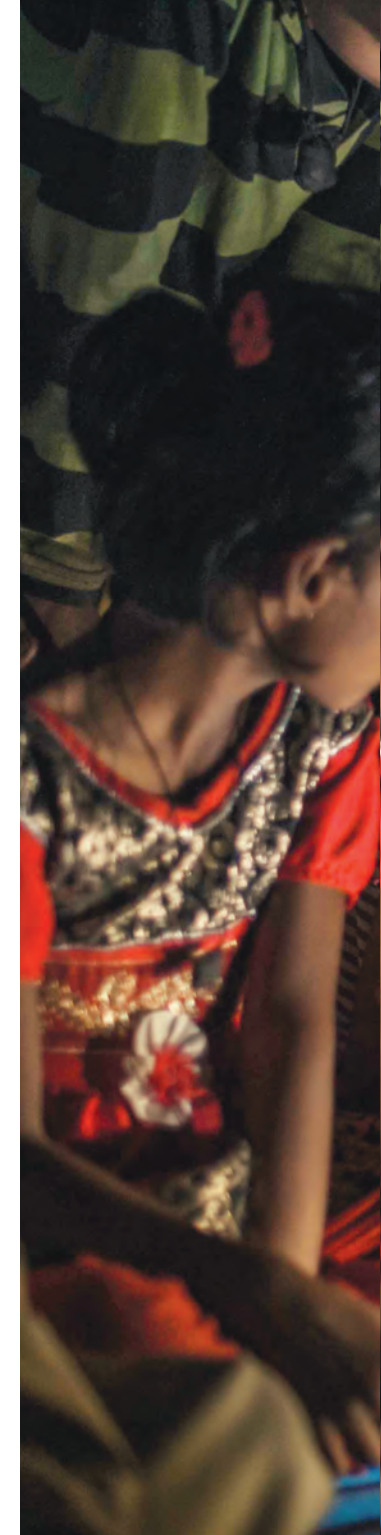
Au Pérou, IFC a investi 25 millions de dollars dans *Proyectos Educativos Integrales del Peru*, une jeune entreprise privée spécialisée dans l'enseignement, pour aider à mettre sur pied une université et un réseau d'instituts de formation technique et professionnelle. L'idée est de cibler les étudiants à faible revenu pour améliorer leurs perspectives d'emploi tout en répondant à la demande grandissante d'emplois qualifiés.

Au Kenya, IFC a introduit des normes de niveau international grâce à sa collaboration avec son client *AAR Healthcare*. *AAR* gère 28 dispensaires au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie qui offrent un large éventail de services médicaux, aussi bien gynécologiques que pharmaceutiques, sous un même toit.

Au Brésil, le secteur privé dispense des soins de santé à 25 % de la population. Grâce à un investissement d'IFC de 255 millions de dollars, *Rede D'Or*, plus grand réseau brésilien d'hôpitaux privés, pourra desservir 525 000 patients de plus par an, ce qui aidera à décongestionner le système hospitalier public.

En Turquie, IFC a organisé des prêts d'un montant de 433 millions d'euros, dont un prêt de 35 millions d'euros pour son propre compte, pour la construction d'un centre de santé de 1 550 lits à Adana. Le projet fait partie d'un programme de partenariat public-privé lancé par le Gouvernement turc.

Les investissements d'IFC dans des hôpitaux spécialisés favorisent les innovations qui réduisent le coût des interventions médicales telles que la chirurgie cardiaque ou ophtalmologique. Sa prise de participation de 5,5 millions de dollars dans *Eye-Q Vision*, par exemple, aidera la chaîne à élargir l'accès à des services ophtalmologiques de qualité à un prix abordable dans plusieurs villes indiennes.



POURQUOI IL
FAUT FAIRE PLUS

57
MILLIONS

d'enfants ne vont pas
à l'école

L'élargissement de
l'accès aux soins de santé
et à l'éducation est un
élément central de la
stratégie d'IFC.



57 RÉPONDRE AUX ATTENTES

Comment IFC contribue à mettre fin à la pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée	58
Résultats d'IFC dans des domaines clés	59
Créer des opportunités là où elles font le plus défaut	60

62 LES COMPÉTENCES D'IFC

Répartition géographique du personnel d'IFC	63
L'action d'IFC	64
Les compétences spécialisées d'IFC	68

71 LE PERSONNEL ET LES PRATIQUES D'IFC

Le recentrage d'IFC	72
Comprendre l'impact d'IFC sur le développement	73
Le personnel d'IFC	80
La gouvernance d'IFC	82
L'obligation de rendre compte	84
Les partenariats	86
La gestion des risques	88
La promotion de la viabilité	89
Rapport indépendant d'assurance portant sur différentes informations relatives au développement durable	92
Performance financière	97

RÉPONDRE AUX ATTENTES

La Société financière internationale s'efforce de fournir ce qui ne peut pas s'obtenir ailleurs. Elle offre à ses clients un menu unique d'investissements et de conseils visant à promouvoir le développement d'un secteur privé viable dans les pays émergents. Mettre à profit cet apport unique — ce qu'elle appelle son « additionnalité » — pour maximiser son impact au plan du développement est l'un des fondements de sa stratégie.

COMMENT IFC CONTRIBUE À METTRE FIN À LA PAUVRETÉ ET À PROMOUVOIR UNE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE

Les interventions de la Société répondent à sa volonté d'apporter une aide là où elle est la plus nécessaire et la plus utile.

RENFORCER LES MARCHÉS PIONNIERS

Promouvoir le développement dans les pays IDA, les États fragiles et en situation de conflit, et les régions pionnières d'autres pays en développement

ÉLIMINER LES OBSTACLES À LA CROISSANCE DU SECTEUR PRIVÉ DANS LES DOMAINES DE L'INFRASTRUCTURE, DE LA SANTÉ, DE L'ÉDUCATION ET DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE

Accroître l'accès aux services de base et renforcer la chaîne de valeur agroindustrielle

DÉVELOPPER LES MARCHÉS LOCAUX DES CAPITAUX

Renforcer les institutions, mobiliser les ressources et utiliser des produits financiers novateurs

PRENDRE EN COMPTE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ASSURER UN DÉVELOPPEMENT DURABLE SUR LE PLAN ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Élaborer de nouveaux modèles d'activité et instruments financiers ; définir et améliorer les normes

CULTIVER DES RELATIONS DURABLES AVEC LES CLIENTS DANS LES PAYS ÉMERGENTS

Utiliser la gamme complète des produits et services d'IFC pour orienter le développement des clients et les aider à accroître leurs activités au-delà des frontières nationales

RÉSULTATS D'IFC DANS DES DOMAINES CLÉS

RÉSULTATS AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT	RÉSULTATS	
	EX. 15	EX. 14
Projets d'investissement ayant reçu une note élevée (notation du DOTS) ¹	63 %	64 %
Projets de services-conseil ayant reçu une note élevée ²	73 %	76 %
DOMAINES CLÉS		
MARCHÉS PIONNIERS		
IDA : nombre de projets d'investissement	145	153
IDA : total des engagements au titre d'investissements à long terme (millions d'USD)	4 666	4 852
IDA : part du Programme de services-conseil consacrée aux pays IDA ³	65 %	66 %
États fragiles et touchés par un conflit : nombre de projets d'investissement ⁴	43	19
États fragiles et touchés par un conflit : total des engagements au titre d'investissements à long terme (millions d'USD) ⁴	614	638
États fragiles et touchés par un conflit : part du programme de services-conseil, %	20 %	20 %
Régions pionnières : nombre de projets d'investissement	26	40
INFRASTRUCTURE, SANTÉ, ÉDUCATION, CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE		
Total des engagements au titre d'investissements à long terme (millions d'USD) ⁵	9 623	9 142
MARCHÉS LOCAUX DES CAPITAUX		
Total des engagements au titre d'investissements à long terme sur les marchés financiers (en millions d'USD) ⁶	6 392	5 981
Total des engagements au titre d'investissements à long terme axés sur les PME et aux microentreprises (en millions d'USD) ⁷	3 592	3 536
CHANGEMENT CLIMATIQUE, VIABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE		
Engagements au titre d'investissements climatiques (en millions d'USD) ⁸	2 349	2 479
RELATIONS DE LONG TERME AVEC LES CLIENTS		
Nombre de projets d'investissement Sud-Sud	39	38
Total des engagements au titre d'investissements à long terme dans des projets Sud-Sud (en millions d'USD)	1 964	2 565

Notes :

1. Notation du DOTS : pourcentage de sociétés clientes affichant de bons résultats au plan du développement au 30 juin de l'année considérée, établi sur la base des projets approuvés durant une période continue de six ans (les notes de l'exercice 15 correspondent aux approbations de la période 2006-2011).
2. S'agissant des services-conseil, les notes d'efficacité au plan du développement portent sur les années civiles 2014 et 2013.
3. Les données des exercices 14 et 15 reflètent l'adoption d'une meilleure méthodologie permettant de mesurer les dépenses au titre des services-conseil dans les pays IDA en incluant les projets régionaux.
4. À compter de l'exercice 15, les données d'IFC sur les investissements dans les États confrontés à des situations de fragilité et de conflit (FCS) incluent les projets réalisés dans les pays ayant figuré sur la liste harmonisée des FCS dressée par la Banque mondiale à un moment quelconque durant les trois exercices précédents. Cette disposition vise à prendre en compte la longue période de gestation des projets d'investissement et à encourager une démarche organisationnelle à long terme axée sur ces pays.
5. Les engagements dans les infrastructures (hormis hydrocarbures et industries extractives), les télécommunications et les technologies de l'information, le financement infranational, la santé, l'éducation, l'agroindustrie et la chaîne d'approvisionnement alimentaire.
6. Engagements du département des marchés des capitaux d'IFC, hormis Fonds et Placements privés.
7. Y compris les MPME qui empruntent directement auprès d'IFC, les institutions financières dont plus de 50 % des entreprises clientes sont des MPME, et tout autre investissement visant spécialement les MPME en tant que principaux bénéficiaires.
8. Les « investissements climatiques » (ou « investissements liés au climat ») désignent les projets incluant des activités portant sur l'atténuation des effets du changement climatique, l'adaptation au changement climatique et/ou des activités spéciales liées au climat. Une description plus détaillée de ces termes et activités figure sur le site <http://www.ifc.org/climatemetrics>. Ces données incluent les engagements d'IFC au titre de financements à long terme pour son propre compte.

CRÉER DES OPPORTUNITÉS LÀ OÙ ELLES FONT LE PLUS DÉFAUT

IFC et ses clients apportent de multiples contributions aux pays en développement. Le succès des clients de la Société peut avoir des retombées dans tous les secteurs de l'économie nationale et permettre ainsi à de nombreux groupes de population, à commencer par les pauvres, d'améliorer leur situation.



ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

59
MILLIONS

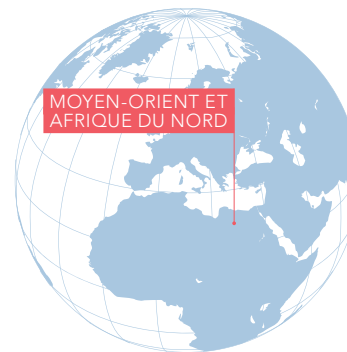
de transactions de détail n'utilisant pas les espèces comme moyen de paiement effectuées pour un montant de 160 milliards de dollars

12,9
MILLIARDS DE DOLLARS

de biens et services achetés à des fournisseurs locaux

31,8
MILLIONS

d'usagers alimentés en gaz



MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

36
MILLIONS DE DOLLARS

de nouveaux financements accordés aux entreprises ayant amélioré leurs pratiques en matière de gouvernance

4,7
MILLIONS

de patients soignés

3,7
MILLIONS DE DOLLARS

de prêts aux PME et aux microentreprises



EUROPE ET ASIE CENTRALE

9,2
MILLIONS

d'utilisateurs alimentés en électricité
(production + distribution)

81
MILLIARDS DE DOLLARS

de prêts aux PME et aux
microentreprises

232
MILLIONS DE DOLLARS

de nouveaux financements pour aider
les entreprises à investir dans les
énergies propres et les technologies
économiques en ressources



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

1,6
MILLION

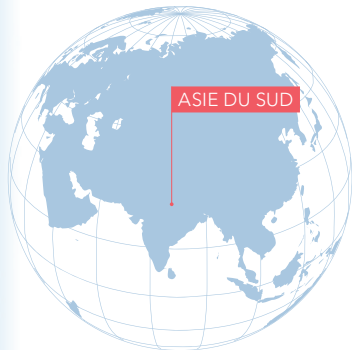
d'étudiants formés

7
MILLIONS

de personnes devant bénéficier
d'un meilleur accès aux services
d'infrastructure grâce à des
partenariats public-privé

743
MILLIONS DE DOLLARS

de nouveaux investissements attribuables
aux réformes sectorielles et aux activités
de promotion de l'investissement menées
avec les pouvoirs publics



ASIE DU SUD

8,8
MILLIONS

de personnes ont obtenu l'accès à des
services de meilleure qualité grâce à
des systèmes d'éclairage hors réseau

196,8
MILLIONS

de branchements téléphoniques fournis

35
MILLIARDS DE DOLLARS

de prêts aux PME et aux
microentreprises



AFRIQUE SUBSAHARIENNE

1,2
MILLION

d'agriculteurs aidés

6,1
MILLIONS

d'utilisateurs alimentés en eau

72
RÉFORMES

dans 29 pays pour soutenir la croissance
et promouvoir l'investissement

LES COMPÉTENCES D'IFC

**IFC fournit des services
d'investissement, de conseil et
de mobilisation de ressources
pour aider le secteur privé à
promouvoir le développement.**



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU PERSONNEL D'IFC

Plus importante institution mondiale de développement axée sur le secteur privé, IFC intervient dans 100 pays. La Société met à profit les enseignements tirés de l'expérience d'une région pour apporter des solutions aux problèmes d'autres régions. Elle aide également les entreprises locales à mieux utiliser leur propre savoir en saisissant des opportunités dans d'autres pays en développement.

L'ACTION D'IFC

IFC fournit des services d'investissement, de conseil et de gestion d'actifs, qui se complètent et permettent à la Société de mettre ses financements et ses compétences spécialisées de portée mondiale au service de ses clients dans les pays en développement.

Cet ensemble de services donne un avantage particulier à IFC pour aider le secteur privé à créer des opportunités : la Société peut adapter ses investissements et ses conseils aux besoins de ses clients en utilisant des formules créatrices de valeur. Son aptitude à attirer d'autres investisseurs présente des avantages supplémentaires, car elle lui permet de proposer à ses clients de nouvelles sources de financement et de nouvelles manières de faire des affaires.

DURANT L'EXERCICE 15,
IFC A RÉALISÉ PRÈS DE

18

MILLIARDS DE DOLLARS

d'investissements à long terme, en incluant les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs

IFC
A ENGAGÉ

7

MILLIARDS DE DOLLARS

au titre de nouveaux prêts durant l'exercice 15

INVESTISSEMENTS

Les produits financiers d'IFC permettent aux entreprises de gérer les risques et d'élargir leur accès aux marchés financiers étrangers et nationaux. La Société applique les principes et conditions du marché. Elle investit exclusivement dans des projets à but lucratif dans des pays en développement et applique les taux et tarifs du marché à ses produits et services.

Ceux-ci visent à répondre aux besoins spécifiques de ses clients dans divers secteurs, notamment l'infrastructure, l'industrie manufacturière, l'agroindustrie, les services et les marchés financiers.

Durant l'exercice 15, IFC a réalisé 10,5 milliards de dollars d'investissements à long terme dans 406 projets. En outre, elle a mobilisé plus de 7 milliards de dollars à l'appui du secteur privé des pays en développement.

LES PRODUITS D'IFC

PRÊTS

IFC finance des projets et des entreprises à l'aide de prêts pour son propre compte durant une période allant généralement de 7 à 12 ans. Elle accorde aussi des prêts à des intermédiaires bancaires, à des sociétés de crédit-bail et à d'autres institutions financières qui rétrocèdent ces ressources.

Alors que dans le passé les prêts d'IFC étaient généralement libellés dans les monnaies des grandes nations industrielles, la Société accorde maintenant la priorité au montage de produits en monnaie nationale. IFC a fourni des financements libellés en plus de 60 monnaies nationales.

Durant l'exercice 15, IFC a engagé 7 milliards de dollars au titre de nouveaux prêts.

PARTICIPATIONS

Les prises de participations fournissent l'appui au développement et le capital-développement à long terme dont les sociétés privées ont besoin. IFC prend des participations dans des sociétés directement ou par le biais de fonds de participation privés. Durant l'exercice 15, les prises de participation ont représenté environ 3,2 milliards de dollars d'engagements effectués par la Société pour son propre compte. En règle générale, IFC prend une participation de 5 à 20 % au capital d'une entreprise. Elle encourage

les sociétés dans lesquelles elle investit à élargir l'actionnariat en procédant à leur inscription en bourse et, par conséquent, à développer les marchés financiers locaux. Elle investit également par le biais de prêts assortis d'une participation aux bénéfices, de prêts convertibles et d'actions privilégiées.

FINANÇEMENT DU COMMERCE ET DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Le Programme mondial de financement du commerce mis en place par IFC garantit les obligations de paiement d'institutions financières agréées au titre d'échanges commerciaux. Il permet d'accroître le volume des crédits commerciaux que les banques peuvent accorder et de compléter les financements de ces dernières en faisant bénéficier de mécanismes d'atténuation des risques, au cas par cas, quelque 250 banques réparties dans plus de 80 pays.

Durant l'exercice 15, l'encours moyen du financement des transactions commerciales par IFC s'est élevé à 2,8 milliards de dollars.

PRÊTS SYNDIQUÉS

Le Programme de prêts syndiqués d'IFC est le plus ancien et le plus important programme de syndication des banques multilatérales de développement. Durant l'exercice 15, il a été à l'origine de 59 % des fonds mobilisés par IFC.

Au cours de l'exercice 15, les prêts syndiqués par IFC se sont montés à environ 4,6 milliards de dollars sous forme de prêts B, de prêts parallèles et de prêts du Programme de portefeuille de prêts conjoints (MCP), de participations à des prêts A structurés et de participations non financées aux risques accordés par 84 institutions financières, y compris des banques commerciales, des investisseurs institutionnels, des institutions de financement du développement et la banque centrale d'un pays émergent. Les cofinanciers ont fourni aux marchés émergents le montant record de 2,1 milliards de dollars. La Société a ainsi porté son portefeuille de syndications à 15,3 milliards de dollars.

Les emprunteurs du secteur de l'infrastructure ont reçu 49 % du montant total des prêts syndiqués par IFC. Plus du quart des financements mobilisés dans le cadre de syndications — soit un montant total de 1,3 milliard de dollars — sont allés à des emprunteurs situés dans des pays IDA.

PRODUITS DÉRIVÉS ET FINANCEMENTS STRUCTURÉS

IFC propose des produits dérivés à ses clients, uniquement à des fins de couverture. En leur donnant accès aux marchés internationaux des produits dérivés pour se prémunir contre les risques liés aux fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt et des cours des produits de base, la Société leur permet d'améliorer leur solvabilité et leur rentabilité. En offrant des produits de gestion des risques, elle joue généralement le rôle d'intermédiaire entre le marché et les entreprises privées des pays émergents. IFC fournit également à ses clients des garanties de crédit et des conseils en matière de montages financiers.

FINANCEMENTS MIXTES

Outre le financement aux conditions du marché, IFC utilise plusieurs outils complémentaires pour produire un impact sur le développement qui serait sinon impossible. L'un d'entre eux consiste à associer des financements concessionnels, généralement fournis par les bailleurs de fonds partenaires, à ses propres ressources. Les financements mixtes peuvent contribuer à atténuer les coûts supportés par les premiers intervenants sur le marché ou les risques associés aux projets. La Société applique cette approche dans trois grands domaines : le changement climatique ; l'agroindustrie et la sécurité alimentaire ; le financement des petites et moyennes entreprises. D'autres domaines stratégiquement prioritaires pourraient bénéficier de cet outil à l'avenir. Durant l'exercice 15, la Société a engagé plus de 148 millions de dollars de financements de bailleurs de fonds et mobilisé plus de 1,25 milliard de dollars de ses propres fonds et de fonds du secteur privé.

CONSEILS

Le développement durable du secteur privé ne nécessite pas seulement des financements. L'expérience d'IFC montre combien les services-conseil peuvent contribuer à débloquer les investissements du secteur privé et aider les entreprises à se développer et à créer des emplois, et combien ils renforcent ainsi les efforts déployés par le Groupe de la Banque mondiale pour mettre fin à la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.

C'est pourquoi la Société continue de développer ces services. Cette année, elle s'est efforcée de mieux aligner ses services-conseil sur ses autres activités et celles de la Banque mondiale, pour que

LE PORTEFEUILLE DE PRÊTS SYNDIQUÉS D'IFC S'ÉLEVAIT À

15,3
MILLIARDS DE DOLLARS

à la clôture de l'exercice 15

DURANT L'EXERCICE 15, L'ENCOURS MOYEN D'IFC S'EST ÉLEVÉ À

2,8
MILLIARDS DE DOLLARS

au titre du financement des transactions commerciales

À LA CLÔTURE
DE L'EXERCICE 15,
IFC DISPOSAIT D'UN
PORTEFEUILLE DE
600 PROJETS DE
SERVICES-CONSEIL
ESTIMÉS À

1,2

MILLIARD DE DOLLARS

IFC ASSET MANAGEMENT
COMPANY A GÉRÉ
ENVIRON

8,5

MILLIARDS DE DOLLARS

d'actifs durant
l'exercice 15

ses clients puissent bénéficier de toute la gamme des moyens disponibles au sein du Groupe de la Banque mondiale. Les services-conseil font l'objet d'une intégration croissante dans la vaste panoplie de solutions qu'IFC offre à ses clients.

À la clôture de l'exercice 15, IFC disposait d'un portefeuille de plus de 600 projets de services-conseil en cours dans 101 pays, estimés à 1,2 milliard de dollars. La majorité du programme a bénéficié à des pays IDA et 20 % à des États fragiles ou touchés par un conflit. Durant l'exercice 15, IFC a fourni des conseils dans plusieurs domaines essentiels au développement :

Secteur financier. IFC aide à accroître l'offre et à réduire le coût des services financiers pour les particuliers, les PME et les microentreprises. La Société travaille avec des institutions financières pour renforcer leur gestion des risques et diversifier leur offre de produits dans des domaines tels que les petites et moyennes entreprises, le financement du logement et les énergies durables. Dans le cadre d'une équipe intégrée du Groupe de la Banque mondiale au sein du Pôle mondial d'expertise en Finance et marchés, IFC soutient également le développement des marchés financiers, en promouvant l'accès universel au financement, en renforçant les marchés des capitaux et en créant des centrales de risques et des registres de garanties qui offrent de nouvelles perspectives de création d'emplois et de croissance durable. Durant l'exercice 15, IFC a activement collaboré avec 425 clients dans 96 pays.

Climat de l'investissement. Dans le cadre d'une équipe intégrée du Groupe de la Banque mondiale au sein du Pôle mondial d'expertise en Commerce et compétitivité, IFC aide les administrations nationales et locales à mettre en œuvre des réformes visant à améliorer le cadre de l'activité économique et à encourager la réalisation d'investissements durables, favorisant ainsi le développement de marchés compétitifs, la croissance et la création d'emplois. Durant l'exercice 15, IFC a activement collaboré avec 151 clients dans 61 pays.

Partenariats public-privé. IFC aide les autorités nationales à concevoir et mettre en place des partenariats public-privé dans le secteur des infrastructures et des services publics de base. Ses conseils aident le secteur privé à accroître l'accès du public à l'électricité, à l'eau, à la santé et à l'éducation, tout en améliorant la qualité et l'efficacité de ces services. Durant l'exercice 15, IFC a activement collaboré avec 102 clients dans 53 pays.

Agroindustrie. IFC aide ses clients à améliorer la productivité et les normes, notamment en se concentrant sur l'efficacité des chaînes de valeur des produits alimentaires et la sécurité alimentaire, avec les importants avantages économiques, sociaux et environnementaux qui en découlent pour les petites entreprises

agricoles, les populations locales et les clients de la Société. Durant l'exercice 15, IFC a activement collaboré avec 111 clients dans 34 pays.

Énergie et utilisation efficace des ressources. IFC aide ses clients à trouver des solutions énergétiques compétitives, propres, de haute qualité et abordables d'un bout à l'autre de la chaîne de valeur. Elle favorise l'essor des marchés commerciaux pour augmenter la production d'énergies renouvelables et améliorer l'accès aux services énergétiques modernes. Durant l'exercice 15, IFC a activement collaboré avec 177 clients dans 51 pays.

IFC offre également des solutions-conseil susceptibles d'avoir une application multisectorielle. Il s'agit, par exemple, d'aider les sociétés à améliorer leur gouvernement d'entreprise ou de renforcer les capacités des petites entreprises intégrées aux chaînes d'approvisionnement de grandes sociétés, de sorte à multiplier les possibilités à l'échelon local tout en aidant les clients d'IFC à tirer le meilleur parti des ressources et fournisseurs locaux. Les services-conseil de la Société ont notamment pour objet d'aider ses clients à obtenir de solides résultats favorisant la cohésion sociale en les sensibilisant au rôle des femmes en tant que consommatrices, employées, chefs et créatrices d'entreprises ou fournisseuses, et en les incitant à investir dans la population féminine. Durant l'exercice 15, IFC a activement collaboré dans ces domaines intersectoriels avec 301 clients répartis dans 85 pays.

IFC ASSET MANAGEMENT COMPANY

IFC Asset Management Company LLC (AMC), filiale à part entière d'IFC, mobilise et gère des fonds à l'appui d'investissements dans les pays en développement et sur les marchés pionniers. Créée en 2009, AMC a pour objectif d'aider les investisseurs à accéder aux projets d'investissement d'IFC sur les marchés émergents et d'accroître l'offre de capitaux à long terme sur ces marchés afin d'appuyer les objectifs d'IFC en matière de développement, tout en permettant aux investisseurs de faire des bénéfices, en tirant parti de l'envergure mondiale d'IFC, de ses normes, de ses méthodes d'investissement et de sa réputation.

Au 30 juin 2015, AMC gère des actifs d'une valeur approximative de 8,5 milliards de dollars. Elle administre neuf fonds d'investissement au nom d'un large éventail d'investisseurs institutionnels, parmi lesquels des fonds souverains, des fonds de pension et des institutions de financement du développement.

FONDS AMC

FONDS DE RECAPITALISATION D'IFC

Le Fonds de recapitalisation d'IFC, doté de 3 milliards de dollars, se compose d'un fonds de participation de 1,3 milliard de dollars et d'un fonds de créances subordonnées de 1,7 milliard de dollars. Lancé en 2009, le Fonds de recapitalisation contribue à renforcer les banques qui présentent une importance systémique dans les pays émergents en les aidant à faire face aux fléchissements de la conjoncture financière et économique. Au 30 juin 2015, il était totalement investi, pour un montant total de 2,8 milliards de dollars au titre de 41 projets d'investissement.

FONDS D'IFC POUR L'AFRIQUE, L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

D'un montant d'un milliard de dollars, le Fonds pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes a été lancé en 2010. Le Fonds investit sous forme de participations et d'instruments connexes dans un large éventail de secteurs en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Au 30 juin 2015, il avait engagé un montant total de 790 millions de dollars au titre de 29 projets d'investissement.

FONDS DE RECAPITALISATION POUR L'AFRIQUE

Lancé en 2010 et doté de 182 millions de dollars, le Fonds de recapitalisation pour l'Afrique a pour mission d'investir dans les banques commerciales qui présentent une importance systémique en Afrique. Au 30 juin 2015, il avait engagé un montant total de 102 millions de dollars au titre de six projets d'investissement.

FONDS DE RECAPITALISATION DES BANQUES RUSSES D'IFC

Lancé en 2012 et doté de 550 millions de dollars, le Fonds de recapitalisation des banques russes d'IFC a pour mission d'investir dans les banques commerciales russes. Au 30 juin 2015, il avait engagé un montant total de 82 millions de dollars au titre de trois projets d'investissement.

FONDS CATALYSEUR D'IFC

Lancé en 2012 et doté de 418 millions de dollars, le Fonds catalyseur d'IFC investit dans des fonds visant à procurer des capitaux de développement aux entreprises qui élaborent des

moyens nouveaux de faire face aux enjeux du changement climatique dans les marchés émergents. Il peut aussi investir directement dans ces entreprises. Au 30 juin 2015, il avait engagé un montant total de 175 millions de dollars au titre de sept projets d'investissement.

FONDS MONDIAL POUR L'INFRASTRUCTURE D'IFC

Conjointement avec IFC, le Fonds mondial pour l'infrastructure, lancé en 2013 et doté de 1,2 milliard de dollars, investit sous forme de participations et d'instruments connexes dans le secteur des infrastructures des marchés émergents. Au 30 juin 2015, il avait engagé un montant total de 443 millions de dollars au titre de 10 projets d'investissement.

FONDS CHINE-MEXIQUE

Le Fonds Chine-Mexique est un fonds centré sur un pays ayant atteint 1,2 milliard de dollars à sa clôture en décembre 2014. Conjointement avec IFC, il investira sous forme de participations, d'instruments connexes et de financements mezzanine au Mexique. Il sera essentiellement axé sur l'infrastructure, le pétrole et le gaz et d'autres secteurs, dont l'industrie manufacturière, l'agroindustrie, les services et la banque.

FONDS D'IFC POUR LA CROISSANCE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Le Fonds d'IFC pour la croissance des institutions financières fait suite au Fonds de recapitalisation d'IFC et investira sous forme de participations et d'instruments connexes dans les institutions financières des marchés émergents. À sa clôture, en mars 2015, il avait atteint environ 350 millions de dollars.

FONDS MONDIAL DES FONDS POUR LES MARCHÉS ÉMERGENTS D'IFC

À sa clôture, en juin 2015, le Fonds mondial des fonds pour les marchés émergents d'IFC avait atteint environ 400 millions de dollars. Ce fonds investira essentiellement dans des fonds de participation privés axés sur des entreprises à fort potentiel de croissance dans divers secteurs sur les marchés émergents et pionniers. Il investira également directement dans ce type d'entreprises ainsi qu'au titre de participations secondaires dans des fonds de participation privés de marchés émergents.

LE FONDS DE RECAPITALISATION D'IFC A ÉTÉ TOTALEMENT INVESTI DURANT L'EXERCICE 15, POUR UN MONTANT TOTAL DE

2,8
MILLIARDS DE DOLLARS

LES COMPÉTENCES SPÉCIALISÉES D'IFC

Le rôle primordial que joue IFC dans le développement durable du secteur privé tient à un avantage distinctif : la profondeur et l'étendue des connaissances spécialisées acquises au cours de près de 60 ans consacrés à promouvoir la réussite et l'expansion des entreprises des marchés émergents.

La Société s'efforce de tirer parti de ses connaissances sectorielles au niveau mondial pour s'attaquer aux plus grands problèmes de développement des années à venir, dont le chômage, le changement climatique et la sécurité alimentaire et hydrique.

LES NOUVEAUX
ENGAGEMENTS À LONG
TERME D'IFC POUR
SON PROPRE COMPTE
DANS LE SECTEUR DE
L'AGROINDUSTRIE ET DE
LA FORÊT ONT ATTEINT

1,4

MILLIARD DE DOLLARS

durant l'exercice 15

LES NOUVEAUX
ENGAGEMENTS À LONG
TERME D'IFC POUR SON
PROPRE COMPTE DANS LE
SECTEUR DES MARCHÉS
FINANCIERS SE SONT
CHIFFRÉS À QUELQUE

4,7

MILLIARDS DE DOLLARS

durant l'exercice 15

AGROINDUSTRIE ET SECTEUR FORESTIER

L'agroindustrie peut jouer un rôle important dans la réduction de la pauvreté. Le secteur agricole assure souvent la moitié au moins du PIB et des emplois dans de nombreux pays en développement, ce qui en fait un secteur prioritaire pour IFC.

IFC aide le secteur privé à répondre à la demande croissante du marché d'une manière écologiquement viable et propice à la cohésion sociale. Elle propose des mécanismes de financement des fonds de roulement pour aider ses clients à financer les stocks et les achats de semences, d'engrais, de produits chimiques et de carburant des agriculteurs. Pour faciliter le commerce et réduire les coûts, IFC réalise des investissements dans des infrastructures telles que les entrepôts et les chambres froides. Pour promouvoir l'exploitation durable des terres, elle s'emploie à améliorer la productivité grâce aux transferts de technologie et à l'utilisation optimale des ressources.

Durant l'exercice 15, ses nouveaux engagements à long terme dans le secteur de l'agroindustrie et de la forêt se sont chiffrés à environ 1,4 milliard de dollars, soit environ 13 % des engagements de la Société pour son propre compte.

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Des marchés financiers sains, durables et accessibles à tous jouent un rôle essentiel dans le développement, car ils assurent une répartition efficace des ressources. Le travail d'IFC avec les intermédiaires financiers a contribué à renforcer les institutions financières et le système financier dans son ensemble. Cette collaboration lui a aussi permis de prêter son concours à un nombre beaucoup plus grand de PME et de microentreprises qu'elle ne l'aurait pu en intervenant seule.

En collaborant avec les intermédiaires financiers, IFC peut les encourager à s'engager davantage dans les secteurs qui constituent des priorités stratégiques — entreprises appartenant à des femmes, changement climatique, etc. — et dans des régions mal desservies, telles que les États fragiles ou en situation de conflit, ainsi que dans les secteurs du logement, des infrastructures et des services sociaux.

Durant l'exercice 15, ses nouveaux engagements à long terme dans le secteur des marchés financiers se sont chiffrés à quelque 4,7 milliards de dollars, soit environ 45 % des engagements de la Société pour son propre compte.

SERVICES SOCIAUX ET SERVICES AUX CONSOMMATEURS

IFC est le plus important investisseur multilatéral au monde dans les services privés de santé et d'éducation. Elle s'efforce d'améliorer l'accès à des services de santé et d'éducation de qualité tout en contribuant au développement de secteurs créateurs d'emplois tels que le tourisme, le commerce de détail et le bâtiment. Elle aide à améliorer les normes de qualité et d'efficacité, à faciliter la diffusion des meilleures pratiques et à créer des emplois pour des professionnels qualifiés.

Outre les investissements directs qu'elle effectue dans les entreprises citoyennes, elle a également pour rôle de partager les connaissances et les compétences spécialisées dans les branches d'activité, de financer les entreprises de petite taille, de relever les normes dans les domaines de la médecine et de l'éducation, et d'aider les clients à élargir la portée de leurs services pour en faire bénéficier les populations à faible revenu. Durant l'exercice 15, les nouveaux engagements à long terme d'IFC dans les services sociaux et les services aux consommateurs ont atteint 748 millions de dollars, soit environ 7 % des engagements de la Société pour son propre compte.

INFRASTRUCTURE

Les infrastructures modernes stimulent la croissance économique, améliorent le niveau de vie et peuvent aider à faire face aux nouveaux problèmes de développement tels que l'urbanisation rapide et le changement climatique.

C'est également un domaine dans lequel le secteur privé peut apporter une contribution importante en fournissant des services essentiels à un grand nombre de personnes, tout en respectant les impératifs d'efficacité, d'accessibilité financière et de rentabilité. IFC met l'accent sur l'aide aux projets d'infrastructure privés dont le modèle de fonctionnement novateur et à fort impact peut se prêter à une large diffusion.

IFC aide à élargir l'accès à l'électricité, aux transports et à l'eau en finançant des projets d'infrastructure et en fournissant aux gouvernements clients des conseils sur les partenariats public-privé. Elle atténue les risques et exploite ses compétences spécialisées, notamment pour mettre sur pied des montages financiers. Durant l'exercice 15, ses nouveaux engagements à long terme dans ce secteur se sont chiffrés à quelque 2 milliards de dollars, soit environ 20 % des engagements de la Société pour son propre compte.

INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

Le secteur de l'industrie manufacturière contribue de manière cruciale à la création d'opportunités et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. En général, les clients qui sollicitent les services d'IFC dans ce secteur créent ou préservent davantage d'emplois que ceux de tout autre secteur.

IFC a accru ses activités dans le secteur de l'industrie manufacturière, qui englobe les produits chimiques, les matériaux de construction, les équipements à haut rendement énergétique et le matériel de production d'énergie solaire et éolienne. Elle investit dans des sociétés qui développent de nouveaux produits et marchés, qui se réorganisent ou qui se modernisent afin d'être plus compétitives au niveau international.

Étant donné que les industries manufacturières comptent parmi celles qui émettent le plus de carbone, la Société aide ses clients à monter et à réaliser des investissements qui contribuent à réduire les émissions de carbone et la consommation d'énergie.

Durant l'exercice 15, les nouveaux engagements à long terme d'IFC pour son propre compte dans l'industrie manufacturière se sont chiffrés à 365 millions de dollars.

PÉTROLE, GAZ ET INDUSTRIES EXTRACTIVES

Les branches d'activité qui peuvent exploiter les ressources naturelles sont d'une importance cruciale pour bon nombre de pays parmi les plus pauvres de la planète. Elles procurent aux économies locales des emplois, des sources d'énergie, des recettes publiques et un large éventail d'autres avantages. En Afrique, en particulier, les investissements durables et à grande échelle dans ces secteurs peuvent avoir des effets très positifs sur le développement économique.

Le rôle d'IFC dans le secteur des hydrocarbures et des industries extractives consiste à aider les pays en développement à concrétiser ces avantages tout en promouvant des sources d'énergie durables. La Société fournit des financements et des services-conseil à ses clients du secteur privé et aide également les autorités nationales à adopter des réglementations efficaces et à mieux gérer ces branches d'activité d'un bout à l'autre de la chaîne de valeur.

IFC appuie les investissements du secteur privé dans ces branches d'activité et fait en sorte que les populations locales en tirent des avantages tangibles. Durant l'exercice 15, ses nouveaux engagements à long terme pour son propre compte dans ce secteur se sont chiffrés à 515 millions de dollars.

LES ENGAGEMENTS
À LONG TERME D'IFC
POUR SON PROPRE
COMPTE DANS
LE SECTEUR DE
L'INFRASTRUCTURE
SE SONT CHIFFRÉS
À QUELQUE

2

MILLIARDS DE DOLLARS

durant l'exercice 15

LES NOUVEAUX
ENGAGEMENTS À
LONG TERME D'IFC
POUR SON PROPRE
COMPTE DANS LES
TÉLÉCOMMUNICATIONS
ET TECHNOLOGIES DE
L'INFORMATION SE SONT
CHIFFRÉS À

275

MILLIONS DE DOLLARS

durant l'exercice 15

TÉLÉCOMMUNICATIONS, MÉDIAS ET TECHNOLOGIE

Grâce aux technologies modernes de l'information et des communications, il est plus facile aux populations pauvres d'avoir accès à des services et à des ressources. Ces technologies accroissent les opportunités ainsi que l'efficacité des marchés et des institutions. IFC s'emploie à rendre ces technologies plus accessibles. Elle dirige les investissements vers des sociétés privées qui poursuivent des activités dans le domaine des infrastructures de communication et des technologies de l'information et qui mettent au point des technologies respectueuses du climat.

La Société aide de plus en plus ses clients à s'implanter sur d'autres marchés en développement, au-delà de leurs frontières nationales. Durant l'exercice 15, ses nouveaux engagements pour son propre compte destinés à ce secteur se sont chiffrés à 275 millions de dollars.

LE PERSONNEL ET LES PRATIQUES D'IFC

La détermination d'IFC à lutter contre la pauvreté et à créer des opportunités pour les populations les plus vulnérables du monde en développement est la manifestation concrète de sa culture d'entreprise.

LE RECENTRAGE D'IFC

Pour répondre aux enjeux croissants du développement, IFC a adopté en 2014 une nouvelle structure organisationnelle, plus souple et mieux ciblée. Cette initiative, baptisée *A Refocused IFC*, avait pour objet de permettre à la Société de renforcer sa collaboration avec les autres membres du Groupe de la Banque mondiale, de se concentrer encore davantage sur ses clients, d'offrir des solutions complètes et d'améliorer l'efficacité de ses services.

Le renforcement de son partenariat avec les autres membres du Groupe de la Banque mondiale permettra à la Société de rationaliser les processus, de mieux partager les pratiques optimales et d'identifier de nouveaux domaines de collaboration, dans l'intérêt de ses clients, partenaires et agents. Grâce à ces changements, IFC sera mieux à même d'exécuter la stratégie du Groupe visant à mettre fin à l'extrême pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée à l'horizon 2030.

La structure de direction révisée d'IFC comporte une nouvelle vice-présidence — la vice-présidence des Services mondiaux à la clientèle —, qui mobilise des cadres de grande expérience du Groupe de la Banque mondiale. Cette nouvelle entité offrira une plateforme unique d'investissement, de services-conseil et de relations avec les clients, dans le but de renforcer la collaboration avec ces derniers tout en développant la clientèle.

Une vice-présidence Risque institutionnel et viabilité a également été créée pour unifier les services de soutien aux transactions. Ce groupe contribuera à améliorer l'appréciation des risques par IFC et à simplifier le processus d'approbation des transactions, renforcera la démarche de la Société en matière de gestion des risques et traitera des questions de conformité, des pratiques juridiques et d'éventuels conflits d'intérêts.

Ces améliorations aideront IFC à optimiser son impact sur le développement et sa viabilité financière. Elles placent également la Société dans une position favorable pour relever les défis les plus urgents du développement tout en intégrant la puissance du secteur privé dans les solutions du Groupe de la Banque mondiale. Enfin, elles devraient contribuer à réduire le fardeau administratif des agents d'IFC et ouvrir des possibilités de développement professionnel.

IFC continue d'élaborer de nouveaux indicateurs pour suivre et évaluer ses résultats dans une optique privilégiant le service aux clients et la viabilité financière, ainsi qu'un cadre amélioré pour mieux comprendre son impact sur le développement. Les indicateurs qui seront finalement adoptés devraient systématiquement couvrir les résultats et la performance d'IFC, notamment la croissance, les résultats en matière de développement, les retours d'information des clients et la viabilité financière.

Ces améliorations aideront IFC à optimiser son impact sur le développement et sa viabilité financière.

COMPRENDRE L'IMPACT D'IFC SUR LE DÉVELOPPEMENT

Le secteur privé joue un rôle indispensable en stimulant la croissance et en donnant aux populations la possibilité d'améliorer leurs conditions de vie, mais il est crucial de savoir exactement quelles activités du secteur auront le plus d'effet sur le développement.

IFC mesure ses résultats et ceux de ses clients pour déterminer si elle contribue efficacement à la réalisation du double objectif du Groupe de la Banque mondiale — mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée — et si ses activités ont des effets tangibles sur les populations et les marchés qui en ont le plus besoin.

Les systèmes de mesure des résultats et de collecte de données d'IFC continuent d'évoluer pour mieux refléter ses besoins alors qu'elle harmonise sa structure organisationnelle et réoriente son action pour atteindre ses objectifs. La Société cherche également à mieux saisir la portée de ses contributions au développement durable du secteur privé, au-delà de l'impact des transactions.

Les améliorations apportées à l'évaluation des résultats contribueront à mettre en évidence les efforts déployés par IFC pour créer des emplois et stimuler la croissance économique grâce à ses investissements et ses services-conseil. La Société sera également mieux placée pour évaluer les résultats aux niveaux des pays, des secteurs et des programmes et facilitera le suivi des résultats des transactions par les clients et les équipes opérationnelles.

Ces modifications s'appuient sur le système existant de mesure des résultats d'IFC, en conservant les aspects ayant donné de bons résultats par le passé, en tirant parti des partenariats et en maintenant le rôle primordial d'IFC parmi les institutions de financement du développement.

LE SYSTÈME DE MESURE DES RÉSULTATS D'IFC

Le système de mesure des résultats d'IFC comprend trois composantes qui se renforcent mutuellement : les objectifs de développement d'IFC ; un système de suivi destiné à mesurer les résultats en matière de développement à l'échelon des transactions, susceptibles d'être agrégés au niveau des portefeuilles ; et des évaluations systématiques de l'impact de ses activités.

**Le système de
mesure des
résultats évolue
afin de mieux
répondre aux
besoins d'IFC.**

LE SYSTÈME DE SUIVI DES RÉSULTATS

IFC utilise le Système de suivi des réalisations au plan du développement (DOTS) pour évaluer l'impact de ses investissements et de ses services-conseil sur le développement.

Pour les services d'investissement, le DOTS couvre, après certaines exclusions, 1 900 sociétés sous supervision. Les indicateurs du champ d'action mesurent le nombre de personnes touchées par les clients d'IFC ou la valeur monétaire pour certaines parties prenantes, indépendamment de la taille de l'investissement de la Société. Les réalisations au plan du développement sont évaluées pour 820 investissements sur les quelque 918 approuvés entre 2006 et 2011, qui ont atteint un régime de croisière suffisant pour être évalués et qui sont suffisamment récents pour être pertinents. La notation DOTS globale est la synthèse de quatre domaines de performance (l'impact financier, économique, environnemental/social et les répercussions plus globales sur le développement du secteur privé).

Les ensembles d'indicateurs DOTS concernant les investissements et les processus de suivi connexes ont été simplifiés pour atteindre deux objectifs : i) améliorer la pertinence des indicateurs aux niveaux des opérations et des clients ; et ii) renforcer l'efficacité et l'efficience.

Un ensemble d'indicateurs de base a par exemple été adopté pour mesurer la performance environnementale et sociale à partir d'évaluations détaillées des clients réalisées par des spécialistes de ces domaines. Ces indicateurs mesurent les progrès accomplis par les clients d'IFC dans la mise en œuvre de ses normes de performance. Outre l'amélioration des processus, la Société continue de tirer parti des avancées technologiques pour améliorer la facilité d'exécution, l'efficacité et la qualité de la collecte de données et de la notification des résultats.

Pour ses services-conseil, les notations DOTS pour l'exercice 15 sont basées sur l'examen de 106 rapports d'achèvement présentés en 2014, dont 100 ont pu être évalués au regard de l'efficacité au plan du développement. Les projets qui n'ont pu être évalués étaient ceux répondant à certains critères d'exclusion, par exemple ceux prévoyant des études de secteurs ou de marchés, des conférences de partage des connaissances ou des efforts visant à créer des outils d'acquisition de connaissances internes pour IFC.

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT D'IFC

Les objectifs de développement d'IFC sont les résultats que la Société attend des projets qu'elle a approuvés ou engagés, en matière de champ d'action, d'accès ou d'autres contributions tangibles au développement devant être apportées par les projets pendant leur durée de vie.

Les cinq objectifs — renforcer l'infrastructure, améliorer les moyens d'existence des agriculteurs, élargir l'accès aux services financiers, renforcer les services de santé et d'éducation, et réduire les émissions de gaz à effet de serre — correspondent à la fiche de performance du Groupe de la Banque et sont également pleinement intégrés dans celle d'IFC. Les progrès concernant les engagements de la Société vers ces objectifs et leurs cibles triennales sont suivis depuis deux ans. Des détails supplémentaires sont fournis dans le tableau de la page 77.

LES ÉVALUATIONS D'IFC

IFC effectue des autoévaluations pour analyser les réalisations de ses projets et tirer des enseignements susceptibles d'améliorer ses opérations. En association avec le Groupe indépendant d'évaluation, la Société a amélioré la manière dont les équipes opérationnelles évaluent leurs propres projets lorsqu'ils ont atteint leur terme ou leur maturité opérationnelle. Qui plus est, IFC réalise également des évaluations approfondies pour collecter davantage d'informations sur l'impact de ses principaux projets et programmes au plan du développement. La Société a ainsi effectué 35 évaluations durant l'exercice 15. Elle a également adopté des politiques de divulgation de l'information qui lui permettent de diffuser les conclusions de ces évaluations en dehors du Groupe de la Banque mondiale et a publié des résumés sur le site web externe d'IFC.

L'AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE MESURE DES RÉSULTATS

Les améliorations apportées au système de mesure des résultats d'IFC permettent d'avoir une meilleure idée de l'impact de ses interventions aux niveaux des pays, des secteurs et des programmes grâce aux évaluations et à la collaboration avec le Groupe de la Banque mondiale sur l'élaboration de cadres conjoints.

RENFORCER LES LIENS AVEC L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT

Les évaluations font partie intégrante du cadre de mesure des résultats d'IFC : elles l'aident à tirer les enseignements de son expérience, orientent les stratégies et contribuent à une analyse et à un compte rendu plus détaillés de l'impact sur l'environnement. Cette année a vu l'adoption d'une stratégie d'évaluation systématique qui examine toujours davantage la contribution d'IFC à la croissance, à l'emploi et à l'accès dans des secteurs clés tels que la finance, le tourisme, l'élevage de volailles, la production d'électricité et les petites et moyennes entreprises (PME).

Ainsi, dans le secteur de l'électricité, la Société a eu davantage recours aux travaux d'évaluation et de recherche comme source d'information pour ses équipes opérationnelles. Elle a développé dans ce cadre un outil convivial basé sur le programme Excel qui utilise une méthodologie d'entrées-sorties économétrique au niveau des pays pour estimer l'impact des activités de construction, d'exploitation et d'entretien et de l'augmentation de la production électrique sur le produit intérieur brut et l'emploi. Cet outil couvre 20 pays en développement et estime différents types d'effets (directs, indirects, induits et de deuxième ordre) sur l'emploi et le PIB. IFC a également élaboré une méthodologie pour dresser le profil des PME bénéficiaires des intermédiaires financiers figurant parmi les clients.

Au cours de l'année à venir, la Société adoptera une approche systémique pour mieux comprendre les liens existant entre ses investissements et le double objectif du Groupe de la Banque mondiale, à savoir mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.

PRIVILÉGIER LES RÉSULTATS AUX NIVEAUX DES PAYS ET DES PROGRAMMES

IFC a collaboré plus étroitement avec la Banque mondiale et la MIGA en vue de l'élaboration de cadres de résultats visant à suivre ses contributions aux objectifs de développement nationaux au titre des Cadres de partenariat-pays du Groupe de la Banque mondiale. Cette année, la Société a participé à la conception de deux cadres, pour le Panama et le Myanmar, qui ont été soumis à l'examen de son Conseil d'administration. Elle élaborera des cadres conjoints de ce type pour 15 autres pays au cours de l'année à venir. Les activités menées pour améliorer les cadres de résultats aideront IFC à mieux définir ses réalisations au plan du développement dans le contexte de l'assistance apportée aux pays par le Groupe de la Banque mondiale.

La Société élabore également des cadres de résultats pour ses engagements stratégiques ayant un objectif commun mais comprenant plusieurs activités en matière d'investissement et de services-conseil. Ces cadres sont établis au niveau des programmes en sélectionnant quelques indicateurs qui font ensuite l'objet d'un suivi au niveau des projets. IFC conçoit et effectue également des évaluations au niveau des programmes. Durant l'exercice 15, la Société a élaboré des cadres pour ses activités dans les secteurs de l'électricité et de l'agriculture.

TIRER PARTI DES PARTENARIATS

IFC joue un rôle de premier plan dans l'harmonisation des indicateurs permettant de suivre les opérations menées par différentes institutions dans le secteur privé. En 2013, la Société a collaboré avec 25 autres institutions de financement du développement (IFD) en vue de l'harmonisation intersectorielle de 27 indicateurs quantitatifs. Cette année, elle a entamé la mise en œuvre de ces indicateurs et le groupe des IFD a mis en place un mécanisme de gouvernance plus officiel, comprenant un comité directeur composé de six membres ayant pour mission de gérer la mise en œuvre des indicateurs harmonisés. Ce comité étudiera également les possibilités d'activités conjointes dans d'autres domaines. Cette initiative, baptisée *Harmonized Indicators for Private Sector Operations*, a son propre site web : hipso.net. Riche de cette expérience, IFC s'est associée au *Donor Committee for Economic Development*, un forum de 22 bailleurs de fonds intervenant dans le développement du secteur privé, pour harmoniser les indicateurs permettant de suivre les résultats des services-conseil et d'en rendre compte.

LES RÉSULTATS AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT

La situation macroéconomique et l'état des marchés financiers se sont fortement détériorés ces dernières années. Malgré cela, la notation globale des réalisations d'IFC au plan du développement concernant ses investissements est restée essentiellement stable, avec 63 % de ses clients obtenant une note élevée (soit légèrement moins que la cible de 65 %). En général, les projets de grande envergure sont moins risqués que les projets de petite taille. Après pondération des notes en fonction du volume des investissements, 72 % des clients de la Société obtiennent une note élevée.

Au niveau des branches d'activité, les clients du secteur financier dans lesquels IFC investit ont affiché les meilleurs résultats, 74 % d'entre eux obtenant une note élevée. Ce chiffre représente une augmentation de six points de pourcentage et témoigne de l'amélioration des résultats des clients nouveaux et existants dans toutes les régions, en particulier les régions Asie de l'Est et Pacifique et Moyen-Orient et Afrique du Nord. Les projets de microfinance et de financement des PME, qui représentent 60 % du portefeuille noté par secteur, ont affiché les meilleurs résultats, en particulier en ce qui concerne le développement du secteur privé et les résultats financiers.

Alors que la croissance des marchés émergents ralentit et que les cours des produits de base baissent, les projets d'IFC visant le secteur réel, notamment l'infrastructure ainsi que le pétrole, le gaz et les industries extractives, ont obtenu de moins bons résultats. Dans le secteur de l'infrastructure, les notes des clients d'IFC ont diminué, car la détérioration des conditions financières et économiques a entravé la mise en œuvre de certains projets. Dans le secteur du pétrole, du gaz et des industries extractives, les notes ont également baissé, principalement en raison des nouveaux projets du portefeuille d'investissements, essentiellement composés de petits projets en phase de démarrage. Après pondération des notes en fonction de la taille des projets, 82 % des clients obtiennent une note élevée.

Au niveau des régions, les résultats des investissements d'IFC sont restés relativement stables, à l'exception des régions Asie du Sud et Asie de l'Est et Pacifique, qui ont connu respectivement une baisse et une hausse de près de cinq points. En Asie de l'Est, la hausse de la note (passée à 65 %) est liée à l'amélioration des résultats dans la majorité des secteurs, notamment : les marchés des capitaux ; l'agroindustrie et les forêts ; les services aux consommateurs et services sociaux ; et les télécommunications, les médias et la technologie. En Asie du Sud, 61 % des clients

ont obtenu une note élevée pour leurs réalisations au plan du développement, une baisse attribuable aux nouveaux projets, notamment dans le secteur indien de l'infrastructure.

Au niveau des services-conseil, 73 % des projets d'IFC achevés au cours de l'exercice et dont l'efficacité au plan du développement a pu être évaluée ont obtenu des notes élevées. Les notes des réalisations des services-conseil au plan du développement ont dépassé la cible de 65 % ces cinq dernières années. En outre, 91 % des clients d'IFC se sont déclarés satisfaits de ses services-conseil.

La région Moyen-Orient et Afrique du Nord a obtenu les meilleurs résultats, 90 % des projets achevés au cours de l'exercice recevant une note élevée pour l'efficacité au plan du développement. Cette région a également enregistré la plus grande amélioration moyenne sur une période de trois ans, soit une hausse de 14 points de sa note. Ces projets étaient essentiellement axés sur le secteur financier ou le développement de partenariats public-privé. La région Europe et Asie centrale a enregistré une baisse du nombre de projets de services-conseil obtenant une note élevée. Ce recul s'explique par le nombre relativement faible de projets notés dans la région, dont plusieurs ont souffert de la redéfinition des priorités des autorités lors de la mise en œuvre des partenariats public-privé.

Les réalisations au plan du développement des services-conseil d'IFC sont présentées par domaine d'activité dans le tableau de la page 79. Compte tenu de la réorganisation d'IFC (voir page 72), la comparaison avec l'exercice précédent n'est possible qu'aux niveaux global et régional.

LE CHAMP D'ACTION ET LES RÉSULTATS AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT

À l'échelle mondiale, les clients dans lesquels IFC investit ou auxquels la Société offre des services-conseil ont eu un impact sur un grand nombre de personnes et enregistré de remarquables succès (voir page 78). Les principaux sont décrits ci-après.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA FINANCE

- › IFC a collaboré avec 331 intermédiaires financiers spécialisés sur les prêts aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises. Ces institutions ont accordé 44 millions de

microprêts et 4 millions de prêts de montant faible à moyen d'une valeur totale de 270 milliards de dollars. Les clients d'IFC ont également fourni plus de 965 000 prêts au logement pour un montant total de 22 milliards de dollars.

- › La Société a en outre collaboré avec ses partenaires dans le secteur des services financiers numériques pour faciliter 70 millions de transactions de détail n'utilisant pas les espèces comme moyen de paiement et totalisant plus de 160 milliards de dollars.
- › IFC a contribué à consolider les marchés financiers en collaborant avec les registres de garanties et les centrales de risques, ce qui a permis l'octroi de 1,2 milliard de dollars de financements. Environ 294 000 PME et microentreprises ont également pu bénéficier de prêts garantis par des biens meubles. IFC a aussi aidé à créer ou améliorer des centrales de risques en Jamaïque, en Ouzbékistan, au Samoa et au Tadjikistan.

LA PRESTATION DE SOLUTIONS ET DE SERVICES

- › Les clients d'IFC ont produit et fourni de l'électricité à 99 millions d'utilisateurs, soit une augmentation de 30 % par rapport à l'exercice précédent. Plus d'un tiers de ces utilisateurs vivent en Afrique subsaharienne.
- › Ils ont également raccordé 237 millions d'utilisateurs au réseau téléphonique, soit une augmentation de 31 % par rapport à l'exercice précédent, pour l'essentiel en Asie du Sud.

- › IFC a aidé les entreprises à équiper 26,4 millions de personnes de systèmes abordables d'éclairage hors réseau.
- › IFC a aidé les pouvoirs publics à signer 18 contrats de partenariat public-privé, qui devraient permettre d'améliorer l'accès de près de 16 millions de personnes aux infrastructures et aux services de santé, et de mobiliser plus de 5,8 milliards de dollars d'investissements privés.
- › IFC a aidé les entreprises à adopter de nouvelles pratiques et technologies qui ont permis de mobiliser 929 millions de dollars de financements supplémentaires, dont la quasi-totalité auprès d'autres sources que la Société. Les réformes axées sur le gouvernement d'entreprise ont permis de mobiliser 535 millions de dollars de financements pour les clients d'IFC et les énergies propres, tandis que les technologies économes en ressources ont généré 384 millions de dollars d'investissements.

L'AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES

- › IFC a aidé les autorités publiques de 47 pays à adopter 94 réformes du climat de l'investissement afin de stimuler la croissance et la création d'entreprises. Parmi ces réformes, 78 ont été adoptées dans des pays IDA, dont 25 dans des États fragiles ou touchés par un conflit.
- › IFC a aidé les administrations nationales et locales à réformer et promouvoir l'investissement, engendrant ainsi de nouveaux investissements d'un montant estimé à 743 millions de dollars.

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT D'IFC (ODI)

OBJECTIF	CIBLE ODI, EX. 15	CIBLE ODI, EX. 14-16*	ENGAGEMENTS ODI, EX. 15	POURCENTAGE DE CIBLES ATTEINTES POUR L'EX. 15	POURCENTAGE DE CIBLES ATTEINTES POUR LES EX. 14-16
Accroître ou améliorer les possibilités de pratiques agricoles durables	Au profit de 1,48 million de personnes	Au profit de 4,64 millions de personnes	1,29 million de personnes	87 %	54 %
Améliorer les services de santé et d'éducation	Au profit de 5,74 millions de personnes	Au profit de 14,80 millions de personnes	12,92 millions de personnes	225 %	143 %
Accroître l'accès des institutions de microfinance clientes d'IFC aux services financiers	Au profit de 27,75 millions de personnes	Au profit de 83,59 millions de personnes	52,25 millions de personnes	188 %	106 %
Accroître l'accès des PME clientes d'IFC aux services financiers	Au profit de 1,52 million de personnes	Au profit de 4,61 millions de personnes	1,46 million de personnes	96 %	55 %
Accroître ou améliorer les services d'infrastructure	Au profit de 25,76 millions de personnes	Au profit de 75,36 millions de personnes	93,54 millions de personnes	363 %	154 %
Réduire les émissions de gaz à effet de serre	Réduction de 6,08 millions de tonnes d'équivalent CO ₂ par an	Réduction de 18,42 millions de tonnes d'équivalent CO ₂ par an	9,69 millions de tonnes	159 %	83 %

*Total cumulé sur trois ans (Ex. 14-16).

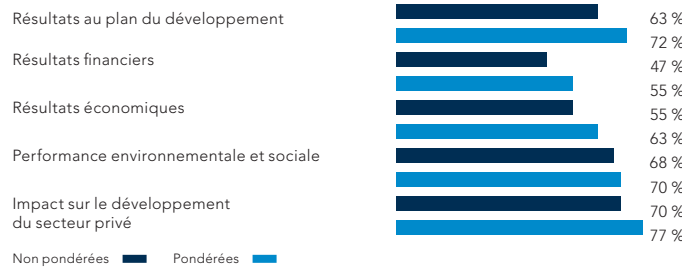
CHAMP D'ACTION DES SOCIÉTÉS CLIENTES D'IFC AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT	PORTEFEUILLE ANNÉE CIVILE 2013	PORTEFEUILLE ANNÉE CIVILE 2014
INVESTISSEMENTS		
Emplois offerts (millions) ¹	2,6	2,5
MICROCRÉDITS		
Nombre (millions) ²	29,0	43,6
Montant (milliards d'USD) ²	27,9	35,3
PRÊTS AUX PME		
Nombre (millions) ²	5,3	4,3
Montant (milliards d'USD) ²	275,7	234,4
FINANCEMENT DU COMMERCE		
Nombre (millions) ³	2,0	1,8
Montant (milliards d'USD) ³	310,0	266,0
NOMBRE DE CONSOMMATEURS BÉNÉFICIAIRE DE SERVICES		
Production d'électricité (millions)	51,3	55,8
Alimentation en électricité (millions) ⁴	25,2	43,6
Alimentation en eau (millions) ⁵	28,4	23,4
Alimentation en gaz (millions) ⁶	39,8	35,0
Branchements téléphoniques (millions) ⁷	180,9	237,2
Patients traités (millions)	27,1	17,3
Élèves instruits (millions)	2,5	3,5
Agriculteurs bénéficiaires (millions)	2,9	3,4
PAIEMENTS AUX FOURNISSEURS ET AUX ADMINISTRATIONS PUBLIQUES		
Achats de biens et services sur les marchés locaux (milliards d'USD)	34,3	51,9
Contribution aux recettes ou à l'épargne des administrations publiques (milliards d'USD) ⁸	19,1	19,5

Ces chiffres décrivent le champ d'action des clients d'IFC à la fin des années civiles 2013 et 2014. Les données de portefeuille de 2013 et 2014 ne sont pas strictement comparables en raison de la modification du portefeuille de clients d'IFC sur lequel elles reposent. Dans le cas des microcrédits et des prêts aux PME, les résultats s'expliquent aussi par la contribution des services-conseil. Les données fournies par les clients font l'objet de nombreux contrôles, mais elles reposent parfois sur des estimations, et la définition des indicateurs peut être comprise de façon légèrement différente d'un client à l'autre.

1. Les données de portefeuille relatives à l'emploi incluent les emplois fournis par les Fonds.
2. Les chiffres indiqués au titre du champ d'action correspondent à l'encours de prêts des clients d'IFC aux PME et aux microfinancements à la fin des années civiles 2013 et 2014, pour les projets/institutions financières axés sur les PME et les microentreprises. Sur les 331 clients tenus de déclarer des données en 2014, 93 % se sont acquittés de cette obligation. Les chiffres manquants ont été extrapolés. Les données relatives au nombre et au montant des prêts portant sur l'année civile 2013 ont été révisées à la suite de l'ajustement des valeurs de plusieurs clients.
3. Estimation du nombre et du montant en dollars des transactions commerciales financées par le réseau bancaire du Programme mondial de financement du commerce dans les pays émergents, basée sur des données effectives provenant de 90 % des banques en activité du réseau et l'extrapolation des données manquantes. Les chiffres des années civiles 2013 et 2014 ne sont pas totalement comparables en raison de la modification de la méthodologie appliquée pour 2014. Les données correspondent aux transactions directement garanties par IFC et aux opérations exécutées par les banques du réseau qui ont bénéficié de l'appui du programme.
4. Le nombre total de consommateurs ayant bénéficié de services d'alimentation en électricité durant l'année civile 2013 a été révisé à la suite de la reformulation des valeurs d'un client de la région Amérique latine et Caraïbes.
5. Le nombre total de consommateurs ayant bénéficié de services d'alimentation en eau durant l'année civile 2013 a été révisé à la suite de la reformulation des valeurs de deux clients de la région Amérique latine et Caraïbes.
6. Durant l'année civile 2014, un client de la région Asie de l'Est et Pacifique a fourni des services de distribution de gaz à 31,8 millions de consommateurs.
7. Un client d'Asie du Sud a fourni des services de branchements téléphoniques à 135,8 millions de consommateurs durant l'année civile 2014.
8. Le montant total des paiements effectués aux administrations publiques durant l'année civile 2013 a été révisé à la suite de la reformulation des valeurs de deux clients de la région Amérique latine et Caraïbes.

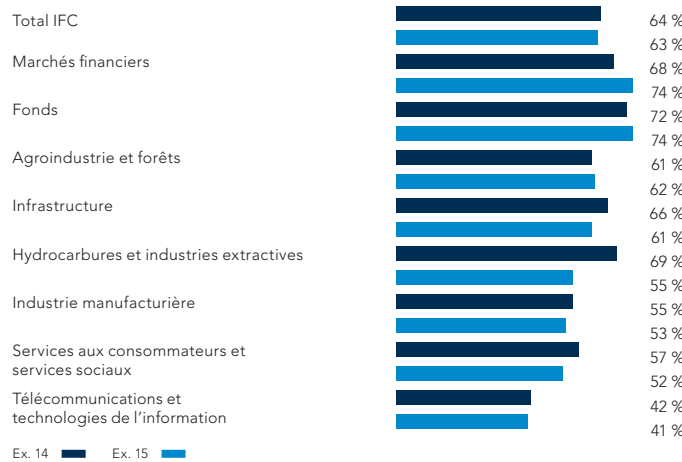
NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE DE RÉSULTAT, EX. 15

Pourcentage de notes élevées



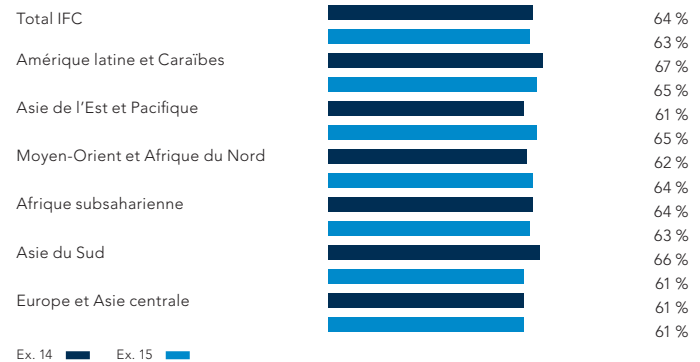
NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ, COMPARAISON EX. 14/EX. 15

Pourcentage de notes élevées



NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR RÉGION, COMPARAISON EX. 14/EX. 15

Pourcentage de notes élevées



NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES-CONSEIL PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ, EX. 15

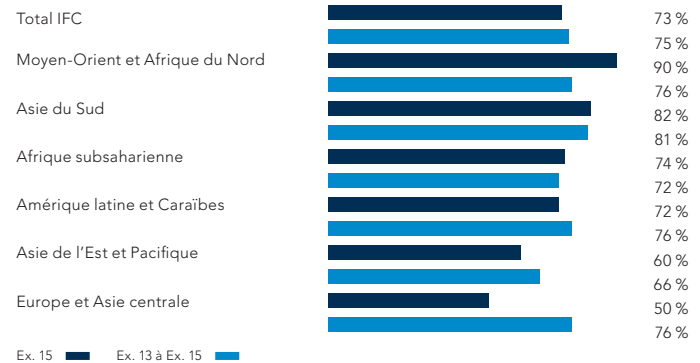
Pourcentage de notes élevées



La catégorie « Secteur financier » inclut aussi les projets entrepris par l'équipe intégrée du Pôle mondial d'expertise en Finance et marchés du Groupe de la Banque mondiale.

NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES-CONSEIL PAR RÉGION, EX. 14

Pourcentage de notes élevées



LE PERSONNEL D'IFC

Le personnel d'IFC est diversifié et constitue l'atout le plus précieux de la Société. Représentant plus de 140 pays, il apporte des solutions innovantes et des pratiques exemplaires aux clients locaux.

Le personnel d'IFC travaille dans 100 pays. Plus de la moitié du personnel (59 %) est en poste en dehors des États-Unis, une proportion croissante qui traduit l'attachement de la Société à la décentralisation. La plupart des membres du personnel d'IFC (62 %) sont originaires de pays qui ne sont pas des bailleurs de fonds de l'IDA, une diversité qui enrichit l'optique de la Société et souligne l'importance qu'elle accorde aux domaines dans lesquels le développement du secteur privé peut avoir le plus grand impact.

LE PERSONNEL D'IFC
TRAVAILLE DANS

100

PAYS

LE PERSONNEL D'IFC
REPRÉSENTE PLUS DE

140

PAYS

PRÈS DE

60%

du personnel d'IFC
est en poste en dehors
des États-Unis

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU PERSONNEL D'IFC

	EX. 10	EX. 15
BASE		
États-Unis	1 542 (46 %)	1 525 (41 %)
Autres pays	1 816 (54 %)	2 162 (59 %)
Personnel total d'IFC	3 358	3 687

RÉPARTITION PAR RÉGION D'ORIGINE (AGENTS À PLEIN TEMPS)

	EX. 10	EX. 15
RÉPARTITION PAR RÉGION D'ORIGINE		
Pays bailleurs de fonds de l'IDA ¹	1 270 (38 %)	1 393 (38 %)
Autres pays	2 088 (62 %)	2 294 (62 %)
Total	3 358	3 687

RÉPARTITION PAR RÉGION D'ORIGINE (AGENTS NIVEAU CADRE ET HORS CADRE)

	EX. 10	EX. 15
RÉPARTITION PAR RÉGION D'ORIGINE		
Pays bailleurs de fonds de l'IDA	947 (46 %)	1 100 (44 %)
Autres pays	1 110 (54 %)	1 392 (56 %)
Total	2 057	2 492

1. Données reposant sur les informations fournies par les pays sur leur rôle au sein de l'IDA.

RÉPARTITION FEMMES-HOMMES (AGENTS À PLEIN TEMPS)

	EX. 10	EX. 15
GENRE		
Femmes	1 785 (53 %)	1 977 (54 %)
Hommes	1 573 (47 %)	1 710 (46 %)
Total	3 358	3 687

RÉPARTITION FEMMES-HOMMES (AGENTS NIVEAU CADRE ET HORS CADRE)

	EX. 10	EX. 15
GENRE		
Femmes	825 (40 %)	1 085 (44 %)
Hommes	1 232 (60 %)	1 407 (56 %)
Total	2 057	2 492

RÉMUNÉRATIONS

Les directives relatives à la rémunération du personnel d'IFC s'inscrivent dans le cadre établi pour l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale. Il est essentiel d'offrir des niveaux de rémunération compétitifs au plan international pour attirer et conserver un personnel diversifié et hautement qualifié. Le barème des rémunérations du personnel recruté à Washington est basé sur le marché de l'emploi aux États-Unis qui, jusqu'à présent, était compétitif à l'échelle mondiale. Les traitements des membres du personnel recrutés pour travailler dans des bureaux situés en dehors des États-Unis sont fonction de niveaux jugés compétitifs sur les marchés locaux sur la base d'enquêtes indépendantes. Le Groupe de la Banque mondiale ayant le statut d'organisation internationale, la rémunération de son personnel est établie nette d'impôt.

PROGRAMMES DE RÉMUNÉRATION À ÉLÉMENTS VARIABLES

Les programmes de rémunération à éléments variables d'IFC comprennent plusieurs éléments, notamment les programmes de reconnaissance et les primes de résultat (comportant des éléments annuels et à long terme) qui appuient sa culture de haute performance. Ces primes visent à encourager le travail d'équipe, à

récompenser les meilleures performances et à promouvoir les priorités stratégiques d'IFC — par exemple, les projets réalisés dans les États fragiles ou touchés par un conflit.

RÉGIMES DE PRESTATIONS

IFC offre à son personnel un régime de prestations compétitif, comprenant notamment l'assurance maladie, l'assurance vie et l'assurance invalidité ainsi qu'un régime de retraite. Le coût de l'assurance maladie est réparti entre l'institution, qui en finance 75 %, et les assurés, qui assument les 25 % restants.

Le régime des pensions d'IFC, qui fait partie du plan du Groupe de la Banque mondiale, comprend deux volets : un plan de retraite à prestations définies qui est entièrement financé par IFC et qui est fonction du nombre d'années de service, du niveau de rémunération et de l'âge à la retraite ; un régime d'épargne-retraite qui comprend une cotisation obligatoire égale à 5 % de la rémunération de chaque agent plus une contribution optionnelle de 6 %, à laquelle IFC ajoute 10 % par an. Le Groupe de la Banque propose également un plan d'épargne-retraite facultatif de type 401(k), système de retraite par capitalisation largement utilisé aux États-Unis, pour le personnel en poste à Washington et un plan d'épargne facultatif pour le personnel en poste dans les bureaux extérieurs.

STRUCTURE DES TRAITEMENTS DES AGENTS (WASHINGTON)

Au 30 juin 2015, la structure des traitements et les montants moyens des traitements annuels (nets d'impôt) et des avantages des agents du Groupe de la Banque mondiale se présentaient comme suit :

GRADES	INTITULÉS DE POSTES REPRÉSENTATIFS	MINIMUM (USD)	RÉFÉRENCE DU MARCHÉ (USD)	MAXIMUM (USD)	EFFECTIFS À CE GRADE (%)	TRAITEMENT MOYEN/ GRADE (USD)	PRESTATIONS MOYENNES ^a (USD)
GA	Auxiliaire de bureau	23 900	34 100	44 300	0,02 %	42 233	24 702
GB	Assistant administratif, Technicien d'information	30 100	43 000	55 900	0,5 %	44 269	25 893
GC	Assistant de programme, Assistant d'information	37 200	53 100	69 000	9,5 %	55 934	32 716
GD	Assistant principal de programme, Spécialiste de l'information, Assistant du service du budget	43 900	62 700	81 500	7,6 %	69 346	40 560
GE	Analyste	58 900	84 200	109 500	10,0 %	79 845	46 701
GF	Cadre	78 300	111 900	145 500	22,4 %	103 520	60 549
GG	Cadre supérieur	105 700	151 000	196 300	31,0 %	142 515	83 357
GH	Directeur, Cadre de direction	144 000	205 700	267 400	16,1 %	200 468	117 254
GI	Directeur, Conseiller principal	220 800	276 000	331 200	2,4 %	264 534	154 726
GJ	Vice-président	272 500	320 600	368 700	0,4 %	327 814	191 738
GK	Directeur général, Vice-président exécutif	303 000	356 500	410 000	0,1 %	382 207	220 614

Note : Comme les agents du Groupe de la Banque mondiale non américains sont habituellement exemptés de l'impôt sur le revenu sur les rémunérations qui leur sont versées par l'institution, celles-ci s'entendent nettes d'impôt, ce qui équivaut généralement aux salaires nets après impôts des employés des organisations et des entreprises de référence d'après lesquels la grille de salaires de l'institution est établie. Seul un très petit nombre d'agents parvient au tiers supérieur de la fourchette de salaires d'un grade donné.

a. Y compris l'assurance-maladie, l'assurance-vie et l'assurance-invalidité ; les droits acquis au titre de la prestation de cessation de service ; et d'autres avantages non salariaux. Les allocations fiscales ne sont pas incluses.

LA GOUVERNANCE D'IFC

LA PLACE D'IFC DANS LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Le Groupe de la Banque mondiale représente une source vitale d'assistance financière et technique pour les pays en développement. Il a pour mission de lutter contre la pauvreté avec passion et professionnalisme, pour obtenir des résultats durables.

IFC est l'un des cinq membres du Groupe de la Banque mondiale, tout en étant une entité juridique distincte avec des statuts, un capital social, une structure financière, une direction et un personnel distincts. Seuls les pays membres de la Banque mondiale peuvent adhérer à IFC. Au 30 juin 2015, le capital libéré d'IFC, d'un montant d'environ 2,56 milliards de dollars, était détenu par 184 pays membres. Ces pays décident de l'orientation générale des programmes et des activités de la Société.

IFC collabore avec le secteur privé pour créer des opportunités là où elles font le plus défaut. Depuis sa création en 1956, IFC a engagé pour son propre compte près de 180 milliards de dollars au titre d'investissements dans le secteur privé des pays en développement et a mobilisé plus de 40 milliards de dollars auprès d'autres sources.

En vue de mettre fin à l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée, IFC œuvre en étroite collaboration avec les autres membres du Groupe de la Banque.

LE CONSEIL D'IFC

Chacun des pays membres d'IFC nomme un Gouverneur et un suppléant. Le Conseil des gouverneurs est investi des pouvoirs de la Société dont il délègue la majeure partie à un Conseil de 25 Administrateurs. Le nombre de voix dont ils disposent pour décider des questions qui leur sont soumises est fonction de la part du capital de la Société représentée par chaque Administrateur.

Les Administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington pour examiner les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires en la matière et donner des orientations stratégiques à la direction de la Société. Le Président du Groupe de la Banque mondiale est également le Président d'IFC.

RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL DE DIRECTION

Le traitement du Président du Groupe de la Banque mondiale est déterminé par le Conseil des administrateurs. Le niveau de rémunération du Vice-président exécutif et Directeur général d'IFC correspond au point médian entre le niveau de rémunération le plus élevé du barème applicable au personnel de l'institution, tel qu'il est établi chaque année sur la base d'enquêtes sur les rémunérations aux États-Unis, et le niveau de rémunération du Président du Groupe de la Banque mondiale. Les rémunérations des personnels de direction sont communiquées au public. La rémunération du Vice-président exécutif et Directeur général d'IFC, Jin-Yong Cai, s'est élevée à 399 400 dollars, net d'impôt. IFC n'offre pas de programmes de rémunération à caractère incitatif au personnel de direction.



Assis (de gauche à droite) : Hervé de Villeroché, France • Patrizio Pagano, Italie • Subhash Chandra Garg, Inde • Merza Hasan (Doyen), Koweït • Rionald Silaban, Indonésie • Masahiro Kan, Japon • Gwen Hines, Royaume-Uni • Nasir Mahmood Khosa, Pakistan

Debout (de gauche à droite) : José A. Rojas R., Venezuela • Frank Heemskerk, Pays-Bas • Ursula Müller, Allemagne • Jörg Frieden, Suisse • Louis Rene Peter Larose, Seychelles • Franciscus Godts, Belgique • Shixin Chen, Chine • Alister Smith, Canada • Satu Santala, Finlande • Ana Dias Lourenco, Angola • Khalid Alkhudairy, Arabie saoudite • Sung-Soo Eun, Corée, Rép. de • Alex Foxley, Chili • Antonio Silveira, Brésil • Mohamed Sikieh Kayad, Djibouti • Andrei Lushin, Fédération de Russie

Absent sur la photo : Matthew McGuire, États-Unis

LES PAYS MEMBRES D'IFC, SES ACTIONNAIRES, LUI FOURNISSENT UN IMPORTANT APPUI

TOTAL IFC	100 %
ÉTATS-UNIS	20,99 %
JAPON	6,01 %
ALLEMAGNE	4,77 %
FRANCE	4,48 %
ROYAUME-UNI	4,48 %
INDE	3,82 %
FÉDÉRATION DE RUSSIE	3,82 %
CANADA	3,02 %
ITALIE	3,02 %
CHINE	2,30 %
174 AUTRES PAYS	43,29 %

L'OBLIGATION DE RENDRE COMPTE

LE GROUPE INDÉPENDANT D'ÉVALUATION

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) contribue à la dynamique d'apprentissage d'IFC par les enseignements qu'il tire de ses évaluations. L'IEG est indépendant de la direction d'IFC et rend compte directement au Conseil d'administration du Groupe de la Banque mondiale. Il a pour mission de renforcer l'efficacité au plan du développement des institutions du Groupe grâce à des évaluations de la plus haute qualité orientant leurs stratégies et activités futures.

L'IEG évalue les projets d'investissement et les projets de services-conseil admissibles d'IFC. Les notes établies sont consignées dans son évaluation annuelle des résultats et de la performance du Groupe de la Banque mondiale. Dans son dernier rapport annuel, couvrant l'exercice 14, l'IEG fait état d'un recul de l'efficacité au plan du développement des projets d'investissements par rapport à la période précédente. Ce recul est dû en grande partie aux effets de la crise financière mondiale et à des facteurs propres aux projets. L'efficacité au plan du développement des services-conseil d'IFC, en revanche, a nettement augmenté, en particulier dans les régions Amérique latine et Caraïbes et Asie de l'Est et Pacifique, et dans le domaine d'intervention Partenariats public-privé.

L'évaluation du modèle d'activité d'IFC concernant la prestation de services-conseil sur la réforme du climat d'investissement, récemment réalisée par l'IEG, a mis en avant plusieurs atouts du modèle de prestation de services normalisé, ciblé et à court terme. L'IEG a recommandé qu'au vu de l'intégration des services dans un nouveau pôle mondial d'expertise, le Groupe de la Banque mondiale devrait tirer parti des atouts respectifs des modèles de la Banque mondiale et d'IFC.

Dans le secteur de l'infrastructure, les évaluations de l'IEG ont montré qu'IFC peut contribuer à des réalisations positives au plan du développement dans des environnements réglementaires difficiles et des régions pionnières. Dans le secteur de l'industrie manufacturière, les projets menés à bien ont bénéficié de l'innovation et des mesures d'économie et ont ainsi contribué aux résultats en matière de développement du secteur privé. L'IEG publie ses principaux rapports sur son site web : <http://ieg.worldbankgroup.org>.

LE BUREAU DU CONSEILLER/ OMBUDSMAN

Le Bureau du conseiller/ombudsman pour l'application des directives (CAO) est le mécanisme indépendant grâce auquel IFC et la MIGA rendent compte de leurs actions. Le CAO traite les plaintes des personnes touchées par les projets d'IFC et de la MIGA dans le but d'améliorer la performance environnementale et sociale. Il est dirigé par Osvaldo Gratacós, qui a été nommé en juillet 2014 à l'issue d'un processus de sélection indépendant et relève directement du Président du Groupe de la Banque mondiale.

Le CAO facilite le règlement des différends entre les populations concernées et les clients d'IFC, enquête sur l'application des directives en ce qui concerne les résultats environnementaux et sociaux d'IFC et dispense d'une manière indépendante des conseils au Président et à la direction.

Durant l'exercice 15, le CAO a traité 63 dossiers portant sur des projets d'IFC dans 25 pays et divers secteurs — agroindustrie, éducation, industries extractives, industrie manufacturière, infrastructures et intermédiaires financiers —, y compris des projets faisant appel aux services-conseil de la Société. Seize de ces dossiers concernaient de nouvelles plaintes à propos de projets d'IFC. À la fin de l'exercice, le CAO avait clos 20 dossiers, neuf se trouvaient au stade de l'évaluation, 14 au stade du règlement des différends et 20 au stade de l'examen sur l'application des directives.

Le CAO a œuvré au règlement des différends entre les populations et les entreprises concernant les préoccupations suscitées par d'importants projets d'IFC, dont l'oléoduc reliant le Tchad au Cameroun, la mine Oyu Tolgoi en Mongolie et le projet hydroélectrique de Bujagali en Ouganda. Le CAO a effectué des médiations à long terme après avoir procédé au suivi d'accords de règlement entre les parties prenantes locales concernant le déplacement de population lié à l'agrandissement de l'aéroport de Sihanoukville au Cambodge et un problème de santé chronique touchant les travailleurs de l'industrie sucrière au Nicaragua. En Ouganda, le CAO procède au suivi des accords de règlement entre deux collectivités et un client du fonds Agri-Vie bénéficiant d'un appui d'IFC concernant l'impact de l'exploitation de plantations forestières commerciales et le déplacement des populations dans cette zone.

Dans le cadre de sa fonction d'enquête sur l'application des directives, le CAO a clos huit examens préalables de la performance d'IFC concernant 16 plaintes ne nécessitant aucune action ultérieure tandis que trois autres examens préalables sont en cours. Le CAO mène sept enquêtes sur la performance d'IFC concernant des projets dans les secteurs de l'agroindustrie, des intermédiaires financiers, de l'hydroélectricité, des industries extractives et de l'infrastructure ainsi que des projets de services-conseil. Le CAO procède au suivi des mesures prises par IFC pour donner suite à six enquêtes sur l'application des directives concernant le projet électrique Tata Ultra Mega en Inde, les dossiers Dinant et Ficohsa liés respectivement aux investissements dans l'agroindustrie et les intermédiaires financiers au Honduras, un investissement minier au Pérou (Quellaveco), un investissement dans une compagnie aérienne colombienne (Avianca) et le portefeuille d'intermédiaires financiers internationaux d'IFC. Le CAO a clos une enquête sur les services-conseil d'IFC dans le secteur de l'électricité au Kosovo.

IFC a collaboré avec les services de la fonction de conseil du CAO dans le cadre d'un atelier organisé en mai 2015 au sujet des enseignements tirés des investissements dans les intermédiaires financiers, et à propos de l'élaboration par le CAO de directives sur les mécanismes de recours au niveau des projets à l'intention d'IFC et de ses clients. Pour plus d'informations, visiter le site www.cao-ombudsman.org.

LES PARTENARIATS

IFC collabore avec les autorités nationales, les entreprises, les fondations et d'autres organisations multilatérales et institutions d'aide au développement pour promouvoir des partenariats novateurs dans le but de favoriser la prospérité et de mettre fin à la pauvreté. La démarche d'IFC, fondée sur la collaboration, privilégie les partenariats de longue durée, met l'accent sur l'efficacité et l'évaluation des résultats et mobilise les contributions des partenaires de développement de la Société pour maximiser les impacts sur la vie des pauvres.

COLLABORATION AVEC LES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT

IFC collabore et entretient des rapports à long terme avec ses partenaires de développement à travers le monde tout en poursuivant leurs objectifs communs, à savoir mettre fin à la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. Ces partenaires soutiennent résolument les activités d'IFC, à l'appui desquelles ils ont engagé près de 263 millions de dollars au cours de l'exercice 15.

IFC développe ses partenariats et activités de collaboration en approfondissant le dialogue avec ses partenaires et en cherchant de nouveaux moyens d'améliorer son efficacité et d'optimiser son impact. Durant l'exercice 15, la Société et la Banque mondiale ont tenu des consultations conjointes avec divers partenaires pour approfondir leur coopération, notamment avec la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suisse. IFC a également joué un rôle de premier plan dans l'élaboration du futur cadre de financement du développement durable en attirant l'attention sur l'importance de la participation du secteur privé dans ce domaine. En mai, le Groupe de la Banque mondiale a organisé, à Rotterdam, le Forum sur le financement du développement. Ce forum a permis aux stratégestes, responsables de l'action publique et conseillers des secteurs public et privé de se rencontrer et d'examiner les importantes initiatives susceptibles de contribuer au développement durable.

Grâce aux fonds fiduciaires des partenaires de développement, IFC continue d'apporter des financements et de partager des connaissances sur le développement du secteur privé. Les initiatives suivantes soulignent les efforts concertés déployés par IFC pour collaborer de manière novatrice avec ses partenaires :

FONDATION ROCKEFELLER

Durant l'exercice 15, la Fondation Rockefeller s'est associée à IFC pour débloquer des investissements du secteur privé destinés à la mise en œuvre de projets d'infrastructure dans les pays émergents. Elle a engagé 10 millions de dollars en vue du lancement d'un mécanisme de préparation de projets assorti de dons couvrant la fourniture de conseils juridiques, techniques et financiers aux pouvoirs publics travaillant avec IFC. Ces projets aideront les villes à améliorer leur résilience et à veiller sur les populations pauvres et vulnérables. Ce mécanisme permettra également d'accélérer l'élaboration des projets et d'accroître le

nombre de ceux obtenant un financement. La Fondation et IFC entendent mobiliser ensemble entre 40 et 90 millions de dollars supplémentaires auprès d'autres partenaires, et ainsi financer l'élaboration de près de 80 projets de moyenne à grande ampleur à l'échelle mondiale.

MINISTÈRE BRITANNIQUE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Le ministère britannique du Développement international et le Groupe de la Banque mondiale ont formé un nouveau partenariat qui sera axé sur l'utilisation des innovations technologiques dans la prestation de services financiers aux populations parmi les plus pauvres et les plus marginalisées du monde, en particulier les femmes et les populations des zones fragiles ou touchées par un conflit. Le programme *Harnessing Innovation for Financial*

Inclusion (l'innovation au service de l'inclusion financière) bénéficie d'une contribution du Royaume-Uni s'élevant à plus de 16 millions de livres sterling. Ce programme apportera également un savoir-faire pour aider les pays en développement à mettre en œuvre un cadre stratégique destiné à faciliter la modernisation des systèmes de transferts de fonds utilisés par les pouvoirs publics, les commerces et les expatriés.

UNION EUROPÉENNE

En décembre 2014, l'Union européenne s'est engagée à fournir 9 millions d'euros pour promouvoir le développement urbain durable dans cinq villes indiennes. Le programme *Eco-Cities* (écovilles), qui entend relever les défis de l'urbanisation rapide en Inde, est aligné sur le programme gouvernemental *Smart Cities* (villes intelligentes) qui vise à créer 100 nouvelles villes dotées d'infrastructures modernes.

ENGAGEMENTS FINANCIERS AU TITRE DES SERVICES-CONSEIL D'IFC (équivalent en millions d'USD) Chiffres non audités

ÉTAT RÉCAPITULATIF	EX. 14	EX. 15	PARTENAIRES INSTITUTIONNELS/MULTILATÉRAUX	EX. 14	EX. 15
États	272,51	199,85	Banque islamique de développement	0,31	0,00
Partenaires institutionnels/multilatéraux	46,66	24,69	Commission européenne	19,68	11,43
Sociétés, fondations et ONG	19,38	38,01	Financial Sector Deepening Trust	0,60	0,00
Total	338,56	262,55	Fonds d'investissement climatiques	16,62	8,36
			Fonds pour la transition dans la région MENA	5,24	3,65
			Global Green Growth Institute (3GI)*	0,60	0,00
			Livelihoods and Food Security Trust Fund	3,62	0,00
			Trade and Markets East Africa (TradeMark East Africa – TMEA)	0,00	1,25
			Total	46,66	24,69
			SOCIÉTÉS, FONDATIONS ET ONG	EX. 14	EX. 15
			BP Exploration (Caspian Sea) Limited	0,40	0,00
			Dingyi Venture Capital (HK) Limited	3,00	0,00
			eBay Foundation Corporate Advised Fund of Silicon Valley Community Foundation (SVCF)	0,00	0,10
			Fondation Bill et Melinda Gates	2,00	20,51
			Fondation Ford	0,15	0,20
			Fondation Goldman Sachs	11,33	0,00
			Fondation PepsiCo*	0,00	1,50
			Fondation Rockefeller	0,00	10,00
			Marie Stopes International	0,00	3,95
			Nestlé SA*	0,00	1,50
			SABMiller PLC*	0,25	0,25
			Société Coca-Cola*	2,25	0,00
			Total	19,38	38,01

*Contributeur du 2030 Water Resource Group

LA GESTION DES RISQUES

GESTION DU PORTEFEUILLE

La gestion du portefeuille fait partie intégrante de la gestion des activités d'IFC visant à assurer la solidité des résultats financiers de ses projets et des résultats obtenus en matière de développement.

La direction d'IFC procède chaque trimestre à l'examen de l'intégralité du portefeuille et transmet chaque année au Conseil d'administration un rapport de suivi de la performance du portefeuille. Les équipes chargées du portefeuille, basées pour la plupart dans les bureaux extérieurs, complètent ces examens généraux par un examen trimestriel de chaque élément d'actif.

Au niveau institutionnel, IFC combine l'analyse de la performance de son portefeuille de 50,4 milliards de dollars aux projections sur les tendances macroéconomiques et les tendances du marché à l'échelle mondiale pour éclairer la prise de décisions concernant ses investissements futurs. Elle procède aussi régulièrement à des tests de vulnérabilité de la performance du portefeuille face à l'évolution macroéconomique possible pour cerner les risques et chercher activement à les atténuer.

À l'échelon des projets, IFC veille en permanence au respect des accords d'investissement, se rend sur le site des projets pour vérifier l'état d'avancement des opérations et aide à trouver des solutions aux problèmes qui pourraient se poser. Elle procède à un suivi systématique de la performance environnementale et sociale, et mesure les résultats financiers ainsi que les résultats obtenus sur le front du développement.

Dans le cas des projets qui connaissent des difficultés financières, le Département des opérations spéciales détermine les mesures qu'il convient de prendre pour remédier à la situation. Il s'efforce de négocier des accords avec les créanciers et actionnaires pour répartir la charge de la restructuration et régler les problèmes sans interrompre le déroulement du projet.

Les investisseurs et autres partenaires participant aux opérations d'IFC sont tenus régulièrement informés de l'évolution des projets. IFC les consulte ou demande leur consentement, le cas échéant.

SERVICES DE TRÉSORERIE

IFC mobilise des fonds sur les marchés financiers internationaux pour accorder des prêts au secteur privé et veiller à disposer de liquidités suffisantes pour conserver sa note AAA.

Les émissions comprennent des obligations de référence dans de grandes monnaies telles que le dollar des États-Unis, des émissions thématiques à l'appui de priorités stratégiques telles que le changement climatique, et des émissions dans des monnaies de pays émergents pour promouvoir le développement des marchés financiers. La majeure partie des prêts consentis par IFC sont libellés en dollars, mais la Société emprunte dans de nombreuses monnaies de manière à diversifier l'accès aux capitaux, réduire le coût des emprunts et soutenir les marchés financiers locaux.

Au fil des ans, le programme de financement d'IFC a progressé au même rythme que le volume des prêts accordés : au cours de l'exercice 15, les nouveaux emprunts ont atteint l'équivalent de 15,6 milliards de dollars.

EMPRUNTS SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX POUR L'EXERCICE 15 DEVISE

	MONTANT (ÉQUIVALENT EN USD)	POURCENTAGE
Dollar des États-Unis	8 621 527 000,00	54,5 %
Dollar australien	2 381 909 500,00	15,1 %
Réal brésilien	1 247 752 840,45	7,9 %
Yen japonais	690 844 961,00	4,4 %
Roupie indienne	646 237 823,36	4,1 %
Renminbi chinois	611 959 012,97	3,9 %
Euro	340 150 000,00	2,2 %
Autres	1 278 496 063,62	8,1 %
Total	15 818 877 201,40	100,0 %

GESTION DES LIQUIDITÉS

Le montant total des actifs liquides inscrits au bilan d'IFC était de 39,5 milliards de dollars au 30 juin 2015, contre 33,7 milliards de dollars l'exercice précédent. La plupart de ces actifs sont libellés en dollars des États-Unis. Pour pallier les risques de change, les actifs libellés dans une devise autre que le dollar des États-Unis font l'objet d'une couverture en dollars ou sont compensés par des passifs libellés dans la même devise. Le montant

total des actifs liquides qui doit être détenu est déterminé dans le but d'assurer un niveau de ressources suffisant pour que la Société puisse faire face à ses engagements même en cas de tensions sur les marchés.

ADÉQUATION DU CAPITAL ET CAPACITÉ FINANCIÈRE

Une bonne gestion du risque est essentielle à la réalisation de la mission d'IFC en matière de développement. Les activités de la Société, investisseur à long terme dans des marchés émergents dynamiques mais volatiles, l'exposent par leur nature même à des risques financiers et opérationnels.

Une gestion prudente du risque et un capital solide permettent à IFC de préserver son assise financière et de jouer un rôle de stabilisation conjoncturelle en périodes de tourmente économique et financière. Sa solidité financière lui permet par ailleurs de bénéficier de coûts d'emprunt faibles et d'offrir ainsi à ses clients des financements à un coût abordable.

La note AAA attribuée à IFC depuis que sa cote de crédit est évaluée (1989) illustre la solidité et la qualité de la gestion du risque et de la situation financière de l'institution.

IFC détermine son niveau minimum d'adéquation du capital en fonction de son cadre de calcul économique du capital qui est en phase avec le cadre de Bâle et avec les pratiques dominantes du secteur. Le capital économique d'IFC tient lieu de garantie contre le risque et permet à la Société de modéliser et d'agréger les risques de pertes posés par divers produits d'investissement ainsi que d'autres risques.

Le capital libéré, les bénéfices mis en réserve, nets du montant des affectations et de certaines plus-values latentes, et les réserves générales pour pertes sur prêts constituent la capacité financière d'IFC. L'excédent de capital disponible au-delà de ce qui lui est nécessaire pour poursuivre ses activités en cours permet à IFC d'assurer la croissance future de son portefeuille tout en maintenant les réserves nécessaires pour amortir les chocs exogènes inattendus. Au 30 juin 2015, le montant total des ressources disponibles d'IFC était de 22,6 milliards de dollars, tandis que le niveau minimum d'adéquation du capital s'établissait à 19,2 milliards de dollars.

LA PROMOTION DE LA VIABILITÉ

LE CADRE DE VIABILITÉ D'IFC

La viabilité est essentielle à la réussite économique des entreprises. Elle revêt également une importance critique pour leurs clients, les populations locales et les groupes concernés au sens large.

Dans le contexte actuel marqué par le changement climatique, l'insuffisance des ressources et l'intensification des pressions sociales, il apparaît de plus en plus nécessaire que les entreprises adoptent une démarche plus rigoureuse face aux enjeux liés à l'environnement, à la situation sociale et au gouvernement d'entreprise. Les enjeux associés à la viabilité exigent une approche intégrée consistant à gérer les risques financiers et non financiers de manière uniformisée tout en intégrant la viabilité dans le mode de fonctionnement des entreprises.

Le cadre de viabilité d'IFC s'inscrit dans cette perspective. Il a été conçu pour aider les clients de la Société à améliorer leurs résultats commerciaux, à accroître la transparence, à nouer le dialogue avec les populations touchées par les projets financés par IFC, à protéger l'environnement et à maximiser l'impact sur le développement. Ce faisant, il permet à la Société de respecter son engagement stratégique en faveur de la viabilité environnementale et sociale et de la bonne gouvernance tout en contribuant à la croissance du secteur privé et à la création d'emplois.

LA VIABILITÉ EN PRATIQUE

IFC s'attache à garantir la viabilité dans quatre grands domaines : financier, économique, environnemental et social. La viabilité financière permet à IFC et à ses clients de contribuer durablement au développement. En rendant ses projets économiquement viables, la Société s'assure qu'ils contribuent au développement de l'économie des pays hôtes.

Dans toutes ses décisions en matière d'investissement, IFC accorde le même poids et la même attention aux risques au plan environnemental et social ainsi qu'en matière de gouvernance qu'aux risques de crédit et aux risques financiers. Dans les marchés plus difficiles, la Société travaille avec des clients dont

les investissements commerciaux à rendement potentiellement élevé et la croissance solidaire durable sont confrontés à un ensemble croissant et complexe de risques au plan environnemental et social ainsi qu'en matière de gouvernance.

Ces défis ne pourront être relevés qu'en assurant la gestion optimale de ces risques et en proposant des solutions souples. IFC aide ses clients à gérer des risques qu'ils ne peuvent ni ne doivent assumer seuls, en tirant parti des capacités du Groupe de la Banque mondiale à trouver des solutions durables et en collaborant avec d'autres parties concernées pour débloquer des investissements lorsqu'ils sont entravés par d'importants risques de viabilité.

Les clients d'IFC continuent d'affirmer que les compétences de la Société jouent un rôle important dans leur décision de collaborer avec elle. Près de 90 % de ceux qui ont bénéficié de son aide dans le cadre de questions environnementales et sociales estiment qu'elle leur a permis d'améliorer leurs rapports avec les parties prenantes, de renforcer leur image de marque et leur notoriété, et d'établir de saines pratiques de gestion du risque.

LES NORMES DE PERFORMANCE D'IFC

Le cadre de viabilité est essentiellement constitué des normes de performance d'IFC qui visent à aider les clients à éviter, atténuer et gérer les risques de manière à exercer leurs activités de façon durable. Elles leur permettent aussi de trouver des solutions qui soient bonnes à la fois pour les affaires, pour les investisseurs, pour l'environnement et pour les populations locales.

Les normes de performance d'IFC sont aujourd'hui une référence mondiale en matière de pratiques durables. Les Principes d'Équateur, inspirés de ces normes, ont été adoptés par plus de 80 institutions financières à travers le monde, dont 25 dans les pays émergents. D'autres institutions financières se sont également inspirées des normes de performance d'IFC dans l'élaboration de leurs politiques, notamment 15 institutions européennes de financement du développement et 34 organismes de crédit à l'exportation.

La gestion des risques au plan environnemental et social ainsi qu'en matière de gouvernance, dans le cadre du portefeuille d'IFC, et la promotion de pratiques durables font partie intégrante de l'approche de la Société dans le domaine de la gestion des risques et des activités. Lorsqu'un financement est sollicité pour un projet, IFC effectue un examen social et environnemental au titre de son processus de diligence raisonnable. L'examen prend en compte l'évaluation de l'impact du projet par le client ainsi que son engagement et sa capacité à le gérer. Il détermine également dans quelle mesure le projet respecte les normes de performance et la méthodologie de gouvernement d'entreprise d'IFC. En cas de lacunes, IFC et le client conviennent d'un plan pour garantir que les normes respectées à terme. La Société supervise les projets pendant toute la durée de leur exécution.

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

L'amélioration du gouvernement d'entreprise est une priorité d'IFC. La Société fournit un soutien à l'investissement et dispense des conseils sur les pratiques exemplaires permettant d'améliorer le fonctionnement des conseils d'administration, de renforcer les droits des actionnaires et d'améliorer la gestion des risques, le contrôle interne et la diffusion de l'information.

IFC collabore étroitement avec la Banque mondiale pour veiller à ce que les pays émergents élaborent leur réglementation en tenant compte de l'expérience de la Société en tant qu'investisseur de première ligne. Elle conseille également les organismes de réglementation, les administrateurs des marchés boursiers et d'autres acteurs qui souhaitent mettre en œuvre de bonnes pratiques de gouvernement d'entreprise.

Grâce à son expérience, IFC peut adapter les principes internationaux aux réalités du secteur privé dans les pays en développement. C'est pourquoi les banques de développement et d'autres investisseurs opérant dans les marchés émergents se tournent maintenant vers IFC pour qu'elle leur indique la voie à suivre en matière de gouvernement d'entreprise.

IFC intervient dans ce domaine de diverses manières, notamment grâce à l'application de sa méthodologie de gouvernement d'entreprise qui permet d'évaluer les risques et les opportunités au niveau de l'entreprise. Parmi les institutions qui financent le développement, cette méthodologie est considérée comme le plus perfectionné des systèmes de ce type ; elle forme la base d'une approche concertée en matière de gouvernement d'entreprise désormais mise en œuvre par une trentaine d'institutions de financement du développement.

La Société contribue aussi à renforcer les partenaires locaux qui fournissent des services de gouvernement d'entreprise à long terme. Elle prépare notamment des documents de formation et des outils de renforcement des institutions, dans des domaines tels que les associations de gouvernement d'entreprise, les codes et fiches de performance, la formation des dirigeants à l'exercice de responsabilités, la résolution des différends, la formation des journalistes d'affaires et la mise en œuvre des bonnes pratiques de gouvernement d'entreprise.

Un conseil d'administration diversifié est gage d'un solide gouvernement d'entreprise. IFC s'efforce d'accroître le nombre de femmes qui siègent à titre d'administratrices désignées au conseil de ses clients. Au total, 28 % des administrateurs désignés d'IFC sont des femmes.

ENGAGEMENT EN MATIÈRE D'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE

L'engagement d'IFC en matière d'empreinte écologique consiste à faire de la promotion du développement durable une partie intégrante de ses activités internes, en adhérant aux mêmes normes environnementales et sociales que celles auxquelles sont soumis ses clients.

L'utilisation rationnelle des ressources naturelles est un aspect important de cet engagement. La consommation d'électricité représente environ 25 % des émissions de carbone produites par les activités institutionnelles d'IFC à travers le monde. Entre 2007 et 2015, IFC a réussi à réduire cette consommation de 25 % par poste de travail du siège, alors que la réduction visée était de 15 %.

La cible fixée pour 2016 sera plus ambitieuse et intégrera certains bureaux-pays d'IFC. La réduction des déchets de papier est une priorité. Le Groupe de la Banque mondiale met en place un nouveau système d'impression centralisé pour moderniser les techniques d'impression tout en éliminant les déchets et en obtenant une réduction des coûts estimée à 2 millions de dollars sur un an pour les bureaux situés à Washington. Au siège d'IFC, ce nouveau système a réduit le ratio imprimante/employés de 1 pour 2 à 1 pour 12. Aujourd'hui, moins de 0,5 % des agents du siège ont une imprimante personnelle. Ce système élimine le problème des travaux d'impression abandonnés et réduit le gaspillage de toner.

Les activités institutionnelles d'IFC à l'échelle mondiale continuent d'afficher un bilan carbone neutre. Durant l'exercice 15, les émissions de carbone de ces activités se sont chiffrées à environ 47 400 tonnes d'équivalent CO₂. IFC a acheté des crédits d'émission de carbone à un portefeuille de cinq projets, dont des projets portant sur le rendement énergétique, les foyers de cuisson et les énergies renouvelables en Inde et en Ouganda. Elle a choisi des projets présentant des avantages tangibles au plan du développement pour les populations concernées.

INVENTAIRE DES ÉMISSIONS DE CARBONE POUR L'EXERCICE 14 – OPÉRATIONS D'IFC DANS LE MONDE

Tonnes d'équivalent CO₂

Déplacements professionnels	32 609,00	69 %
Électricité, siège d'IFC	7 244,37	15 %
Électricité, bureaux extérieurs	4 391,77	9 %
Divers	3 173,77	7 %
Émissions totales	47 418,92	100 %

RAPPORT INDÉPENDANT D'ASSURANCE PORTANT SUR DIFFÉRENTES INFORMATIONS RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

À la demande d'IFC, nous avons procédé à l'examen de différentes informations relatives au développement durable présentées dans le Rapport annuel pour l'exercice clos le 30 juin 2015, notamment des indicateurs quantitatifs (les « Indicateurs ») et des déclarations qualitatives (les « Déclarations »). Nous avons sélectionné les déclarations dont on estime qu'elles présentent un intérêt particulier pour les parties prenantes ou peuvent poser un risque de réputation pour IFC, ainsi que les déclarations sur la gestion et la performance de la responsabilité institutionnelle. Les Indicateurs et les Déclarations concernent les domaines essentiels figurant ci-dessous :

DOMAINES ESSENTIELS	DÉCLARATIONS	INDICATEURS
Politique d'IFC	« Le personnel d'IFC » (p. 80) « La gestion des risques » (p. 88)	
Efficacité des investissements et des services-conseil au plan du développement	« L'amélioration du système de mesure des résultats » (p. 75) « Le système de mesure des résultats d'IFC » (p. 73–74) « Le champ d'action et les résultats au plan du développement » (p. 76 et 77)	Projets d'investissement ayant reçu une note élevée : 63 % (p. 79) ; notes du DOTS pour les services d'investissement par branche d'activité (p. 79), par région (p. 79) et par catégorie de résultat (p. 79) ; et notes du DOTS pondérées et non pondérées (p. 27) Projets de services-conseil ayant reçu une note élevée : 73 % (p. 79) ; et résultats détaillés par domaine d'activité (p. 79) et par région (p. 79)
Champ d'action des clients d'IFC	« Marchés locaux des capitaux : créer des marchés financiers efficaces » (p. 42) « Santé et éducation : renforcer le capital humain » (p. 54) « Emploi : une approche globale de la création d'emplois » (p. 48) « Technologie : utiliser la technologie numérique pour autonomiser les pauvres » (p. 38)	Emplois (millions) : 2,5 (p. 78) Patients traités (millions) : 17,3 (p. 78) Étudiants instruits (millions) : 3,5 (p. 78) Agriculteurs bénéficiaires (millions) : 3,4 (p. 78) Distribution de gaz (millions de personnes desservies) : 35,0 (p. 78) Distribution d'électricité (millions de personnes desservies) : 43,6 (p. 78) Distribution d'eau (millions de personnes desservies) : 23,4 (p. 78) Financement du commerce — nombre de transactions (millions) : 1,8 (p. 78) Financement du commerce — montant (milliards d'USD) : 266 (p. 78)

NOMBRE ET MONTANTS DES MICROPRÊTS ET DES PRÊTS AUX PME POUR L'EXERCICE 14 (P. 78)

Type de prêts	Nombre de prêts (millions)	Montant (milliards d'USD)
Microprêts	43,6	35,3
Prêts de montant faible ou moyen	4,3	234,4

DOMAINES ESSENTIELS	DÉCLARATIONS	INDICATEURS																									
Notes environnementales et sociales	« Les normes de performance d'IFC » (p. 90)	ENGAGEMENTS D'IFC PAR CATÉGORIE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (P. 26)																									
		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Engagements (millions de dollars)</th> <th>Nombre de projets</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>A</td> <td>1 508</td> <td>25</td> </tr> <tr> <td>B</td> <td>3 244</td> <td>157</td> </tr> <tr> <td>C</td> <td>215</td> <td>57</td> </tr> <tr> <td>IF</td> <td>256</td> <td>15</td> </tr> <tr> <td>IF-1</td> <td>1 311</td> <td>17</td> </tr> <tr> <td>IF-2</td> <td>2 937</td> <td>100</td> </tr> <tr> <td>IF-3</td> <td>1 067</td> <td>35</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>10 539</td> <td>406</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Engagements (millions de dollars)	Nombre de projets	A	1 508	25	B	3 244	157	C	215	57	IF	256	15	IF-1	1 311	17	IF-2	2 937	100	IF-3	1 067	35	Total
Catégorie	Engagements (millions de dollars)	Nombre de projets																									
A	1 508	25																									
B	3 244	157																									
C	215	57																									
IF	256	15																									
IF-1	1 311	17																									
IF-2	2 937	100																									
IF-3	1 067	35																									
Total	10 539	406																									
Activités commerciales durables	« Changement climatique : aider à contenir une menace mondiale » (p. 44 et 45) « Genre : améliorer les perspectives économiques des femmes » (p. 50 et 51) « Conseils » (p. 65 et 66) « Engagement en matière d'empreinte écologique » (p. 91)	Engagements au titre d'investissements liés au climat pour l'exercice 15 (p. 59) : 2 349 millions de dollars Émissions de carbone (p. 91) : 47 419 tonnes d'équivalent CO ₂ durant l'exercice 14																									
Influence sur le développement du secteur privé	« Agroindustrie : nourrir le monde sans épuiser ses ressources » (p. 46 et 47) « PME : accélérer la création d'entreprises locales » (p. 34 et 35) « Infrastructure : créer des bases solides pour le développement » (p. 30 et 31) « Urbanisation : renforcer les municipalités et les centres urbains » (p. 40 et 41) « Accès aux financements : ouvrir de nouvelles voies vers la prospérité » (p. 32 et 33)																										
Activités dans les pays les plus pauvres et les plus fragiles	« L'IDA et les régions touchées par des conflits : créer des opportunités dans les régions en proie à des conflits » (p. 52 et 53)																										
Collaboration avec d'autres entités	« Investissements transfrontières : mobiliser des capitaux aux fins du développement » (p. 36 et 37)																										
Obligation de rendre compte au sein d'IFC	« Le Bureau du Conseiller/ombudsman » (p. 84 et 85)																										

Notre examen visait à assurer dans une mesure limitée¹, que :

1. les Indicateurs ont été préparés conformément aux normes de déclaration de l'information applicables durant l'exercice 15 (les « Normes de déclaration »), qui recouvrent les instructions, procédures et directives établies par IFC pour chaque indicateur, et qui sont récapitulées dans le Rapport annuel, en ce qui concerne les indicateurs relatifs aux Engagements par catégorie environnementale et sociale (p. 26) et à l'Efficacité des investissements et des services-conseil au plan du développement (Suivi des résultats, p. 74) et sur le site Internet d'IFC pour les autres ;
2. les Déclarations ont été présentées conformément à la « Politique d'information d'IFC », qu'il est possible de consulter sur le site Internet d'IFC² et aux principes de pertinence, d'exhaustivité, de fiabilité et aussi de neutralité et de clarté tels que définis par les normes internationales³.

IFC a la responsabilité de préparer les Indicateurs et Déclarations afin de fournir des informations sur les Normes de déclaration et d'établir le Rapport annuel.

Nous avons pour mission d'exprimer une opinion sur les Indicateurs et les Déclarations fondée sur notre examen. Celui-ci a été réalisé conformément à la norme ISAE 3000 (*International Standard on Assurance Engagements*) de l'IFAC⁴. Notre indépendance est définie par le code de déontologie professionnelle de l'IFAC.

1. Un degré d'assurance plus poussé aurait exigé des travaux plus importants.

2. http://www.ifc.org/ifcext/disclosure.nsf/content/disclosure_policy

3. ISAE 3000 de l'IFAC, *Global Reporting Initiative (GRI) ou AA1000 Accountability Standard*.

4. ISAE 3000: *Assurance Engagement other than reviews of historical data*, International Federation of Accountants, International Audit and Assurance Board, décembre 2003.

NATURE ET PORTÉE DE NOTRE EXAMEN

En vue de présenter une opinion, nous avons procédé à l'examen ci-après :

- › Nous avons évalué les Normes de déclaration, ainsi que les directives et principes applicables pour déterminer leur pertinence, leur exhaustivité, leur neutralité et leur fiabilité.
- › Nous avons examiné le contenu du Rapport annuel pour identifier les principales déclarations concernant les domaines du développement durable énoncés plus haut.
- › Au niveau du groupe, nous avons eu des entretiens avec plus de 25 personnes responsables de la déclaration des informations pour évaluer la mesure dans laquelle les Normes de déclaration ont été appliquées ou pour établir le bien-fondé des Déclarations.
- › Au niveau du groupe, nous avons appliqué des procédures d'analyse et vérifié, par sondages, les calculs et le rapprochement des Indicateurs.
- › Nous avons réuni les documents sur la base desquels les Indicateurs ou les Déclarations sont fondés, tels que les rapports préparés, notamment, pour les réunions des administrateurs ou d'autres réunions, les accords de prêts, les exposés et rapports internes et externes, ou les résultats d'enquêtes.
- › Nous avons examiné la présentation des Déclarations et des Indicateurs dans le Rapport annuel ainsi que les notes correspondantes sur les méthodes suivies.

LIMITES DE NOTRE EXAMEN

Notre examen s'est limité aux Déclarations et aux Indicateurs identifiés dans le tableau précédent, à l'exclusion d'autres informations présentées dans le *Rapport annuel*.

Nos sondages ont donné uniquement lieu à l'examen de documents et à des entrevues au siège d'IFC à Washington. À l'intérieur du périmètre d'étude couvert par la présente déclaration, nous n'avons participé à aucune activité avec les parties prenantes extérieures et les clients et réalisé qu'une quantité limitée de tests destinés à vérifier la validité des informations sur un échantillon de projets.

INFORMATIONS SUR LES NORMES DE DÉCLARATION ET LE PROCESSUS DE PRÉPARATION DES DÉCLARATIONS

En ce qui concerne les Normes de déclaration et les directives et principes de préparation des Déclarations, nous présentons les commentaires suivants :

PERTINENCE

IFC présente des informations sur la viabilité de son propre impact et sur l'impact, les réalisations et les risques environnementaux et sociaux des projets qu'elle finance directement ou par le biais d'intermédiaires financiers. Les résultats des services d'investissement et de conseil d'IFC au plan du développement sont évalués par le biais du Système de suivi des réalisations au plan du développement (DOTS) de la Société et au moyen de la mise en œuvre de sa stratégie d'évaluation.

Dans la catégorie « performance environnementale et sociale » du DOTS, IFC a mis en place pour ses investissements directs un nouvel ensemble d'indicateurs essentiels évaluant les progrès de ses clients dans l'application des normes de performance. Ces

indicateurs représentent une nouvelle méthode d'évaluation : la notation axée sur les résultats est remplacée par une approche centrée sur la performance consistant à mesurer l'amélioration de la performance environnementale et sociale des clients.

Par ailleurs, le champ des indicateurs utilisés dans le cadre du DOTS pour évaluer les résultats en matière de développement du secteur privé devrait être élargi pour mieux refléter l'impact sur les bénéficiaires ultimes des projets tout au long de leur cycle de vie et la raison d'être de la notation du DOTS en matière de développement du secteur privé devrait être précisée. IFC est déterminée à renforcer en permanence la pertinence de ses résultats au plan du développement et des procédures relatives au champ d'action. Des travaux sont d'ailleurs en cours sur l'harmonisation des indicateurs du développement du secteur privé parmi les institutions financières internationales.

Enfin, s'il est vrai que les indicateurs du champ d'action rendent compte de la contribution générale des clients d'IFC, les rapports de la Société relatifs à sa contribution et à ses résultats au plan du développement pourraient être enrichis à l'aide de données supplémentaires (au sujet des bénéficiaires additionnels des investissements d'IFC) et en appliquant un facteur de contribution, tel que la part relative de l'investissement d'IFC dans le montant total des investissements.

EXHAUSTIVITÉ

Les Indicateurs couvrent les activités d'IFC les plus pertinentes. La couverture de chaque indicateur est indiquée dans les commentaires joints aux données dans le Rapport annuel. En particulier, conformément à la nouvelle pratique d'IFC consistant à rendre compte de ses activités de financement à court terme indépendamment de ses activités de financement à long terme, un ensemble spécifique d'indicateurs de champ d'action a été mis en œuvre depuis l'exercice dernier pour refléter l'impact du Programme mondial de financement du commerce. Les chiffres correspondants ont été vérifiés et sont présentés dans le tableau relatif au champ d'action (p. 78).

Il semble également que, l'exercice 15 étant le premier au cours duquel le nouvel ensemble d'indicateurs a été utilisé pour mesurer la performance environnementale et sociale dans le cadre du DOTS, les taux de performance des indicateurs couvrant ce domaine sont plus faibles que ceux de l'exercice antérieur.

NEUTRALITÉ ET CLARTÉ

IFC donne des informations sur les méthodes suivies pour établir les Indicateurs dans les commentaires joints aux données publiées ou dans les sections correspondantes. De plus amples informations sont disponibles sur le site web d'IFC.

FIABILITÉ

IFC a renforcé ses contrôles internes sur les principaux facteurs influençant les indicateurs de champ d'action au niveau des projets, en plus des contrôles effectués au niveau institutionnel. Ces indicateurs étant directement déterminés auprès des clients et parfois à partir d'estimations plutôt que d'états financiers vérifiés, les contrôles internes en place sont essentiels pour s'assurer que les données communiquées sont conformes aux propres définitions et modes de calcul d'IFC.

Ces contrôles devraient toutefois être améliorés : au niveau des projets, en veillant à ce qu'ils soient systématiquement appliqués à tous les secteurs et à toutes les régions ; et au niveau institutionnel, en vérifiant la qualité des contrôles effectués ainsi que la traçabilité de la source de données utilisée.

IFC devrait en outre envisager de limiter le recours à l'extrapolation pour les indicateurs de champ d'action en l'absence de données disponibles auprès des clients.

CONCLUSION

Sur la base de notre examen, nous n'avons relevé aucune anomalie qui nous permettrait de penser que :

- › les Indicateurs n'ont pas été établis, en ce qui concerne tous les points importants, conformément aux Normes de Déclaration ;
- › les Déclarations n'ont pas été présentées, en ce qui concerne tous les points importants, conformément à la « Politique d'information d'IFC » et aux principes de pertinence, d'exhaustivité, de neutralité, de clarté et de fiabilité définis par les normes internationales.

Paris-La Défense (France), 7 août 2015

Auditeurs indépendants
ERNST & YOUNG et Associés



**Building a better
working world**

Eric Duvaud
Associé, Technologies propres et développement durable

RÉSUMÉ DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

L'environnement général du marché influe de façon importante sur la performance financière d'IFC. Le tableau suivant récapitule les principaux éléments composant le revenu net et le revenu étendu d'IFC, ainsi que les facteurs auxquels ces éléments sont soumis et qui influent sur le niveau et la variabilité du revenu net et du revenu étendu d'une année sur l'autre :

ÉLÉMENTS	FACTEURS D'INFLUENCE IMPORTANTS
REVENU NET	
Rendement des actifs porteurs d'intérêts	Situation du marché, notamment le niveau des spreads et le degré de concurrence. Sont également inclus dans les revenus des prêts les intérêts non comptabilisés et les intérêts recouvrés sur des prêts précédemment à intérêts non comptabilisés, et les revenus des participations à des prêts individuels.
Revenu des actifs liquides	Gains et pertes réalisés et non réalisés sur les portefeuilles d'actifs liquides, qui dépendent de facteurs externes tels que les taux du marché et la liquidité de certaines classes d'actifs à l'intérieur du portefeuille d'actifs liquides.
Revenu du portefeuille de participations en capital	Climat mondial pour les participations en capital sur les marchés émergents, fluctuations sur les marchés des devises et des produits de base et performances individuelles des entreprises. Performance du portefeuille de participations en capital (principalement les plus-values réalisées, les dividendes, les dépréciations pour perte de valeur, les gains sur les échanges non monétaires et les gains et pertes non réalisés sur les participations en capital).
Provisions pour pertes sur les prêts et les garanties	Évaluation des risques associés aux emprunteurs et probabilité de défaut et de perte en cas de défaut.
Autres revenus et dépenses	Niveau des services-conseil fournis par IFC à ses clients, niveau des dépenses afférentes aux prestations de retraite et autres versées au personnel, et budgets administratifs et autres approuvés.
Gains et pertes sur les autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, comptabilisés à leur juste valeur marchande	Principalement, différences entre les changements enregistrés dans les justes valeurs marchandes des emprunts, y compris le spread de crédit d'IFC, et les instruments dérivés associés, et les gains non réalisés associés au portefeuille d'investissements, notamment les options de vente, les bons de souscription et les options d'achat d'actions qui dépendent en partie du climat mondial pour les marchés émergents. La valeur de ces titres est calculée au moyen de modèles développés en interne ou de méthodes utilisant des facteurs observables ou non.
Dons à l'IDA	Niveau des dons à l'IDA approuvés par le Conseil des Gouverneurs.
AUTRES COMPOSANTES DU REVENU GLOBAL	
Gains et pertes non réalisés sur des titres de participation de sociétés cotées et des titres de dette comptabilisés comme étant disponibles à la vente	Climat mondial pour les participations en capital sur les marchés émergents, fluctuations sur les marchés des devises et des produits de base et performances individuelles des entreprises. La valeur de ces participations est calculée au moyen des cours du marché non ajustés et celle des titres de dette au moyen de modèles développés en interne ou de méthodes utilisant des facteurs observables ou non.
Gains et pertes actuariels nets non constatés et coûts non constatés des prestations futures au titre de régimes d'avantages sociaux	Rendement des actifs de régimes de retraite et principales hypothèses sur lesquelles reposent les prévisions de prestations futures à verser, notamment les taux d'intérêt du marché, les dépenses de personnel, l'expérience passée et l'estimation faite par la direction de l'évolution du coût des prestations futures et de la situation économique.

Les marchés boursiers des pays émergents ont été instables au cours de l'exercice clos le 30 juin 2015, mais ont généralement baissé durant cette période. Le ralentissement de l'activité économique dans certains pays des régions Europe et Asie centrale et Amérique latine et Caraïbes, la baisse de la majorité des monnaies d'investissement d'IFC par rapport à sa monnaie fonctionnelle, le dollar des États-Unis, et le fléchissement des cours du pétrole ont également grevé les résultats financiers de l'exercice 15, en particulier le portefeuille de participations en capital d'IFC.

Du fait de l'environnement macroéconomique des pays émergents et de l'évolution des investissements, IFC a enregistré une hausse des dépréciations autres que temporaires sur les participations en capital et les titres de dette, des moins-values latentes au titre de participations en capital et des provisions pour pertes sur les prêts qui, conjuguée à la baisse du produit des actifs liquides, a conditionné ses résultats financiers pour l'exercice 15 par rapport à la période antérieure. IFC a toutefois réussi à augmenter ses gains réalisés sur un nombre limité de désinvestissements, concentrés sur deux cessions de participations intervenues au cours des trois premiers mois de l'exercice 15.

IFC a déclaré un revenu, avant la prise en compte des plus-values et moins-values latentes nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur et avant la prise en compte des dons à l'IDA, de 855 millions de dollars durant l'exercice 15, contre 1 782 millions de dollars pour l'exercice 14.

Le revenu disponible se chiffre à 1 327 millions de dollars, soit 18 % de moins que durant l'exercice 14 (1 614 millions de dollars).

Évolution du revenu avant plus-values et moins-values nettes latentes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, comptabilisés à leur juste valeur et avant la prise en compte des dons à l'IDA, durant l'exercice 15 par rapport à l'exercice 14 (en millions de dollars) :

HAUSSE (BAISSE), COMPARAISON EX. 15/EX. 14 (EN MILLIONS D'USD)

Augmentation des dépréciations autres que temporaires sur les participations en capital et les titres de dette	(484)
Baisse des plus-values réalisées au titre des participations en capital et des produits dérivés, net	(383)
Baisse du revenu des opérations sur actifs liquides	(132)
Augmentation des provisions pour pertes sur les prêts, les garanties et autres créances	(83)
Augmentation du revenu des prêts et garanties, gains et pertes réalisés sur les prêts et produits dérivés	58
Hausse des plus-values monétaires sur les transactions en devises	72
Divers, net	25
Variation globale du revenu, avant la prise en compte des plus-values et moins-values latentes nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur et avant la prise en compte des dons à l'IDA	(927)

Les moins-values latentes nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur se sont montées à 106 millions de dollars durant l'exercice 15 (contre des moins-values nettes de 43 millions de dollars pour l'exercice 14). Il en résulte un revenu avant la prise en compte des dons à l'IDA de 749 millions de dollars durant l'exercice 15, contre 1 739 millions de dollars pour l'exercice 14. Les dons à l'IDA ont atteint 340 millions de dollars durant l'exercice 15, contre 251 millions de dollars pour l'exercice 14. Les pertes nettes sur les participations minoritaires se sont montées à 36 millions de dollars durant l'exercice 15, contre un gain de 5 millions de dollars pour l'exercice 14.

En conséquence, le revenu net total imputable à IFC s'est établi à 445 millions de dollars durant l'exercice 15, contre 1 483 millions de dollars pour l'exercice 14.

Le revenu net d'IFC pour chacun des cinq derniers exercices jusqu'au 30 juin 2015 est présenté ci-dessous (en millions de dollars) :

REVENU (PERTE) NET(TE)

Au 30 juin, date de clôture des exercices (millions d'USD)

2011		1 579
2012		1 328
2013		1 018
2014		1 483
2015		445

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES DES CINQ DERNIERS EXERCICES (EN MILLIONS DE DOLLARS) :					
AU 30 JUIN, DATE DE CLÔTURE DES EXERCICES	2015	2014	2013	2012	2011
REVENUS CONSOLIDÉS, PRINCIPALES DONNÉES					
Revenu des prêts et garanties, gains et pertes réalisés sur les prêts et produits dérivés	1 123	1 065	996	993	802
(Constitution) reprise de provisions pour pertes sur prêts et garanties	(171)	(88)	(243)	(117)	40
Revenu des participations en capital et produits dérivés	427	1 289	732	1 548	1 601
Revenu des titres de dette, gains et pertes réalisés sur les titres de dette et produits dérivés	132	89	69	71	67
Revenu des opérations sur actifs liquides	467	599	500	313	529
Coûts des emprunts	(258)	(196)	(220)	(181)	(140)
Autres revenus	505	461	441	448	222
Autres dépenses	(1 423)	(1 418)	(1 401)	(1 207)	(981)
Plus-values (moins-values) monétaires sur les transactions en devises	53	(19)	35	145	(33)
Revenu avant plus-values et moins-values nettes latentes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, comptabilisés à leur juste valeur et avant dons à l'IDA	855	1 782	909	2 013	2 107
Plus-values et moins-values nettes latentes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, comptabilisés à leur juste valeur	(106)	(43)	441	(355)	72
Revenu avant dons à l'IDA	749	1 739	1 350	1 658	2 179
Dons à l'IDA	(340)	(251)	(340)	(330)	(600)
Revenu net	409	1 488	1 010	1 328	1 579
Moins : pertes (gains) nettes (nets) sur les participations minoritaires	36	(5)	8	-	-
Revenu net imputable à IFC	445	1 483	1 018	1 328	1 579
BILAN CONSOLIDÉ, PRINCIPALES DONNÉES :					
Total, actif	87 548	84 130	77 525	75 761	68 490
Portefeuille de liquidités (hors produits dérivés)	39 475	33 738	31 237	29 721	24 517
Investissements	37 578	38 176	34 677	31 438	29 934
Emprunts en cours, avec prise en compte des variations de la juste valeur	51 265	49 481	44 869	44 665	38 211
Total capitaux propres	24 426	23 990	22 275	20 580	20 279
Dont					
Bénéfices non affectés mis en réserve	20 457	20 002	18 435	17 373	16 032
Bénéfices affectés mis en réserve	184	194	278	322	335
Capital social	2 566	2 502	2 403	2 372	2 369
Montants cumulés des autres composantes du revenu global (AOCI)	1 197	1 239	1 121	513	1 543
Participations minoritaires	22	53	38	-	-

PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS	2015	2014	2013	2012	2011
RATIOS FINANCIERS^a					
Rendement de l'actif moyen (base GAAP) ^b	0,5 %	1,8 %	1,3 %	1,8 %	2,4 %
Rendement de l'actif moyen (base non-GAAP) ^c	1,3 %	1,8 %	0,9 %	2,8 %	1,8 %
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP) ^d	1,8 %	6,4 %	4,8 %	6,5 %	8,2 %
Rendement des capitaux propres moyens (base non-GAAP) ^e	4,6 %	6,5 %	3,1 %	9,9 %	6,0 %
Ratio de liquidité global ^f	81 %	78 %	77 %	77 %	83 %
Niveau de liquidité des financements extérieurs	494 %	359 %	309 %	327 %	266 %
Ratio d'endettement ^g	2,6:1	2,7:1	2,6:1	2,7:1	2,6:1
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé ^h	7,5 %	6,9 %	7,2 %	6,6 %	6,6 %
Mesure du capital :					
Montant total des ressources nécessaires (milliards d'USD) ⁱ	19,2	18,0	16,8	15,5	14,4
Montant total des ressources disponibles (milliards d'USD) ^j	22,6	21,6	20,5	19,2	17,9
Capital stratégique ^k	3,4	3,6	3,8	3,7	3,6
Capital stratégique utilisable ^l	1,1	1,4	1,7	1,8	1,8
Capital stratégique utilisable en pourcentage des ressources totales disponibles	5 %	7 %	8 %	9 %	10 %

- a. Certains ratios financiers (voir ci-dessous) font abstraction des effets des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements, d'autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, d'AOCI et de l'impact des entités à débiteurs de droits variables consolidées (EDDV).
- b. Revenu net pour l'exercice en pourcentage de la moyenne du total des actifs à la fin de l'exercice considéré et de l'exercice précédent.
- c. Le rendement de l'actif moyen est défini comme étant le revenu net annualisé faisant abstraction des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements comptabilisés à leur juste valeur, du revenu des EDDV consolidées et des plus-values ou moins-values nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, en pourcentage des participations et des prêts décaissés (nets de toute provision), des liquidités (hors mises en pension) et d'autres actifs calculés selon la moyenne de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.
- d. Revenu net pour l'exercice en pourcentage de la moyenne du total des capitaux propres (abstraction faite des paiements effectués au titre des souscriptions en cours) à la fin de l'exercice considéré et de l'exercice précédent.
- e. Le rendement des capitaux propres moyens est défini comme étant le revenu net annualisé faisant abstraction des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements comptabilisés à leur juste valeur, du revenu des EDDV consolidées et des plus-values ou moins-values nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, en pourcentage du capital appelé et des bénéfices non distribués (avant certaines plus-values ou moins-values latentes et abstraction faite des affectations cumulatives pas encore imputées) calculés selon la moyenne de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.
- f. Selon la politique globale d'IFC en matière de liquidité, la somme des disponibilités de la Société et de ses emprunts non retirés auprès de la Banque mondiale ne doit pas représenter, à tout moment, moins de 45 % de ses besoins estimés de financement nets pour les trois prochains exercices (fourchette cible : 65-95 %).
- g. Le ratio de levier financier (ou « ratio d'endettement ») est défini comme étant le nombre de fois que la somme de l'encours des emprunts et de l'encours des garanties couvre le capital libéré et les bénéfices accumulés (nets du montant des affectations sur les bénéfices mis en réserve et de certaines plus-values/moins-values latentes).
- h. Le ratio entre les réserves totales pour pertes sur prêt et le portefeuille total de prêts décaissés est défini comme étant les réserves pour pertes sur prêts exprimées en pourcentage du portefeuille total des prêts décaissés.
- i. Le capital minimum requis pour maintenir la note AAA d'IFC. Il correspond à l'agrégation des normes de capital économique basées sur les risques pour chaque classe d'actifs au sein de la Société.
- j. Le capital libéré augmenté des bénéfices mis en réserve, nets des bénéfices affectés mis en réserve, plus provisions générales et spécifiques pour pertes sur les prêts. Indique le niveau de ressources disponibles compte tenu des normes de capital économique d'IFC basées sur les risques.
- k. Le montant total des ressources disponibles moins le total des ressources requises.
- l. 90 % du total des ressources disponibles moins le total des ressources requises.

ENGAGEMENTS

Durant l'exercice 15, les financements à long terme se sont montés à 10 539 millions de dollars, contre 9 967 millions de dollars pour l'exercice 14, tandis que les ressources mobilisées ont atteint 7 133 millions de dollars contre 5 143 millions de dollars pour l'exercice 14, soit une augmentation totale de 17 %. Par ailleurs, le montant moyen du solde des financements à court terme était de 2 837 millions de dollars au 30 juin 2015 contre 3 006 millions de dollars au 30 juin 2014.

L'expression « ressources mobilisées » désigne les financements provenant d'entités autres qu'IFC mis à la disposition des clients grâce à la participation directe de la Société à la mobilisation des ressources. IFC finance seulement une partie — pas plus de 25 % en général — du coût des projets. Les projets financés par IFC nécessitent donc tous la participation de partenaires financiers. IFC mobilise les financements de ce type auprès du secteur privé grâce aux instruments mentionnés dans le tableau ci-contre.

FINANCEMENTS À LONG TERME ET RESSOURCES MOBILISÉES DURANT LES EXERCICES 15 ET 14 (EN MILLIONS DE DOLLARS)	EX. 15	EX. 14
Total des financements à long terme et ressources mobilisées¹	17 672	15 110
FINANCEMENTS À LONG TERME		
Prêts	7 019	7 327
Participations	3 187	2 324
Garanties	273	286
Gestion des risques des clients	60	30
Total des financements à long terme	10 539	9 967
RESSOURCES MOBILISÉES		
Participations aux prêts, prêts parallèles et autres mobilisations		
Participations aux prêts	1 853	2 043
Prêts parallèles	1 522	730
Programme de portefeuille de prêts conjoints	818	320
Autre mobilisations	881	606
Total des participations aux prêts, prêts parallèles et autres mobilisations	5 074	3 699
AMC		
Fonds de recapitalisation, créances subordonnées	150	516
Fonds ALAC	86	84
Fonds catalyseurs	66	75
Fonds de recapitalisation, participations	3	7
Fonds de recapitalisation des banques russes	–	2
Fonds mondial pour l'infrastructure (GIF)	226	146
Investissements GIF conjoints	230	–
Total AMC	761	830
AUTRES INITIATIVES		
Programme mondial de liquidité pour le commerce et Programme de financement des produits de base essentiels	750	500
Partenariats public-privé	548	114
Total des autres initiatives	1 298	614
Montant total des ressources mobilisées	7 133	5 143

1. Les engagements en titres de créance sont inclus dans les prêts et les prises de participation en fonction de leurs principales caractéristiques.

LES ACTIVITÉS DES FONDS GÉRÉS PAR AMC, COMPARAISON EX. 15/EX. 14 (EN MILLIONS DE DOLLARS SAUF INDICATION CONTRAIRE) :

	AU 30 JUIN 2015			POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2015				
	TOTAL DES ACTIFS GÉRÉS			DÉCAISSEMENT DES INVESTISSEURS EN FAVEUR DU FONDS				
	TOTAL	PROVENANT D'IFC	PROVENANT D'AUTRES INVESTISSEURS	PROVENANT D'IFC	PROVENANT D'AUTRES INVESTISSEURS	DÉCAISSEMENTS DU FONDS	DÉCAISSEMENTS DU FONDS (NOMBRE)*	
Fonds de recapitalisation, participations	1 275	775	500	6	4	8	1	
Fonds de recapitalisation, créances subordonnées	1 725	225	1 500	29	196	254	4	
Fonds ALAC	1 000	200	800	29	112	94	7	
Fonds de recapitalisation pour l'Afrique	182	–	182	–	3	–	–	
Fonds de recapitalisation des banques russes	550	250	300	5	5	–	–	
Fonds catalyseur	418	75	343	9	41	36	46	
Fonds mondial pour l'infrastructure**	1 430	200	1 230	27	298	293	7	
Fonds Chine-Mexique	1 200	–	1 200	–	6	–	–	
Fonds pour la croissance des institutions financières (FIG Fund)	344	150	194	–	–	–	–	
Fonds mondial des fonds pour les marchés émergents (GEM FOF)	406	81	325	–	–	–	–	
Total	8 530	1 956	6 574	105	665	685	65	

* Il se peut que le nombre des décaissements inclue plusieurs décaissements destinés à une seule entreprise ou un seul fonds dans laquelle ou lequel IFC investit.

** Inclut un fonds d'investissements conjoints géré par AMC au nom des commanditaires du Fonds.

	AU 30 JUIN 2014			POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2014				
	TOTAL DES ACTIFS GÉRÉS			DÉCAISSEMENT DES INVESTISSEURS EN FAVEUR DU FONDS				
	TOTAL	PROVENANT D'IFC	PROVENANT D'AUTRES INVESTISSEURS	PROVENANT D'IFC	PROVENANT D'AUTRES INVESTISSEURS	DÉCAISSEMENTS DU FONDS	DÉCAISSEMENTS DU FONDS (NOMBRE)*	
Fonds de recapitalisation, participations	1 275	775	500	8	5	21	3	
Fonds de recapitalisation, créances subordonnées	1 725	225	1 500	77	514	544	8	
Fonds ALAC	1 000	200	800	21	83	89	9	
Fonds de recapitalisation pour l'Afrique	182	–	182	–	3	–	–	
Fonds de recapitalisation des banques russes	550	250	300	9	10	4	2	
Fonds catalyseur	418	75	343	3	15	12	17	
Fonds mondial pour l'infrastructure	1 200	200	1 000	32	165	172	6	
Fonds Chine-Mexique	–	–	–	–	–	–	–	
Fonds pour la croissance des institutions financières (FIG Fund)	–	–	–	–	–	–	–	
Fonds mondial des fonds pour les marchés émergents (GEM FOF)	–	–	–	–	–	–	–	
Total	6 350	1 725	4 625	150	795	842	45	

* Il se peut que le nombre des décaissements inclue plusieurs décaissements destinés à une seule entreprise ou un seul fonds dans laquelle ou lequel IFC investit.

LETTRE AU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Le Conseil d'administration d'IFC a fait préparer ce rapport annuel conformément aux statuts de la Société. Jim Yong Kim, président d'IFC et de son Conseil d'administration, a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des Gouverneurs. Les administrateurs constatent avec satisfaction que, durant l'exercice clos le 30 juin 2015, IFC a accru sa contribution à un développement durable par le biais de ses investissements dans le secteur privé et de ses services-conseil.

RESTEZ EN CONTACT

INTERNET ET MÉDIAS SOCIAUX

Le site web d'IFC, www.ifc.org, présente des informations détaillées sur tous les aspects des activités de l'institution. Il indique comment contacter les bureaux de la Société dans le monde entier, diffuse des communiqués de presse et des articles, ainsi que des données sur l'évaluation des résultats et les documents publiés au sujet des investissements proposés, et expose les grands principes et directives qui régissent l'action d'IFC.

La version en ligne du *Rapport annuel 2015 d'IFC* contient des documents PDF téléchargeables qui couvrent tous les points présentés dans ce volume ainsi que les versions en langue étrangère disponibles. Elle se trouve à l'adresse www.ifc.org/annualreport. Le site web fournit également de plus amples informations sur la poursuite d'une action durable, notamment un index de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance.

IFC EN LIGNE

Site web d'IFC
ifc.org

Rapport annuel
ifc.org/Annual Report

Index des médias sociaux
ifc.org/SocialMediaIndex

Facebook
facebook.com/IFCwbg

Twitter
twitter.com/IFC_org

LinkedIn
on.ifc.org/ifcLinkedIn

Scribd
scribd.com/IFCpublications

YouTube
youtube.com/IFCvideocasts

Instagram
IFC_org



COLLABORATEURS

Équipe du Rapport annuel d'IFC
Bruce Moats
Directeur, Relations extérieures
et institutionnelles,
Groupe de la Banque mondiale

Lisa Kopp
Responsable, Gestion de la marque

Joseph Rebello
Rédacteur en chef

Aaron Rosenberg
Chef, Relations publiques

Bhattiprolu Murti
Conseiller de rédaction

Katherine Klaben
Consultante

Traduction : Service de traduction
et d'interprétation (GSDTI),
Groupe de la Banque mondiale

Conception : Addison
www.addison.com

Impression : Worth Higgins & Associates
http://worthhiggins.com/

Photographies :

Deuxième de couverture : Dakar Toll

Page 2 : Iwan Bagus

Page 12 : Kunihiro Terawa/Getty

Page 15 : Stockbyte/Getty

Page 16 : Christina Havis/EyeEm/Getty

Page 19 : John Burke/Getty

Page 20 : Iwan Bagus

Page 21 : Iwan Bagus

Page 29 : View Stock/Getty

Page 31 : Shots Studio/Shutterstock

Page 32 : Anna Koblanck/IFC

Page 33 : Dilip Banerjee/IFC

Page 34 : Mohamed Essa/IFC

Page 37 : Guiseppe Franchini/Banque mondiale

Page 38 : Anna Koblanck/IFC

Page 39 : Thomas Nybo

Page 41 : Upasana Dahal

Page 42 : Eddie Gerald/Getty

Page 45 : Rafael Pérez-Pire Angulo

Page 46 : Danilo Pinzon/Banque mondiale

Page 49 : Sarah Karim

Page 50 : Ric Francis

Page 52 : Salahaldeen Nadir/Banque mondiale

Page 55 : Sayantoni Palchoudhuri/IFC

Page 56 : MHeiderich Photography

Page 83 : Groupe de la Banque mondiale



CRÉER
DES OPPORTUNITÉS LÀ OÙ
ELLES FONT LE PLUS DÉFAUT

2121 PENNSYLVANIA AVENUE, NW
WASHINGTON, DC 20433, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

202 473 3800
ifc.org